

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR LES TERRES FRANCHES
DE LA FLANDRE WALLONNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le Vendredi 26 Mai 1905, à une heure et demie*

PAR

HENRI ROMBAUT

Président : M. ROUX, Professeur.

*Suffragants : MM. DESLANDRES, Professeur.
CHAMPEAUX, Agrégé.*

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1905

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR LES TERRES FRANCHES
DE LA FLANDRE WALLONNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le Vendredi 26 Mai 1905, à une heure et demie*

PAR

HENRI ROMBAUT

Président : M. ROUX, Professeur.

*Suffragants : MM. DESLANDRES, Professeur.
CHAMPEAUX, Agrégé.*



LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1905

INTRODUCTION

Les mots *Franchise, franc, terre franche, terre exempte*, désignaient spécialement, dans notre contrée, des territoires de mouvance étrangère, et comme tels échappant à l'action des justices et des administrations ordinaires du pays (1).

Cette définition paraît la seule raisonnable : elle englobe toutes les Franchises, quelle qu'ait été leur condition, et n'est, d'ailleurs, que la mise en œuvre, qu'une forme généralisée de la définition donnée à la fin du XVII^e siècle par un Intendant de la Flandre Wallonne :

« La franchise (2) de ces terres franchises, ou pré-

(1) *Bulletin de la Commission Historique du Département du Nord*. T. XXI, p. 143.

(2) Autre définition : « Les terres de Franchise telles que » Haubourdin, Emmerin, Templemars, Esteveles et Blaton, » sont ainsi nommées à cause de leurs privilèges qui les » rendent indépendantes de l'administration générale et les

» tendues telles, consiste en ce qu'elles ne sont point
» sujettes à la juridiction des gouvernances. Bail-
» lages ou prévotiez dans le district desquels elles
» se trouvent enclavées, qu'elles ne sont point
» sujettes aux impôts qui se lèvent de la part des
» États, et qu'elles ne peuvent être imposées que
» par l'Intendant » (1).

Ces territoires privilégiés étaient relativement nombreux dans la région. Dugué de Bagnols, Intendant de la Flandre Wallonne, dit, dans son mémoire daté de 1698, que « les Terres Franches du département de l'Intendance de Flandre consistent en » vingt-quatre petites villes, bourgs, villages ou » hameaux enclavés en différens endroits de la » Flandre, du Hainaut, du Tournésis et de la châtellenie de Lille » (2).

Parmi ces Franchises (3), nous pouvons citer :

» font se régir elles-mêmes sans l'autorité de l'Intendant ». (Note du Mns. de Muyssart.)

(1) Instructions que je (Le Pelletier de Souzy) dois donner à M. Breteuil en lui remettant l'Intendance de Flandre, au mois de décembre 1683. — *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*. Tome X, pages 434 et suiv.

(2) Mémoire de Dugué de Bagnols, Intendant de la Flandre Wallonne, en 1698. — *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, p. 434 et suiv. T. X.

(3) Pour éviter des répétitions désagréables, nous emploierons indifféremment les mots franchises, terres franches, terres exemptes, terres d'empire, qui, par définition, sont synonymes.

le Blaton, à Linselles (1); — Hautbourdin (2) et ses dépendances à Santes et à Fretin (3); — Emmerin avec Thumesnil, sa dépendance (4) à Fâches; — Raimbeaucourt avec sa dépendance, les Epinchelles à Phalempin; — Templemars avec ses dépendances à Wazemmes (5), Esquermes, Lambersart et Fournes;

(1) Lincelles, dans la Flandre Wallonne, diocèse de Tournay. On y compte 202 feux pour Lincelles-Châtellenie, et 350 feux pour Lincelles-Empire, peu éloignés l'un de l'autre et situés entre les villes de Warneton, Menin et Lille. (*Dictionnaire géographique, historique, etc.*, par M. l'abbé EXPLIRT, 1762.)

(2) Hautbourdin, dans la Flandre Wallonne. La terre et seigneurie de Hautbourdin et Emmerin (cette dernière est à une demi-lieue S. S. E. de Hautbourdin), a été achetée en 1603 du Roi Henri IV par Nicolas du Chastel, Seigneur de la Hovarderie... (EXPLIRT, *op. cit.*) on y compte 240 feux.

(3) Fretin, dit Terre d'Empire, dans la Flandre Wallonne, diocèse de Tournay, Parlement de Douay, Intendance, Subdélégation et recette de Lille. On y compte 28 feux. (EXPLIRT, *op. cit.*)

(4) Nous citons toujours les Franchises avec leurs dépendances parce qu'elles communiquaient leurs privilèges et exemptions à toutes les terres mouvant d'elles.

(5) Le Billau, terre franche et d'empire à Wazemmes, tenu de Vendeville et de Templemars à dix livres de relief. Le Billau était situé en partie au faubourg de la Barre, c'était le Grand Billau. L'autre partie était située au faubourg des Malades, c'était le Petit Billau. Les rentes du Grand Billau consistaient en 22 sols, deux deniers obol, une rasière de blé à la prisée de l'espierre du Roi et cinq chapons à la prisée de Templemars. Ces rentes se lèvent sur 14 parties de terre d'une contenance totale de 6 bonniers 7 cents 15 verges, par dessus un dimeron

Vendeville, mouvant de Templemars ; — Auberch (1)-Empire et Herlies-Empire ; Blandain (2)-Empire (3), et Chastel ou Bleuchastel, à Tourcoïng, aujourd'hui

de six gerbes de blé du cent qui se lèvent sur 40 cents. — Les rentes du Petit Billau consistaient en 2 rasières, trois havots de blé, quatre chapons et cinq sols, neuf deniers en argent ; rentes qui se lèvent sur 18 parties de terres qui contiennent 11 bonniers 60 verges. Il y a, de plus, trois arrière-fiefs qui contiennent 1 bonnier 10 cents qui doivent divers reliefs à la mort de l'héritier. — En 1673, à la mort d'Antoine de Thieulaine, la ville de Lille l'acheta. La ville de Lille en a payé le relief à Louis de Melun, prince d'Epinoy, marquis de Roubaix, et en 1782, à messire Gabriel Scherer de Scherbourg, seigneur de Vendeville et de Templemars. — Les Billau dépendaient, pour le spirituel, de la paroisse de Wazemmes, étaient compris dans cette paroisse pour la taille des faux-frais et les frais paroissiaux. Mais ils payaient les tailles, la capitation et toutes les autres demandes du prince à ceux de Vendeville et de Templemars. — V. Archives municipales de Lille, cartons 72 à 90.

(1) Auberch-Empire ; dans la Flandre Wallonne..... on y compte 46 feux (*EXPLIRT, op. cit.*).

(2) Blandain-Empire ; dans la Flandre Wallonne..... on y compte 73 feux (*EXPLIRT, op. cit.*).

(3) Ce terme Empire se rencontre fréquemment accolé aux noms propres des Franchises : elles étaient appelées Terres d'Empire lorsqu'elles relevaient d'une province, d'une seigneurie, d'une juridiction dépendant elle-même ou ayant dépendu autrefois de l'Empire d'Allemagne. — L'énumération qui est donnée ci-dessus a été faite des matériaux trouvés aux Archives départementales du Nord, Intendance de la Flandre Wallonne, liasse 48. « Mémoire et Dissertation sur les Franchises dont » jouissent quelques bourgs, villages et autres terrains enclavés » dans la Châtellenie de Lille, par Debaedts, contrôleur des » Régies, en 1777. »

encore communément appelé Les Francs (1); — Roncq.

Quelques-unes de ces terres, dont nous soulignons les noms, attirent plus particulièrement l'attention du chercheur, soit par leur ancienne célébrité, soit par l'importance et le classement de leurs archives ; soit encore par leur conduite dans la lutte pour la conservation de leurs privilèges locaux. Notre intention est de les prendre comme types dans cette étude générale des Franchises.

Une étude historique approfondie de ces divisions territoriales toutes particulières serait assurément très intéressantes et révélerait entre elles de profondes différences. Il y aurait là une matière abondante pour un travail de comparaison assez étendu qui, un jour peut-être, sera mis en chantier.

Pour le moment, nous ferons abstraction complète de toutes ces différences ; et, nous attachant à la définition de l'Intendant, nous en reprendrons les termes, faisant observer que les Franchises se distinguaient des autres terres de la châtellenie par trois caractères essentiels :

(1) Tourcoing possède, aujourd'hui encore, une gare de chemin de fer nommée : Tourcoing-les-Francs. Avant la Révolution, il y avait là un fief particulier du comte de Vignacourt. Après l'émigration de ce dernier, ce fief a été divisé et vendu par lots, ainsi qu'il résulte de contrats conservés aux Archives départementales du Nord, Q. 846, contrat 3.786 ; — Q. 846, contrat 3.790 ; — Q. 888, contrat 5.872 ; — Q. 860, contrat 4.467.

1° Indépendance de la Gouvernance et du Bailliage de Lille pour la juridiction ;

2° Indépendance des États de Lille pour les impositions ;

3° Indépendance des octrois de la Province pour les boissons.

Telle est la division toute naturelle de ce travail. Pour le clore, nous chercherons à découvrir l'origine de ces exceptions aux règles générales, et comparerons nos Terres Franches avec les alleux, avec les *villes franches* signalées par les historiens.

Les luttes (apanage naturel, et pour ainsi dire essentiel de tout privilège), soutenues par les habitants de nos Franchises, le soin jaloux avec lequel ils ont défendu leurs immunités jusqu'aux dernières années du dix-huitième siècle, nous occuperont aussi (1). Sans leur consacrer un chapitre spécial,

(1) C'est le privilège de toutes les exceptions d'exciter autour d'elles une grande jalousie. Les Terres franches, tout particulièrement, en ont été l'objet. Témoin cet exemple : En 1777, les Haubourdinois avaient pour seigneur Jean-Joseph-Aimé-Marie d'Houchin, marquis de Longastre. C'était un vaillant gentilhomme : il sacrifiait tout, jusqu'à son honneur, et même sa vie pour maintenir les droits et privilèges des Haubourdinois. Il eut, à cette occasion, plusieurs duels. On cite celui de 1775, où il tua l'un de ses amis habitant un château près d'Aubers, lequel s'était plaint en haut lieu des avantages et privilèges de la vicomté d'Haubourdin. Le marquis, poursuivi en justice pour raison de ce fait, s'adressa à Louis XVI, qui lui fit grâce en lui adressant l'épithète de « farceur. » Il se

nous en traiterons à propos de chacun des grands points de cette étude : administration de la justice et de la communauté; impôts.

remaria à Paris le 15 juin 1779, mais il donna, ledit jour, la seigneurie d'Haubourdin à sa fille Marie-Louise-Isabelle-Claire-Eugénie d'Houchin, laquelle épousait, à son tour, ledit jour 15 juin, le marquis de Roquelaure. (Archives d'Haubourdin; cité par Tierce, dans ses *Notes historiques sur Haubourdin et ses Seigneurs*.)

PREMIÈRE PARTIE

PREMIÈRE PARTIE

L'indépendance juridictionnelle était, pour les Franchises, la première de leurs prérogatives, parce qu'elle était la conséquence nécessaire et immédiate de leur mouvance étrangère.

Chacune d'elles avait donc sa *justice propre*, — exercée par un *personnel spécial*, — très souvent, mais non toujours, administrée suivant une *coutume particulière*. Enfin, le *droit d'asile* découlait naturellement de l'indépendance juridictionnelle.

Telle sera la division rationnelle de cette première partie.

CHAPITRE PREMIER

Indépendance de la Gouvernance et du Bailliage de Lille. — Coutumes des Franchises.

En 1304, le Comte de Flandre perdait les villes et châtellemies de Lille, Douai et Orchies (formant ensemble la Flandre Wallonne ou Gallicante) qui furent réunies à la couronne de France. Organisant la conquête, Philippe-le-Bel, en 1314, établit à Lille une cour dont le Gouverneur fut le chef, et à laquelle on donna le titre de « Gouvernance du Souverain Bailliage de Lille. » Sa juridiction s'étendait sur tous les villages de la châtellemie où le Gouverneur avait la connaissance des cas de souveraineté et des cas réservés par la coutume.

Les Franchises, situées cependant dans la châtellenie, échappaient à la compétence de ce tribunal. Tout enclavées qu'elles y fussent, elles ne dépendaient pas plus du pouvoir central pour la justice que pour l'administration.

Aussi, M. Patou, dans son *Commentaire sur les coutumes de la ville de Lille et de sa châtellenie* (1), pose-t-il ce principe général : « Les enclavements » suivent, à défaut de coutume locale, celle générale » de leur situation », auquel il apporte, bientôt après, la restriction suivante : « La Gouvernance et » le Bailliage n'ont aucune juridiction dans les terres » franchises (2) ». Celles-ci, mouvant d'une seigneurie étrangère, prétendaient échapper à la coutume aussi bien qu'à la magistrature ordinaire du pays ; et nous verrons qu'elles surent, en plus d'une occasion, revendiquer leurs droits.

Cette indépendance de la magistrature ordinaire se justifiait, d'ailleurs, par ce fait que nos terres d'empire possédaient, en général, des coutumes particulières que des juges étrangers auraient eu les plus sérieuses difficultés à appliquer, ou même seulement à connaître.

En 1528, Linselles obtint, à la requête de Martin

(1) PATOU. *Commentaires sur les coutumes de la ville de Lille et de sa châtellenie*, 3 vol. in-4^o, Lille, 1715. T. I, p. 334, n^o XXII.

(2) PATOU, *op. cit* T. III, p. 8, n^o XI.

de Hames, chevalier, son seigneur, et des mayeur et échevins dudit lieu, des « lettres en forme de chirographe des droits, prééminences et prérogatives de Lynselles » (1). Telle fut originairement, la coutume de cette localité.

Bien avant cela, le cinquième jour avant le mois d'août de l'an 1200, Baudouin, comte de Flandre, donnait des lois à tout le comté de Hainaut. Haubourdin, terre franche mouvant de ce comté, se vit appliquer ces lois (2) jusqu'à la date du 28 mai 1599, à laquelle furent proclamées les coutumes particulières de la Seigneurie d'Haubourdin et Emmerin (3).

D'anciens rapports et dénombremens, datés du quinzième et du seizième siècles, disent que Templemars et Vendeville, sa dépendance, mouvaient de la Châtellenie de Ninove au comté d'Alost. Normalement, elles en suivaient la coutume. Mais, c'était là une source très féconde de discussions ; et souvent, dans les procédures, on alléguait que cette coutume « n'était pas notoire » dans le pays, et qu'elle n'était pas suffisamment homologuée pour

(1) Archives de Linselles. AA.3.

(2) Ancienne chronique imprimée en gothique et intitulée : *La Gaule Belgique ; antiquités du pays de Hainaut*.

(3) *Coustumes de Hautbourdin et Ammerin, extraictes du registre au Conseil et Affaires de la Chastellenie de Lille, Court et Halle de Phalempin, et Seigneurie de Hautbourdin et Ammerin*.

avoir force de loi. Dans ce cas, on renonçait ordinairement à s'en prévaloir, et, pour éviter « longueur », on s'en rapportait aux prescriptions des coutumes de la Châtellenie de Lille (1).

Ainsi en était-il de nombreuses terres franches, qui, trop peu importantes ou trop éloignées de leur chef-lieu, ne possédaient pas de coutume particulière ; on leur appliquait le principe général : « les » enclavements suivent, à défaut de coutume locale, » celle générale de leur situation. » (2)

(1) Archives de Templemars, FF. 9.

(2) PATOU, — *Opus. et loc. citat.*

CHAPITRE SECOND

Juridiction des Franchises ; — Tribunal criminel et féodal ; — Tribunal civil et cottier ; — Personnel de ces Tribunaux ; — Leur compétence.

La Justice, dans l'ancien droit, suivait le sort de la terre ; aussi morcelée que celle-ci, elle se divisait en degrés différents : *haute, moyenne et basse*, qui appartenaient aux seigneurs suivant le degré et la qualité de leurs tenures.

Contrairement à ce principe général, nous croyons pouvoir affirmer que tous les seigneurs de nos terres franches, qu'ils fussent de simples chevaliers pourvus d'un fief, ou qu'ils fussent de puissants vicomtes comme à Haubourdin, ou des comtes, comme ceux

de Linselles, possédaient la justice à ses trois degrés : haute, moyenne et basse, connaissaient de tous les cas, même ordinairement réservés, et remettaient toutes les fautes, si graves qu'elles fussent.

Participant de la commune nature des terres à cette époque de l'histoire, les Franchises dépendaient toujours d'une seigneurie suzeraine(1), se trouvaient toujours liées à d'autres par les obligations de la vassalité. Leurs seigneurs étaient tenus en toutes choses des devoirs ordinaires de la féodalité, sauf, semble-t-il, en ce qui concerne la justice. Toutes les franchises que nous connaissons possédaient la justice à ses trois degrés : haute, moyenne et basse(2).

(1) Nous voyons cependant les seigneurs d'Haubourdin et Emmerin prétendre, non sans quelque orgueil, tenir uniquement « de Dieu et de l'espée ». Cette expression a pu induire certains historiens en erreur et les amener à confondre les franchises avec les alleux. Elle était employée par les châtelains de Lille, dont Haubourdin était la propriété particulière. — Le 30 octobre 1605, à Bruxelles, ces terres furent érigées en vicomté pour Nicolas de Chastel, sieur de la Hovarderie, cinquième denier à la vente, don ou transport, sans préjudice à la nature des fiefs et arrière-fiefs ni des coutumes locales desdits lieux ; ne seront sujettes à la justice du comté de Hainaut ou de la châtellenie de Lille, ne seront sujets aux logemens des gens de guerre, paieront en rédemption de ces aydes annuellement cent florins. — Archives municipales de Lille, Reg. des Chartes, coté 44, folio 218. — N° 29 de Godefroy, correspond au n° 125 de l'inv. mss de Pacile.

(2) Si certaines terres franches ne possédaient pas la haute justice, c'est qu'elles mouvaient elles-mêmes d'une autre terre

Ils jouissaient, sous ce rapport, d'une indépendance exceptionnelle que venait compléter le droit d'asile, dont nous traiterons dans un chapitre suivant.

Les preuves abondent de cette situation de faveur :

« En sa ville et seigneurie de Templemars, le seigneur avait toute justice : *haute, moyenne et basse*, bailli, lieutenant, hommes de fief, juges, sergents et messiers, par lesquels raison et justice était faite toutes les fois que le cas échéait » (1).

« Dans sa terre et seigneurie de Linselles, le seigneur avait toute justice, *haute, moyenne et basse*, pour laquelle exercer et maintenir, il avait bailli, pairs, hommes de fief et autres officiers qui avaient connaissance de toutes matières criminelles et féodales... » (2)

Dans une enquête de 1528 (3), où sont consignées les dépositions des habitants d'Haubourdin et Emmerin, nous trouvons répétée la même affirmation : « Melcyor De Le Croix, demorant en la paroisse d'Amerin, eagié de XLIII ans ou environ juré et oy sur ledit intendit, lequel affirma qu'il a

franche. C'était le cas de Vendeville : « La terre de Vendeville était tenue de la seigneurie de Templemars en justice de vicomte, à dix livres de relief, dixième denier à la vente, don ou transport, et service de cour. » (Arch. de Templemars.)

(1) Rapports de 1563 et 1626.

(2) Charte du 24 septembre 1528. — Archives de Linselles.

(3) Archives départementales du Nord. Chambre des Comptes. N. B. 1124. N° 17.560. Cahier en parchemin.

toute sa vie résidé en ladite paroisse d'Amerin, à cause de quoy il scet que à ladite dame de Vendosmois, chastellaine de Lille, luy compete et appertient les terres et seignouries de Habourdin et Amerin, *esquelles elle a toute justice, haulte, moïenne et basse* et aultres droix deuz à ung prince souverain non recognoissant supérieur pour avoir veu ladite dame accorder et octroyer lettres en forme de rémission et aultres semblables mandemens et provisions de justice dénotant se..... (1) quy se sont intérimées pardevant ses bailli et hommes de fief dudit Habourdin et ont ceulx aiant obtenu telles rémissions, pardons et grâces pour les délictz par eulx commis esdictes seignouries estez tenus paisibles et joissans desdictes grâces et ottroy le reste de leur vie.

Dist que à raison des choses..... (2) toujours oy dire et maintenir aux anchiens..... (2) scet que lesdites terres et seignouries de Habourdin et Amerin..... (2) par le..... (2) des héritiers *et les tiengt ladite dame en franchise de Dieu et de l'espée sans..... (2) périeur ne quelque refort...*»

Ainsi en est-il des autres franchises pour lesquelles nous pourrions apporter des preuves semblables, établissant que la division féodale de la justice en trois classes était pour elles lettre morte.

(1) Partie en mauvais état dans l'original.

(2) Passages en mauvais état dans l'original.

Si divers que fussent les seigneurs de nos terres franches, et si divers que fussent leurs modes d'administration, on peut les ramener à un type général et dire que la justice y était confiée à deux tribunaux : le *Tribunal criminel et féodal* et le *Tribunal civil ou cottier*. Cette dualité de juridiction se rencontrait partout.

I. — Le Tribunal *Criminel et féodal* avait une entière compétence en matière criminelle (1). Dans son domaine, se rangeaient les homicides volontaires ou accidentels, le suicide, la suppression ou le recel d'enfants, les incendies, les vols, la levée des cadavres et la constatation des causes de la mort (2). Il pouvait faire appliquer la question, infliger aux coupables la mort par la corde, la roue ou le feu, les galères, le carcan, le bannissement, l'amende honorable et l'amende pécuniaire. En un mot, cette haute justice, emportant le droit de prononcer la peine capitale, atteignait les crimes les

(1) « Lesdits pairs et hommes de fief étaient en bonne et » paisible possession de faire bouillir faux-monnayeurs pris en » icelle terre, de punir tous autres délinquants criminellement » et les condamner à être brûlés, décapités, enfouis, démem- » brés suivant leurs démérites. — Pouvaient aussi lesdits pairs » et hommes de fief bannir à tousjours ou à terme, tenir en » chartre, condamner à la prison ou à faire voyage suivant les » exigences des cas. » (Charte du 24 septembre 1528. Archives de Linselles. A A 3.)

(2) Archives de Templemars. Série F F. 1.

plus graves, et s'exerçait sur tout ce qui faisait partie du domaine public.

Comme preuve de ce que nous avançons, nous pouvons citer quelques exemples de l'exercice de la haute justice (1) par les hommes de loi des Franchises et de l'application, à la fin du XVI^e siècle et dans les deux siècles suivants, des diverses peines que comportait leur juridiction. Du grand nombre de ces dossiers, on est tenté de conclure que, nulle part, dans nos contrées, les mœurs des anciens Francs n'avaient plus persisté que dans ces petits coins de terre où la maréchaussée ne pouvait pénétrer. Rien n'y est plus fréquent que les vengeances privées, les rixes à coups de couteau (2) suivies

(1) En 1613, différend entre l'Évêque de Tournai et Madame de Vendôme, châtelaine de Lille et seigneur d'Haubourdin, touchant la connaissance des cas privilégiés de viol et d'adultère. Après une enquête assez longue, la question fut tranchée favorablement aux Haubourdinois. — Archives départementales du Nord. N. B. 1124 - N^o 17.560. Cahier en parchemin, précédemment indiqué comme datant de 1528; mais datant réellement de 1613. (Chambre des Comptes de Lille, tome I, 2^{me} partie (refontes).

(2) A Haubourdin, de pareils cas étaient prévus par la disposition suivante : « Celui qui portera un couteau à pointe, » à moins qu'il ne soit chasseur, cuisinier, boucher ou étranger » traversant le pays, devra 60 sols d'amende à celui dans la » justice de qui on le trouvera, et s'il n'est pas en état de les » payer, on lui coupera l'oreille. » (Charte pénale de 1220, donnée par le Comte Baudouin à tout le pays de Hainaut. — Voir : *Coutumes du pays et Comté de Hainaut*, par Ch. FAIDER. Bruxelles, 1^{er} volume.)

d'homicides que l'on punissait par l'épée ou par la corde quand le coupable n'obtenait pas rémission du souverain.

A Linselles, en 1590, se déroule la procédure dirigée contre un marguillier de l'église paroissiale nommé Gilles de Toulemonde, qui s'était oublié jusqu'à renier Dieu publiquement et par plusieurs fois. De l'avis de deux jurisconsultes de Lille, il y avait lieu de décréter prise corps contre ledit Gilles de Toulemonde, de l'interroger sur ses reniements, et, en cas de confession ou de preuve par procès ordinaire, « le condamner de faire un esconduit en » l'église dudit Linselles, présens la justice, le » pasteur et aultres qui seront trouvés convenir, et » dire les paroles *in forma*, et par dessus ce en » amende pécunielle à l'arbitraige du juge au » prouffict de l'église et des povres. (1) »

Un état des déboursés du bailli de Linselles fait mention du procès fait à Catherine Dauchy, suspecte du crime de sortilège, visitée par les docteurs, mise à la question et bannie de France en 1679 (2).

(1) Archives de Linselles, FF. 5.

(2) Archives de Linselles, FF. 9. — En 1601, une sentence est prononcée par le Tribunal du souverain-bailli de Flandres contre une sorcière nommée Jeannette van Hende, femme de Jean Provost, natyfve de Lynsele, chastelenie de Lille; et au jour de son emprisonnement, demeurant à Guyse en Langhemare... condamnée d'estre exécutée par le feu. (*Messager des Sciences historiques de Belgique* : année 1876, p. 303).

Telles étaient les attributions du Tribunal Criminel et Féodal des Franchises. C'était une cour ayant la compétence de nos cours d'assises actuelles ; mais, c'était elle aussi qui possédait la compétence féodale, qui était chargé de solutionner les différends qui s'élevaient entre possesseurs de fiefs.

Son personnel comprenait le *Bailli* et les *Pairs* ou *hommes de fief*.

A. — En premier lieu venait le *Bailli* ; il était le substitut du seigneur en sa cour criminelle et féodale et, au point de vue administratif, son principal agent, le représentant de sa personne et de ses droits. Ce mot bailli est un terme de vieux français qui a le sens de protection, aide et soutien (1). La mission de cet officier était en effet de protéger les habitants contre l'opposition et les vexations de leurs voisins et des étrangers, en même temps qu'il devait veiller à l'exécution et à l'administration de la justice dans la communauté.

Le bailli était nommé par le seigneur lui-même. A Linselles, il était parfois pris dans la petite noblesse ; presque toujours parmi les personnes versées dans la connaissance des lois et des usages du pays (2).

(1) Voir La Curne de Sainte-Palaye : *Dictionnaire historique du vieux langage françois*, v^o Bailli.

(2) Cependant, nous voyons l'un d'eux confier cette charge, en 1747, à son valet de chambre, personnage assez illettré. Il

a) Il arrivait assez ordinairement que le bailli ne résidait pas dans le village ; aussi, pour ne pas autoriser l'impunité des crimes, rendre illusoire l'exercice de la police et priver les habitants d'un secours sur lequel ils devaient pouvoir compter en toute occasion, il fallait au bailli un *lieutenant* qui résidât dans la localité. Cet officier tenait, lui aussi, sa commission du seigneur. Ses fonctions multiples le mettaient en mesure de rendre à ses concitoyens des services très appréciables qui auraient pu justifier l'appellation d'« homme de la Communauté. » C'était, en effet, sur lui que portait tout le fardeau des affaires. C'était à lui qu'incombait plus particulièrement, et même ordinairement, quand le bailli ne résidait pas dans le village, l'administration active de la Communauté (1). Il devait exercer une surveillance de tous les instants pour le maintien de l'ordre, le respect de la loi et des ordonnances des autorités locales et la sécurité de ses administrés (2). En rémunération

est vrai que celui-ci ne la considéra que comme une pure sinécure, l'ayant sollicitée, non pour en remplir les obligations, mais uniquement pour en percevoir les revenus. « Monseigneur avait eu la bonté de lui lessé un morseau de pain. » Archives de Linselles, BB. 3.

(1) C'est pour cette raison que nous voyons le lieutenant de Linselles cumuler les fonctions de lieutenant avec celles de mayor, charge dont il n'est plus question nominalement après le XVI^e siècle.

(2) Voir : *Histoire de Wattignies*, par l'Abbé TH. LEURIDAN, 1^{re} partie, chap. VII.

des services rendus, le lieutenant touchait une pension annuelle dont le montant différait suivant les lieux, et indépendamment de ce qu'on lui accordait pour services extraordinaires, comme députations, voyages, sollicitations et autres dépenses que pouvaient occasionner pour lui les fonctions de sa charge et le service de la cause publique (1).

b) Un troisième fonctionnaire était, en certains lieux, adjoint au précédent : c'était le *suppléant* du lieutenant, appelé, comme l'indique son titre, à en tenir la place. Plus d'un acte des archives de Linselles émane de ce lieutenant en second que nous n'avons pas retrouvé ailleurs.

B. — Les assesseurs du bailli étaient les *pairs ou hommes de fief*. Pour eux, le droit et le devoir d'aider le seigneur ou son représentant à rendre la justice découlaient naturellement de leur condition et de leur tenure. La féodalité avait conservé le principe que chacun devait être jugé par ses pairs. Ainsi, tous les hommes libres d'une seigneurie égaux de condition avaient le droit de se juger les uns les autres. Suivant ce principe, il était reconnu que le possesseur d'un fief ne pouvait être jugé que par des possesseurs de fiefs de même degré, c'est-à-dire encore par ses pairs. Ainsi, tous les vassaux

(1) Voir : Archives de Templemars : BB 2 ; CC 1 ; DD 1 ; FF 2 à 9 ; GG 75 à 77 ; 84 à 89.

d'un même seigneur, égaux entre eux, composaient sa cour, jugeaient les différends qui s'élevaient dans sa terre et accomplissaient les œuvres de loi nécessaires à la transmission de la propriété. Les hommes de fief ne pouvaient juger qu'au nombre de quatre au moins, et à la *semonce et conjure* nécessaire soit du bailli, soit de son lieutenant, dont les fonctions, pour l'un et pour l'autre consistaient uniquement à provoquer les assises et les jugements sans participer aux décisions des juges (1).

II. — Le Tribunal *civil et cottier* réunissait la compétence aujourd'hui divisée entre les tribunaux civils et correctionnels (2).

Un *mateur* jurant et semonçant les *échevins*, telle était sa composition.

A. — Le *mateur*, à qui appartenait la présidence

(1) Voir *Histoire de Linselles*, par Th. LEURIDAN, 1^{re} partie, ch. VIII.

(2) « Le seigneur avait encore, en sa terre et seigneurie de » Linselles, un *mateur* et sept *échevins*, lesquels avaient » connaissance de toutes matières civiles et personnelles, » camp, fons, roye et héritages de main-ferme... »

« Les *mateurs* et *échevins* avaient autorité de procéder par » arrest de corps et de biens pour injures, affolures et débilités, et de condamner à réparation honorable ou profitable, » voyage ou autre peine ; mais, pour action civile ou personnelle, les habitants ne pouvaient être arrêtés en leur » personne, et devaient être traités par plainte à loi. »

(Charte de 1528. Archives de Linselles. AA 3.)

de ce tribunal, était nommé par le seigneur. En certains lieux, comme à Linselles, il cumulait cette charge avec celle de lieutenant du bailli.

B. — C'était encore au seigneur qu'appartenait le choix des *échevins* ; mais il en abandonnait ordinairement l'exercice à son bailli par délégation.

Leur nombre en était variable : sept à Linselles, ils n'étaient que six à Haubourdin.

Leur renouvellement ne se faisait pas à époque fixe, et l'on n'observait à cet égard, d'autre règle que le bon plaisir du seigneur au nom duquel les échevins étaient nommés et pour autant de temps qu'il lui plaisait (1). Aussi, trouvons-nous, aux archives de Linselles, un cahier destiné à l'enregistrement des mutations de 1708 et 1725, et où se trouvent consignées des nominations faites à des intervalles de deux, six, sept et dix ans, et uniquement pour remplacer un titulaire devenu lieutenant, ou des échevins morts en exercice.

A ces officiers était imposé un serment, dont formule nous a été conservée :

« Vous jurez tous sur votre part de paradis et .

(1) « Nous, Bailli des Franchises de Blaton et Linselles,
» déclarons d'avoir, sous le bon plaisir de Son Excellence
» Monseigneur le comte de Middelbourg, seigneur dudit
» Linselles, et pour autant qu'il lui plaira, fait la dénomination
» ci-dessous. » 1723. (Arch. de Linselles, B B 5.)

damnation de votre âme que vous exercerez bien et duement les fonctions de mayeur et échevins d'Haubourdin ; ferez justice aux pauvres comme aux riches, garderez les droits, hauteurs et prééminences du seigneur de ce lieu, des femmes veuves et orphelins ; que vous abhorrerez toutes sortes d'hérésies et autres contraires à notre Mère la Sainte Église, et au surplus ferez comme bons et loyaux mayeur et échevins doivent faire et observer, et ainsi vous aident Dieu et ses saints » (1).

A Linselles, le serment était spécial aux échevins, comme l'indique la formule suivante, conservée aux archives de cette commune :

« Vous, N..., jurez, par le Dieu tout-puissant,
» sur votre part de Paradis et la damnation de vos
» âmes, d'estre échevins droituriers et léaux, main-
» tenir, garder et deffendre les droix et honneurs de
» Dieu et de notre mère la Sainte Église, les droix
» du seigneur ou dame et du village dudit Linselles,
» ensemble des orphelins et veuves, de faire bon et
» bref droit aux parties ce requérantes quand
» semoncéz serez par celui quy en aura la puis-
» sance, de porter léal témoignage partout là où
» vous serez requis et appelez comme eschevins.
» En outre, celerez et tiendrez secret le conseil de
» vous, de vos compaignons et de la court ; de venir
» en chacun jour de plaids en la place ordinaire où

(1) Archives d'Haubourdin, BB. 1.

» ils se tiennent, ne soit qu'ayez cause et excuse
» légitime, de quoy en advertirez et demanderez
» congée à Monsieur le bailli, s'il est audict village,
» et en son absence à son lieutenant. Et tout ce que
» dessus ne laisserez, pour amour, haine, perte,
» gaing, ny autre chose qui vous advienne, de le
» faire bien et léallement » (1).

Le domaine du Tribunal *Civil et Cottier* (2) des Franchises comprenait *la justice moyenne ou vicomtière*, et *la basse justice*. Ses juges connaissaient des actions réelles et possessoires, nommaient les tuteurs aux orphelins, faisaient les appositions de scellés et les inventaires, ordonnaient le mesurage et le bornage des chemins publics, inspectaient les poids et mesures, taxaient le pain et les boissons, réprimaient les contraventions rurales et de police, veillaient à l'exécution des lois sur la chasse, réglaient les plantations sur les voies vicinales, et recevaient les déshéritances et adhéritances (3).

(1) Archives de Linselles, BB. 6.

(2) Cottier : adjectif : qui concerne le Pènement en Cotterie. En ce sens : juges cottiers, pour les juges qui connoissent et décident des affaires concernant les terres ou héritages tenus en cotage ou cotterie, roture ou censive. — (*Dictionnaire de l'ancien langage françois*, par LA CUNNE DE SAINTE-PALAYE.)

(3) PATOU. — T. III, p. 8, n° XI, *op. cit.*

Archives de Templemars. Série FF *passim*. FF 1 et SS.

Archives de Linselles et Haubourdin, *passim*.

Archives de Templemars : CC 1, 2, 4, 5 ; DD 1, 2, etc.

Nos gens de loi n'étaient donc pas seulement juges ; ils formaient aussi, avec le bailli et le lieutenant, un corps municipal qui avait la gestion des biens et des revenus communaux, des impôts dont il faisait la répartition et dont il recevait les comptes, dont il nommait et révoquait les collecteurs ; des octrois dont il réglait la perception (1), des biens de l'église et des pauvres (2) ; il nommait les tuteurs et curateurs qui devaient lui présenter leurs comptes (3) ; il réprimait les contraventions. En un mot, ses attributions embrassaient tout le maniement des intérêts communaux ; ou plutôt, pour parler le langage du temps, des intérêts de la *paroisse* ; la voirie (4) et la police (5), avec le pouvoir réglementaire.

Aucun salaire fixe n'était, en général, accordé aux gens de loi des terres franches (6) ; mais ils perce-

(1) Archives de Templemars : BB 2, 3. — Arch. de Haubourdin et Linselles, *passim*.

(2) Archives de Templemars : 75, 77. — Arch. de Haubourdin et Linselles, *passim*.

(3) Archives de Templemars : FF 8. — Arch. de Haubourdin et Linselles, *passim*.

(4) Archives de Templemars : FF 2. — Arch. de Haubourdin et Linselles, *passim*.

(5) Archives de Templemars : Série FF. *passim*. — Arch. de Haubourdin et Linselles, *passim*.

(6) A Linselles, cependant, une pension de 125 livres était allouée au bailli par la paroisse. Les droits d'afforage et de

vaient certains droits à raison des œuvres de loi qu'ils accomplissaient.

tonlieu inscrits en la charte de 1528 au profit du seigneur e. dont le bailli jouissait de temps immémorial, lui rapportaient une somme de même importance. Ils consistaient en un lot de chaque tonneau de vin ou de bière que débitaient les cabaretiers des franchises, en 4 deniers de chaque vache et 2 deniers de chaque veau, porc, brebis ou agneau vendu par les habitants. Le bailli percevait aussi, sur les ventes d'héritages faites dans les franchises, les droits dits d'affranchissement à lui cédés par le seigneur et qui étaient le dixième denier des droits seigneuriaux; des droits dits de bâtonnier qui étaient le centième denier. Une double part des estrelins dus aux hommes de fief pour les œuvres de loi lui était réservée. Ces droits d'affranchissement, de bâtonnier et estrelins revenaient, en certaines années, à plus de 150 livres, de sorte que les émoluments du bailli atteignaient, bon an mal an, 400 livres de France, non compris ce qui lui était alloué pour services extraordinaires, comme députations, voyages, sollicitations, etc... (Archives de Linselles, BB. 3.)

A Haubourdin, au contraire, nous ne trouvons aucune mention d'un salaire fixe pour le bailli. Mais les mentions sont très nombreuses de salaires pour ses différentes occupations : « Aux bailli et hommes de fiefz de Habourdin et aux mayeur et eschevins pour avoir fait et publyé les bans de mars et d'aoust, du temps de ce compte LXVII sols. » Archives d'Haubourdin CC. 12, compte pour l'année 1484. — « Messieurs les gens de loy pour leurs sallaires d'avoir vacqué à l'audition du présent compte leur serat payé la somme de XXX livres. (F^o 17 verso.) Monsieur le bailly pour son droit d'audition luy serat payé 6 livres. (F^o 17 verso.) Aux sergears pour plusieurs debvoirs et vaccations par eux fait durant l'année du présent compte leurs serat payé la somme de IX livres XII sols. » F^o 18 recto. Compte pour 1683-1684, Archives communales d'Haubourdin CC. 17. Voir aussi, mêmes archives, CC. 9, CC. 13, CC. 16, CC. 18, CC. 19, CC. 20.

Le 21 juillet 1685, les hommes de loi du fief de Templemars passaient entre eux un accord (1) portant « qu'à toutes les œuvres de loi, chacun de ceux » qui serviront et seront présents seront tenus et » ont promis de répartir ce que les dits présents » recevront également entre eux aux absents. » De plus, ils présentaient chaque année un état des vacations consacrées par eux à la cause commune et des déboursés que leur charge avait pu leur occasionner. Ils percevaient aussi certains droits pour l'assiette et l'audition des comptes des impositions, des octrois, de l'église et des pauvres (2).

A tous ces magistrats, hommes de loi et officiers municipaux, se trouvait adjoint un *greffier* qui tenait, lui aussi, sa commission du seigneur. Il était chargé de la rédaction des procès-verbaux de ce corps administratif et judiciaire, qu'il assistait, d'ailleurs, dans tous ses actes. C'était aussi à lui que recouraient les marguilliers, les pauvriseurs et les comptables pour la rédaction et la formation de leurs comptes.

Enfin, le seigneur ou son délégué complétait le personnel administratif de la Terre Franche par la

(1) Archives de Templemars, CC. 1, 2, 4, 5; GG. 75, 77, 84 à 90.

(2) Archives de Templemars. CC. 4; GG. 84 à 89.

A Linselles, les fonctions de greffier étaient assez souvent remplies par un notaire du lieu. Mais, comme les franchises

nomination d'un ou plusieurs *sergents* (1). Ils avaient mission d'exécuter, même par contrainte et par la force, les ordonnances du pouvoir souverain, du pouvoir provincial ou de l'autorité communale ; de faire les exploits sur le territoire de la paroisse. En un mot, il exerçait tous les actes de la police municipale et rurale.

n'admettaient pas de notaires, et en avaient dévolu les fonctions à leurs échevins, on donnait cette charge à un notaire de Linselles-châtellenie de Lille. Par un édit bursal du mois de décembre 1696, le Roi créa en titres d'offices des greffiers-syndics dans toutes les villes, bourgs et paroisses pour former le rôle des impositions ordinaires et extraordinaires et vaquer à toutes les autres affaires de la communauté. Mais les geus de loi de Linselles, aidés par la comtesse d'Isenghien, rachetèrent cet office qui se trouva ainsi réuni à leur corps municipal. (Archives de Linselles, BB. 8.)

Les notaires n'existaient pas dans nos Franchises. Comme preuve, nous donnons la formule suivante, souvent rencontrée : « A tous ceux que ces présentes verront, échevins des franchises de Blaton et Linselles près de Lille en Flandre, où le scel, petit scel et papier timbré ne sont point en usage, salut. » Archives départementales du Nord. Intendance de la Flandre wallonne, liasse 48, p. 35.

Archives communales d'Haubourdin, CC. 17, etc...

(1) Nous employons à dessein cette formule imprécise, le nombre de ces auxiliaires de justice étant très variable d'une terre à l'autre : à Templemars, il n'est jamais question que d'un seul sergent ; à Linselles, au contraire, ils étaient toujours deux. A Haubourdin, leur nombre a varié suivant les époques. Les comptes de la commune indiquent d'abord un seul sergent, puis deux et enfin trois : Archives communales d'Haubourdin : CC. 14, CC. 16, CC. 17, CC. 18, CC. 19, CC. 20.

Les Archives de Linselles renferment une lettre de Marguerite d'Oignies, datée de 1593, et qui recommande au bailli de faire livrer à ses sergents de Linselles « des casaques d'un brun vert que l'on dit » couleur de mer avec manchons d'estamette » blanche et incarnate » (1). Chaque année, conformément aux arrêts, du Conseil supérieur de Tournai du 22 juin 1694, et du Parlement de Douay du 30 juin 1774, les gens de loi donnaient aux sergents commission de messiers pour veiller à la conservation des grains et autres fruits jusqu'à ce que la récolte en fût faite (2).

Quant aux assemblées ou *plaid*s de ces tribunaux, elles se tenaient en la *halle* ou *salle* de la loi généralement établie en un cabaret de la localité. Pour Templemars, un acte de 1766 désigne comme « lieu ordinaire de l'assemblée de la Loi », la maison de Joseph-Marie Goube, cabaretier à Templemars (3).

Les gens de loi des Franchises de Linselles, qui formaient une paroisse plus importante, font construire, en 1759, un hôtel de ville à front de la place Seigneuriale, pour le prix de 13.810 livres, 13 sous, 1 denier, y compris l'ameublement. On prit soin d'y

(1) Archives de Linselles, BB. 2.

(2) Archives de Linselles, CC. 149.

Archives de Templemars, *passim*.

Archives d'Haubourdin, *passim*.

(3) Archives de Templemars, BB. 5.

ménager un greffe voûté où, en 1765, le greffier transporta les titres et papiers de la paroisse (1). En même temps, l'on faisait édifier des hangars où l'on remisa le matériel de secours contre l'incendie (2).

Nos Franchises conservèrent ces officiers et leur mode d'administration communale jusqu'à la Révolution française (3). Cette grande réformatrice ne pouvait laisser subsister avec toute leur indépendance antérieure ces petits groupes qui formaient dans la province autant de petits États différents entre eux et non assujettis à l'administration centrale. Un décret du 14 décembre 1789 supprima les collèges communaux de tous les bourgs, paroisses ou villes pour les remplacer, dans tout le royaume, par des municipalités constituées d'après un type uniforme, et en tout soumises aux mêmes règles.

(1) Archives de Linselles, DD. 8 ; CC. 115.

(2) Archives de Linselles, CC. 149.

(3) Il en est cependant quelques-unes, moins importantes, qui ne purent résister aussi longtemps et disparurent au XVII^e et au XVIII^e siècles : comme Le Billau, à Wazemmes, et Waziers ; Bruille, Lallaing, Pecquencourt, dans la châtellenie de Douai.

CHAPITRE TROISIÈME

Juridiction supérieure des Franchises. — Etablissement du Parlement de Flandres, Juge supérieur des Franchises au civil et au criminel.

Avant la Révolution Française, quelques terres franches se refusaient à reconnaître aucune juridiction supérieure. Mais, plus généralement, elles déclaraient ressortir à une cour étrangère ; et cela était conforme à leur condition de terres vassales.

La terre de Templemars, qu'un manuscrit de la bibliothèque de Roubaix (1) nous indique comme « ayant autrefois dépendu de la chambre impériale

(1) JACQUES LE GROUX. *La Flandre Gallicane*. — Mns. Bibliothèque de Roubaix.

» de Spire, sur le Rhin », ressortissait, pour l'appel, à la cour de Ninove, dont elle était vassale (1).

A Linselles, les justiciables mécontents d'une sentence rendue en premier ressort, la portaient devant l'une ou l'autre des deux cours supérieures de Mons ou de Valenciennes :

1° Les pairs et hommes de fief formaient le tribunal criminel et féodal du seigneur sous le ressort de la haute cour de Mons (2) ;

2° Le tribunal civil et cottier exerçait ses fonctions sous le chef-lieu et ressort des prévôt, jurés et échevins de la ville de Valenciennes (3).

(1) Voir : Pièces justificatives, nos 13 et 14.

(2) Voir TH. LEURIDAN. *Histoire de Linselles* ; — et : « Dans » sa terre et seigneurie de Linselles, le seigneur avait. » bailli, pairs et hommes de fief et autres officiers, qui avaient » connaissance de toutes matières criminelles et féodales *sous* » le ressort de la haute cour de Mons, où ils devaient aller » prendre conseil et avis lorsqu'ils n'étaient pas suffisamment » éclairés sur les peines à prononcer... » Charte de 1528. Archives de Linselles, AA. 3.

(3) « Le seigneur avait encore, en sa terre et seigneurie de » Linselles, un mayeur et sept échevins, lesquels avaient con- » naissance de., sous le chef-lieu et ressort des prévôt, » jurés et échevins de Valenciennes, près desquels ils devaient » aller en conseil et avis quand ils n'étaient pas d'accord sur » les différends à eux soumis, leur portant tous écrits, papiers » et enseignements servis par les partis, pour sur le tout avoir » ordonnance et charge, soit interlocutoire, soit définitive, et » selon ladite charge, se régler et conduire. » Archives de Linselles, AA. 3.

Mais il existait une cour suprême, instituée par Philippe-le-Bon sous le nom de Grand Conseil (1) et qui avait, dans les possessions du duc de Bourgogne, la compétence judiciaire et la surveillance des finances. Cette cour, qui siégeait à Malines, n'avait, normalement, aucune juridiction sur les trois châtellenies de Lille, Douai et Orchies, qui formaient ce que l'on nommait la *Flandre Gallicante*, par opposition aux Flandres Impériale, Propriétaire et Maritime. Lorsqu'une sentence prononcée par un baillage ou un échevinage de l'une de ces châtellenies était frappée d'appel, c'était devant le Parlement de Paris qu'elle devait être portée ; car celui-ci, malgré les efforts de Philippe-le-Bon, s'est toujours considéré comme le tribunal suprême des possessions françaises dans les Pays-Bas.

Les Franchises de la Flandre Gallicante, par exception à cette règle générale, ressortissaient au Grand Conseil de Malines : elles devaient suivre le sort de leur suzerain sans que leur situation pût rien changer, à leur égard, de la compétence régulière.

L'agrandissement du royaume de France sur les frontières du Nord, eut pour résultat forcé l'établis-

(1) Voir la remarquable étude intitulée : *Le Grand Conseil des Ducs de Bourgogne de la maison de Valois*, par Eug. LAMERE, docteur en philosophie et lettres. Bruxelles, 1900.

sement d'un tribunal suprême chargé de rendre la justice dans l'étendue du Hainaut, du Cambrésis et d'une partie des Flandres. Institué au mois d'avril 1668 sous le nom de « Conseil Souverain », qu'il échangea plus tard pour celui de « Conseil Supérieur », ce tribunal obtint en 1686, le nom et les privilèges parlementaires.

Du reste, « le Parlement, dit M. Pillot (1), n'était » qu'un démembrement et en quelque sorte la » continuation sous un autre maître, de la juridic- » tion qui avait été séparée des Pays-Bas avec une » partie de leur territoire. Fidèle aux traditions » et aux maximes politiques des conquérants, » Louis XIV avait conservé à ses nouvelles posses- » sions leurs lois, leurs coutumes, leurs usages et » leurs privilèges, en plaçant leur maintien sous la » sauvegarde des nouveaux juges flamands qu'il » avait substitués à ceux du grand conseil resté à » Malines. Ce principe, nettement formulé dans les » capitulations, avait servi de base au premier » établissement du régime judiciaire. Les fran- » chises locales, objet constant de l'amour ardent » des magistrats et des justiciables, avaient donc » pour elles la puissance du droit et celle du fait. »

Les terres franches de notre pays, acquises à Louis XIV par les traités de Nimègue et d'Utrecht,

(1) *Histoire du Parlement de Flandres*, par M. G. M. L. PILLOT. Tome I, p. 2 et 3.

furent maintenues en leur état par les intendants (1), et ressortirent directement au Parlement de Flandres, pour le civil comme pour le criminel (2), tout en conservant leurs coutumes locales (3).

(1) « Il y a aussi des terres franches répandues presque » par tout le pays, ce n'est pas icy le lieu d'examiner la nature » de ces terres et l'origine de leur franchise dont j'ay entretenu » mon successeur ; il suffit de dire que, comme la franchise » de ces terres est le titre en vertu duquel le Roy en jouit, je » crois qu'il est à propos de la maintenir. » Instructions de Le Pelletier de Souzy, intendant de Flandre, à son successeur. *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*. T. X. p. 434.

(2) « La Gouvernance et le Bailliage, n'ont aucune juridiction » ni au civil, ni au criminel, dans les terres franches et » d'Empire enclavées dans la châtellenie de Lille, comme Hau- » bourdin, Emmerin, Templemars, le Blaton à Linselles, et » autres, *qui ressortissent nuement* au Parlement de Flandre ». PATOU. T. III, p. 8, n° XI.

(3) Quelles étaient les causes de cet attachement si profond qu'éprouvaient si promptement pour la France des populations de caractères différents qui, pendant de longs siècles, avaient vécu sous des lois étrangères? La principale est assurément le respect de la royauté française pour les mœurs, les usages et les institutions de ses nouveaux sujets, et les ménagements infinis qu'elle employait pour faire les changements qui lui paraissaient absolument nécessaires. C'est ainsi qu'elle laisse à la Flandre Wallonne et aux autres parties des Pays-Bas conquises par Louis XIV leurs états provinciaux, leur constitution parfois si bizarre, leur autonomie administrative et financière... (M. FLAMMERMONT, professeur à la Faculté des Lettres de Lille.)

CHAPITRE QUATRIÈME

Le Droit d'Asile dans les Franchises. — Luites soutenues pour la conservation de cette immunité.

De l'indépendance absolue de nos Terres franches quant à la justice, découlait naturellement l'immunité locale, c'est-à-dire le *droit d'asile*, dont l'exercice a laissé des traces historiques dans plusieurs d'entre elles.

Ceux qui, poursuivis par la justice ou la vengeance privée, requéraient l'immunité du lieu, se la voyaient généralement accordée et ne la conservaient qu'à condition de s'y tenir en paix. Un accusé, dès qu'il avait mis le pied sur le territoire des franchises, était, par cela même, à l'abri de toutes poursuites ;

mais, en lui donnant provisoirement asile, le bailli ou son lieutenant se réservait, au nom du seigneur de la terre, le droit de procéder à une enquête sur la gravité des faits. La procédure était transmise à deux jurisconsultes, et, suivant leur avis, le séjour des Franchises, ou bien était refusé au criminel qui avait à se réfugier ailleurs ; ou bien, lui était définitivement accordé (1). Il pouvait, dans ce cas, fixer sa demeure dans le lieu privilégié, ce qui lui donnait le temps, soit de préparer sa défense en évitant la prison préventive, soit, après satisfaction accordée à la partie offensée, d'implorer la grâce du souverain (2).

Le 17 décembre 1575, une information est poursuivie à Linselles au sujet de l'homicide commis à Bas-Warneton, sur la personne d'un hôte de ce village, par Adrien Lefebvre, du même lieu, défendant son

(1) Voir aux pièces justificatives, nos 15, 16 et 17, quelques extraits que nous donnons d'un registre conservé aux archives d'Haubourdin, et où se trouvaient consignés les noms des individus à qui était concédé le droit d'asile, le crime pour lequel ils étaient poursuivis, et la signature des personnages qui leur accordaient cette immunité.

(2) Cette grâce ou rémission s'accordait assez facilement lorsque le crime ne dénotait pas, chez son auteur, une trop grande perversité. — Voir aux pièces justificatives, n° 50, différents types de ces lettres de rémission accordées à des coupables réfugiés en terres franches. — Voir aussi, pour Templemars et Vendeville, Registre des Chartes de l'Audience, dans l'*Inventaire sommaire des Archives du Nord*, Tome III, p. 1 à 362. — B. 1681 à 1824.

beau-père. Les jurisconsultes estimèrent que le cas était susceptible de rémission, et sur cet avis, le bailli Pierre Du Forest déclare « avoir donné congé » et grâce audit Adrien Lefebvre de pooir estre et » demourer sur les Franchises de Blaton et Linselles » et ce tant qu'il plaira à Monseigneur Doughties, et » à Madame, sa femme, leur bailly et lieutenant des » dites Franchises, et non plus, et ce, aux charges et » conditions d'y estre paisible, vivre catholicquement » comme homme de bien doit et est tenu de faire, de » ne point soy transporter jus des dites Franchises au » péril de perdre les fruict et effect de ceste grâce ; » aussy de faire serment de aider et assister justice » toutes fois que sur ce requis en sera, et de bailler » caution pour une amende qu'il a fourfaicte. » Lequel serment il a, suivant ce, fait et aussy » baillé caution » (1).

En 1632, les avocats, consultés au sujet d'un meurtre commis à Prêmesques et dont on accusait Adrien Cuignet, déclaraient que dans l'information tenue par le bailli de la Seigneurie de Bourgogne audit Prêmesque, ne se trouvait rien qui pût empêcher d'accorder « le bénéfice d'asyle et franchise audit Adrien Cuignet » (2).

Les criminels même originaires de la localité, pouvaient aussi prétendre au droit d'asile. Détenus

(1) Archives de Linselles, FF. 3.

(2) Archives de Linselles, FF. 9.

et se trouvant sous la main de la justice qui instruisait leur procès, ou même avait prononcé leur sentence, ils obtenaient l'immunité qui leur permit d'implorer la miséricorde des parents de la victime pour recourir ensuite à la clémence souveraine. C'était encore sur l'avis de deux jurisconsultes qu'on leur accordait cette faveur.

Celle-ci, d'ailleurs, si facile qu'il fût de l'obtenir, n'était pas aveuglément concédée, et les archives des Terres Franches nous montrent bien des exemples d'asile refusé.

Toujours à Linselles, en 1584, un meurtre est commis sur la personne de Guillebert Thévelin, tué d'un coup de couteau par un nommé Jacques Thérin. Le curé du lieu, Sire Antoine Hérembault, intercède en faveur du coupable auprès de son ami le bailli, le requérant de donner franchise à Thérin pour qu'il ait le temps d'obtenir des parents du défunt pardon et miséricorde ; mais les jurisconsultes décidèrent que la gravité du cas ne disposait point à accorder les franchises (1).

L'histoire atteste que l'immunité locale ne fut pas toujours respectée. Soucieux de ne laisser entamer en rien leur indépendance, les seigneurs des Franchises ont toujours eu à cœur de maintenir envers et contre tous cette prérogative. Maintes fois, ils

(1) Archives de Linselles, FF. 4.

exigèrent d'officiers de justice voisins la réparation des violations du droit d'asile que l'autorité souveraine leur reconnaissait, ainsi qu'on peut le voir en de nombreux dossiers d'archives communales.

Vers la fin de 1535, la Gouvernance de Lille avait condamné, par contumace, au bannissement hors du pays de Flandre, à tous jours et à toutes nuits, un nommé Colin Visart, « pour certain délict et cas » privilégié. » Deux sergents de ladite Gouvernance, « avertiz que iceluy Colin estoit couvrant d'estrain » sur une maison située ès paroisse de Toufflers », se rendirent sur les lieux pour saisir et appréhender au corps le contumax qui, en les apercevant, prit la fuite. Mais ils l'atteignirent en un champ situé dans les limites de la Seigneurie de Lobel à Néchin, le saisirent et le menèrent dans les prisons de la Gouvernance, usurpant ainsi sur les droits et juridiction de ladite Seigneurie de Lobel, « laquelle estoit » exempte de la Chastellenie de Lille. »

Pierre, Baron de Werchin et de Cysoing, Sénéchal de Hainaut, Seigneur de Roubaix et de Lobel, chambellan et conseiller, porta plainte au Conseil de Flandre où le lieutenant et les deux sergents de la Gouvernance furent condamnés, par sentence du 6 septembre 1538, à rétablir sans délai et à leurs frais ledit Colin Visart sur la terre et Seigneurie de Lobel, au lieu où ils l'avaient appréhendé, avec défense de faire semblables prises ou autres actes et

exploits sur cette seigneurie exempte et avec dépens.

Les lieutenant et sergents de la Gouvernance, mécontents de la solution donnée au litige, appelèrent de cette sentence devant le Grand Conseil de Malines. Mais cette cour, par jugement du sixième jour de septembre 1539, déclara que la sentence dont il était appelé sortirait son plein et entier effet, et condamna les appelants à l'amende et aux dépens du procès d'appel (1).

Dans le dossier d'un autre procès de même nature (2) que dame Yolente de Werchin, fille de Pierre, princesse douairière d'Epinoy, eut à soutenir en 1575, pour la défense de ses droits de juridiction sur ladite terre et seigneurie de Lobel, est relaté l'acte de rétablissement de Colin Visart, le pénultième d'octobre 1539, par les deux sergents de la Gouvernance, sur la pièce de terre où il avait été pris (3).

Les exemples de ce genre sont nombreux, tant à cause de la ténacité des voisins qui cherchaient à empiéter sur les franchises, qu'à cause de l'achar-

(1) Archives de Roubaix. FF 6. N° 2.

(2) Archives de Roubaix. FF 6. N° 8.

(3) Une note de Godefroy, aux Archives municipales de la ville de Lille, nous donne un exemple de violation du droit d'asile sur le Billau, terre franche enclavée dans le territoire d'Esquermes, aux portes de Lille, et dépendant de Templemars : un sieur Guillemot Gouthier y avait été pris au corps par les officiers de la Gouvernance, qui furent contraints de le restituer (Archives municipales de Lille, N° 126 de l'inventaire manuscrit de Pacile. T.).

nement de celles-ci à défendre leurs immunités (1).

Les officiers de la Gouvernance de Lille, juridic-

(1) Un exemple assez topique est signalé par M. Th. Leuridan, dans son *Histoire de Linselles*, p. 71 et ss. En 1650, la comtesse d'Isenghien et de Middelbourg, dame des Franchises de Blaton et Linselles, exposait au conseil privé qu'au mépris manifeste de ses droits, les gens de la Gouvernance de Lille avaient, sans l'assentiment de ses officiers, appréhendé sur lesdites franchises, le nommé Sébastien de Carnin qui, poursuivi pour meurtre de Pierre Desperchin, notaire et clerc paroissial de Phalempin, s'y était réfugié; elle demandait que, pour réparation de sa justice, le prisonnier fut solennellement réintégré au lieu où il avait été pris, qui était un lieu franc et d'immunité, exempt de la juridiction de la Gouvernance. L'arrêt du Conseil Privé, du 17 mai 1657, ordonne que le prisonnier sera remis *pède ligato* en mains des officiers de justice de la dite dame, lesquels lui feront promptement son procès, de telle sorte que le crime soit dûement puni, ce dont ils justifieront en dedans trois mois.

Nos officiers de justice n'accueillirent pas cette solution comme une satisfaction complète : ils se soumièrent cependant provisoirement aux conditions de l'arrêt et l'instruction fut faite à Lille, en suite d'accord non préjudiciel et en raison de ce qu'en ces temps de guerre les routes n'étaient pas sûres; mais, dans l'intervalle, ils représentèrent au Conseil privé que c'était avec leur assentiment que l'accusé s'était d'abord retiré sur les Franchises de Blaton et Linselles comme en lieu privilégié servant d'asile à ceux qui requéraient franchises, pour, durant ce temps, se justifier ou obtenir grâce de Sa Majesté; qu'il y exerçait paisiblement son métier de tonnelier, et qu'il réclamait maintenant le rétablissement de sa personne au lieu où il avait été induement pris. Nouvel arrêt du conseil déclarant que, par l'arrêt du 17 mai 1657, *Sa Majesté n'avait pas entendu préjudicier aux exceptions invoquées par le prisonnier* pour être réintégré en lieu de franchise par lui réclamée, si selon

tion supérieure, avaient d'ailleurs comme rivaux, dans ces empiètements, les officiers du Bailliage, qui se montraient au moins aussi jaloux que les premiers des immunités dont jouissaient leurs voisins. Sous prétexte d'une juridiction à eux attribuée par les placards des empereurs Maximilien et Charles-Quint, ils s'étaient arrogé, le 28 juillet 1718, le droit de faire la visite de certain chemin des Franchises de Linselles, et de condamner à l'amende et exécuter dans ses meubles un habitant desdites Franchises. Nos gens de loi s'en plaignirent au Parlement de Flandre qui, par son arrêt du 4 juillet 1720, déclara les visite, condamnation, sommation et exécution nulles et de nulle valeur, condamnant les officiers du Baillage aux dommages et intérêts ainsi qu'aux dépens (1).

droit et justice il était ainsi trouvé convenir. C'était ce que demandaient les hommes de fief des Franchises qui, par leur sentence, accordèrent à l'accusé congé de cour avec temps suffisant pour se remettre au lieu où il avait été pris. Il est bon de dire qu'ils n'avaient pu convaincre suffisamment l'accusé qui, au moment du crime, commis la nuit, n'était pas seul; son complice, arrêté comme lui, s'était évadé de prison pendant l'instruction du procès, et deux témoins déposaient que le fugitif s'était, lui-même, en leur présence, déclaré l'auteur du coup mortel porté au malheureux notaire. — Archives de Linselles, AA. 23.

(1) Archives de Linselles, AA. 24. — Pour Haubourdin, les exemples de violation du droit d'asile sont loin de faire défaut : ne pouvant les citer ici, nous renvoyons à l'ouvrage de M. Th. Leuridan, intitulé *Les Châtelains de Lille*, où sont cités

Ils revinrent à la charge en 1756 en faisant la visite de chemins compris dans l'étendue des mêmes Franchises, et en faisant sommation à deux veuves pour avoir paiement des amendes qu'ils avaient infligées. Le Parlement jugea « ladite sommation injurieuse, tortionnaire et nulle », et leur fit défense de faire à l'avenir de semblables visites, les condamnant aux dépens (1).

En 1776, les officiers du Bailliage combinaient leur attaque avec celle des États de Lille : tandis que l'inspecteur préposé par ceux-ci à la conservation de la chaussée de Lille à Menin, exigeait l'ouverture de la barrière posée sur le chemin de Linselles à ladite chaussée, ceux-là condamnaient à l'amende une habitante des Franchises pour avoir, sans leur autorisation, construit une maison sur le même

des faits remontant à 1325 et 1381; et pour Lezennes, à l'*Histoire de Tournai*, par Hoverlant, t. 64, p. 49 et 50, il s'y trouve un exemple de ce genre remontant à 1358. — Nous trouvons aux Archives du Nord, 3^e registre aux placards, f^o 148, verso, une mention d'un procès dont la solution n'est pas favorable au droit d'asile des Franchises. — En 1605, Jean Lalœ et ses deux fils, meurtriers de Michel de le Court, s'étaient réfugiés à Raimbaucourt comme en un lieu de franchise où le prévôt des maréchaux de la Châtellenie de Lille ne pouvait les atteindre; mais, à la requête du sieur de Billy, Gouverneur de Lille, le Conseil privé des archiducs Albert et Isabelle autorisa le Gouverneur à les appréhender « pour en faire chastoy exemplaire qu'en raison et justice trouvera convenir ».

(1) Archives de Linselles, AA. 25.

pavé. « *Ils n'ignoraient pourtant pas, dit la défense*
» *en appel, qu'autant de fois leurs prédécesseurs*
» *avaient tenté de faire des entreprises sur les pri-*
» *vilèges des Franchises, autant de fois ils avaient*
» *succombé.* » Il en fut de même cette fois. Le Parlement de Flandre débouta l'inspecteur des États en le condamnant aux dépens, tant de la cause principale que de la cause d'appel, et déclara les poursuites dirigées par les officiers du Bailliage nulles et incompétemment faites, faisant de nouveau défense auxdits officiers de faire à l'avenir aucune entreprise sur les droits, justices et privilèges des Franchises de Blaton et Linselles (1).

Cependant, quelque ardeur, quelque entêtement qu'aient apportés les gens de loi de nos Franchises à sauvegarder leur droit d'asile, celui-ci disparut relativement tôt, tombé en désuétude plutôt qu'expressément aboli. On n'en rencontre plus guère d'exemple pratique après la domination espagnole.

Journellement en lutte avec la puissance souveraine dont il entravait le plein exercice, ce privilège ne pouvait se maintenir que péniblement. Le plus souvent, d'ailleurs, il ne rapportait aux Terres Franches que désordres et inquiétudes, et elles ne le défendirent aussi longtemps que parce qu'il y avait danger, pour leur juridiction, à laisser la Gouver-

(1) Archives de Linselles, AA. 21 et 26.

nance prendre un pied chez elles. Au dire de Jacques Le Groux, curé de Marcq-en-Barœul, « la franchise » qui étoit à Templemars et ailleurs occasionnoit » beaucoup de désordres. Lorsqu'on avoit commis » quelque homicide, on pouvoit y rester en sureté ; » les gens déréglés s'y rendoient pour se battre. » Pour y remédier, Louis XIV, ayant conquis » Lille et ses dépendances, ota les franchises et » punit sévèrement les défaillans, après cela, » chacun resta en repos » (1).

Ainsi, Le Groux attribue à Louis XIV la suppression pure et simple de nos Franchises. Nous voyons cependant, et avons cité en des notes précédentes, maints arrêts du Parlement de Flandre, consacrant les privilèges de nos Terres Franches et contraignant Messieurs les officiers de la Gouvernance et du Bailliage au respect de leur droit d'asile. Il se peut bien que des abus aient été réprimés à Templemars et ailleurs ; mais les terres franches, acquises à Louis XIV, demeurèrent en leur état. Longtemps après la conquête, l'Intendant Le Pelletier de Souzy estimait que la « franchise de ces terres étant le titre » en vertu duquel le Roi en jouissait, il était à » propos de la maintenir » (2). Nous croyons plutôt

(1) *La Flandre Gallicane*, manuscrit numéro 27 des Archives de Roubaix ; Quartier de Mélantois, article Templemars.

(2) « Mémoires des Intendants de la Flandre Wallonne », publiés par A. DESPLANQUE dans le *Bulletin de la Commission Historique du Département du Nord*. T. X, p. 434.

qu'elles finirent d'elles-mêmes par ne plus se préoccuper du sort de vulgaires malfaiteurs qui troublaient leur repos, et qu'elles « laissèrent passer la » justice du roi », réservant toute leur vigilance pour sauvegarder des immunités plus profitables.

SECONDE PARTIE

SECONDE PARTIE

Avant le seizième siècle, soit qu'elles tirassent parti de l'éloignement de leur chef-lieu, soit qu'elles prétendissent « avoir été de tous temps franchises et » libres et ne devoir aucune taille à Sa Majesté, ne » relevant d'icelle ni d'aucun de ses vassaux », les Franchises ne payaient d'impôts ni dans la province dont elles dépendaient, ni dans celle où elles étaient situées. Toutefois, elles ne purent se maintenir longtemps dans leur immunité : toutes durent finalement contribuer aux charges de l'État, les unes, sous forme de dons volontaires, les autres, sous forme de rachat (1).

Mais si, aux mains de seigneurs moins puissants ou plus éloignés peut-être, la plupart des Franchises n'avaient pu conserver dans son intégrité leur indé-

(1) *Bulletin de la Commission historique du Département du Nord*. T. XXI, p. 145.

pendance première ; si le temps ou la lassitude, si l'insuccès des luttes qui s'imposent à tout privilège, avaient amoindri sur beaucoup de points leurs immunités et leurs prérogatives, il en est qui ne renoncèrent jamais à leur prétention de n'être point sujettes aux octrois de la province sur le vin, la bière, et surtout l'eau-de-vie, lorsque celle-ci fut entrée dans la consommation générale.

Ces Franchises se maintinrent jusqu'à la fin du dix-huitième siècle dans une exemption qui a soulevé bien des clameurs.

Ainsi se trouve naturellement amenée la grande division de cette seconde partie : *Impôts Directs* et *Impôts Indirects*, ceux-ci devant retenir notre attention plus longtemps que ceux-là, tant à cause de leur importance que pour la résistance efficace opposée par nos Franchises à leur perception.

CHAPITRE PREMIER

Indépendance des Etats de la Province pour les impositions.

Il n'existait pas, anciennement, d'impôt général et régulier. Ce n'était qu'accidentellement et en cas de guerre que le Souverain demandait des subsides dont les Etats-Généraux fixaient la somme, laissant aux assemblées des provinces toute latitude pour la répartir. et la percevoir à leur convenance. L'aide incombant à notre province une fois consentie par les Etats de Lille, Douai et Orchies, et la part de ces trois villes faite, les baillis des Hauts-Justiciers représentant le Plat-Pays avisaient au moyen d'acquitter la somme qui leur était attribuée (1). Ils

(1) Ce mode de répartition et de perception de l'impôt direct était pratiqué dans quelques provinces seulement : l'Artois, la

en répartissaient une forte partie entre les paroisses sous forme de tailles, et, pour le reste, se faisaient autoriser à lever un impôt sur le vin et la bière, impôt indirect qui leur permettait d'ailleurs de se créer des ressources particulières.

Nos Franchises, en vertu de leurs immunités et exemptions, refusaient de payer aux Etats et la taille et l'impôt indirect ; et si elles ne parvenaient pas toujours à éviter de fournir leur part dans l'aide accordée au Souverain, elles voulaient du moins que le pouvoir central la leur demandât directement, sans les assimiler ni les joindre aux autres localités de la Châtellenie (1), en leur laissant le soin d'en fixer elles-mêmes l'assiette et d'en opérer la rentrée sans intervention étrangère.

C'est ainsi qu'en 1449, dans une enquête faite pour l'assiette et le recouvrement des aides dues à Sa Majesté, enquête où les gens des Franchises

Bourgogne, le Béarn, la Bretagne, la *Flandre Wallonne*, le Languedoc et la Provence, appelés pour cette raison *Pays d'Etats*, par opposition aux *Pays d'Election*.

(1) « ... La franchise de ces terres franches, ou prétendues » telles, consiste en ce qu'elles ne sont point sujettes à la » juridiction des gouvernances, baillages ou prévotés dans le » district desquelles elles se trouvent enclavées, *qu'elles ne » sont point sujettes aux impôts qui se lèvent de la part des » Etats, et qu'elles ne peuvent être imposées que par l'Inten- » dant.* » Mémoire de Le Pelletier de Souzy, Intendant de la Flandre Wallonne.

n'avaient pas à comparaître, les gens de Linselles-Châtellenie déclarent que dans leur lieu est une terre d'Empire tenue de Monseigneur de Cavrines, où il y a 63 ménages qui sont grandement les plus riches de la paroisse et ne paient taille nulle part (1). En 1497, ils affirment qu'ils sont « fort intéressés en tant que » journallement ceux de ladite Chastellenie se » portent et vont résider sur l'Empire et autres terres » exemptes d'icelle Chastellenie contigu audit lieu » de Linselles, qui se dient frans de toutes aides » (2).

En la même enquête de 1449, les notables de Willem-Châtellenie déclaraient que dans leur paroisse « il y avait un enclavement tenu de » Nêchin (3), descendant de Courtray, où étaient » cinquante-six ménages bien aisés, lesquels ne » payaient point de taille. »

De leur côté, les manants de Templemars déclaraient n'être que quatre à payer la taille, qu'ils trouvaient d'ailleurs excessive, eu égard surtout « aux » villes voisines et à ceux de Faches qui ont bon » marché » (4). Les quatre contribuables dont il est

(1) Archives départementales du Nord : Recollement de l'aide des châtellenies de Lille, Douai et Orchies, et enquête sur les plaintes des habitants. (Ancien L., 285.)

(2) Archives départementales du Nord : Information sur l'état des habitants des villes et châtellenies de Lille, Douai et Orchies. (Ancien D., 293, f^o xxii v^o.)

(3) C'était Willem-Empire.

(4) Voir pièces justificatives, nos 20, 21, 22.

ici question étaient ceux de Templemars-Châtellenie, c'est-à-dire de la portion du territoire du village non comprise dans les Franchises, et qu'on désignait ainsi pour les distinguer de ces dernières, appelées couramment Templemars-Empire.

Il en est de même dans les enquêtes suivantes : En 1497, Gilles du Bos, de Templemars-Châtellenie, déclare qu'il est seul « païant aide avec ceux de la Châtellenie » (1). En 1505, une déposition du même Gilles du Bos nous apprend qu'il y avait, à Templemars-Châtellenie, trois feux et la maison du presbytère, « et de ces trois feux, deux prenaient » les biens de la charité des povres » (2).

Cependant, les Franchises ne purent guère se maintenir plus longtemps dans une immunité complète. Toutes, ou presque toutes, sous une forme ou une autre, durent enfin contribuer aux charges de l'État, ainsi que nous le verrons aux chapitres suivants.

(1) Voir Pièces justificatives, n° 21.

(2) Voir Pièces justificatives, n° 22.

CHAPITRE SECOND

Impositions directes perçues dans les Franchises.

— **Luttes avec les États. — Concessions. —**

Les Aides et les Tailles.

Nous avons vu précédemment que les aides, une fois consenties par les États de la province, étaient ensuite réparties par les baillis des quatre Hauts-Justiciers entre les différentes paroisses de la Châtellenie. Dans chacune de celles-ci, la perception de l'impôt était confiée à un collecteur désigné par les gens de loi à qui il rendait ses comptes, ou bien (et cela, dans quelques-unes seulement), la collecte était mise en adjudication et accordée au *moins disant ou dernier baissant*.

Primitivement, nos Franchises, excipant de leurs immunités, refusaient avec énergie de payer à la

Province les impositions directes ou indirectes, et cette exemption, fondée sur la souveraineté des tenures et sur leur mouvance étrangère, reconnue et confirmée par divers arrêts sous la domination espagnole, maintenue par les Intendants de Louis XIV, fut toujours combattue et contestée par les États comme l'était par la Gouvernance leur immunité locale et juridictionnelle. Elles furent cependant un jour contraintes de contribuer aux charges générales : ne voulant pas laisser entamer leurs privilèges, elles y consentirent : les unes sous forme de *dons volontaires*, les autres sous forme de *rachat*. Des lettres de non préjudice constataient ensuite que ces terres étaient *franches et quittes* (1); que, si les manants contribuaient aux aides, c'était *volontairement* et pour complaire au Souverain; ou bien encore, elles déclaraient maintenir les habitants dans leurs immunités moyennant une taxe déterminée. En fait, l'État et la Province y trouvaient leur compte, car c'était bien l'impôt que nos gens des Franchises acquittaient

(1) En 1523, ordonnance, datée à Bruxelles du 22 septembre, par laquelle Charles-Quint, Empereur des Romains, dit que les terres d'Haubourdin et Emmerin sont franches et quittes; que, si les manants ont voulu contribuer aux aydes et subventions, c'était de leur part purement volontaire, pour complaire au Souverain et concourir aux grandes et urgentes affaires, frais et dépens nécessités par les guerres de l'époque, etc... (Archives communales d'Haubourdin. CC. 27).

ainsi ; mais leur amour-propre était satisfait par cette qualification de *volontaire*, léger déguisement de la réalité qui n'en subsistait pas moins.

L'impôt direct une fois réglé par paroisses, le magistrat local en faisait la répartition entre les habitants qui y étaient sujets, et en opérait la rentrée sous la responsabilité de la commune suivant l'assiette ou rôle rendu exécutoire après publications (1).

Le recouvrement des sommes portées à cette assiette était, nous l'avons dit plus haut, confié à un collecteur qui pouvait, dans certaines communes, être un adjudicataire, et qui pouvait parfois se voir révoquer par les gens de loi de la paroisse, suivant l'exemple rencontré par nous à Templemars (2), où, en 1765, le lieutenant, les hommes de fief et les notables révoquent Pierre-François Waymel, procureur à Lille et collecteur à Templemars, ce qui donna lieu à un procès dont nous n'avons pas trouvé la solution dans le dossier.

Les aides qui, primitivement, n'étaient demandées que de temps à autre, n'avaient pas tardé à devenir un impôt annuel et régulier ; mais elles paraissaient toujours être accordées par nos Françaises comme *un don libre et volontaire*, gracieuse-

(1) Voir : Ch. LEURIDAN. *Histoire de Roubaix*. T. IV, ch. VI.

(2) Archives de Templemars. BB. 2. BB. 3.

ment concédé par elles à l'administration de la province. De là, ces enquêtes et récollements périodiques que nous avons signalés plus haut (1), et dans lesquels les habitants des Terres Franches, précisément à cause de leurs immunités, n'étaient pas appelés à comparaître.

En réalité, le privilège d'exemption des franchises se réduisit bientôt à contribuer à part et sur mandement direct de l'autorité souveraine (2); mais ces débris d'indépendance furent toujours défendus et même revendiqués avec la dernière énergie, ainsi que l'attestent de nombreuses pièces d'archives, notamment à Linselles, « la plus franche des Terres Franches ».

Au mois de janvier 1537, en retour de l'aide de vingt mille florins par eux accordée à l'Empereur Charles-Quint, les Etats de Lille avaient été autorisés à lever dans la Châtellenie, y compris les enclavements, un impôt sur les « brasseurs et hostes vendant à boire. » Les commis et sergents des Etats, prétendant que les Franchises étaient un enclavement, y vinrent exercer, et se saisirent de la personne du lieutenant Jacques Du Courouble

(1) Voir aux Pièces justificatives, des types de dépositions à ces enquêtes.

(2) Voir note précédente et, de plus « les Terres Franches ne peuvent être imposées que par l'Intendant. » Instructions de Le Pelletier de Souzy à M. de Breteuil. — *Bulletin de la Commission historique du Département du Nord*. T. X, p. 494.

pour avoir paiement des amendes infligées aux hôteliers trouvés en contravention aux ordonnances sur ledit impôt. Nos gens de loi en appelèrent au Grand Conseil de Malines ; mais, nonobstant cet appel, les Etats imposèrent en outre les Franchises à la somme de vingt-sept livres dix sous de quarante gros pour leur portion dans l'aide accordée à l'Empereur. Pour délivrer leur lieutenant et éviter des exécutions plus rigoureuses, les gens des Franchises payèrent l'aide et les amendes ; mais ils se pourvurent au Conseil Privé. L'Empereur, par ses lettres patentes du 6 septembre, déclara que ce paiement ne pourrait leur porter aucun préjudice et ne tirerait pas à conséquence ; mais qu'ils demeureraient en possession et jouissance de leurs droits, exemptions et privilèges, comme ils étaient auparavant (1).

En 1568, les Etats revinrent à la charge. Pour les aider à payer les gens de guerre levés pendant les troubles religieux, le roi Philippe II leur avait octroyé d'asseoir un impôt sur les boissons vendues dans la Châtellenie. Ils voulaient soumettre à cette taxe les habitants de nos Franchises ; mais, n'osant « exploiter en icelles, ils appréhendaient au corps » tous les habitants qui s'en écartaient. » Il s'agissait ici d'un impôt purement provincial, au fond comme dans la forme, et l'immunité se trouvait entière. Aussi, messire Philippe d'Oignies, seigneur

(1) Archives de Linselles, AA. 9.

de Linselles, tant pour lui que pour ses sujets, exposa au conseil privé que ses Franchises « tenues » en souveraineté du Comté de Hainaut, estoient » du tout exemptes de la juridiction de la chastellenie de Lille, comme aussy les manans et habitants de toutes tailles, subsides et impôts tant » ordinaires qu'extraordinaires levés en ladite chastellenie. » Sa Majesté, après mûre délibération de son conseil, déclara, le dernier jour d'avril, « qu'à bonne et juste cause avait été présentée la » requête du seigneur des Franchises de Blaton et » Linselles, *lesquelles ne seraient tenus de contribuer auxdits impôts avec ceux de la Chastellenie,* » *mais bien à part et quand le cas échérait.* » (1)

Le même seigneur de Linselles, à propos d'une nouvelle imposition que les magistrats de la Chambre des Comptes voulaient faire peser sur les Franchises, recourut au Roi, lui faisant savoir « que c'était une usurpation évidente sur la justice » civile et criminelle du seigneur, et un impôt insité en sa forme dans les Franchises. » Le souverain, par ses lettres patentes du 29 novembre 1571, déclara maintenir les habitants de Blaton et Linselles en leurs immunités et exemptions moyennant une taxe de 600 livres de 40 gros en deux années pour leur quote-part dans la rédemption du vingtième et dixième denier, permettant aux gens de loi d'asseoir

(1) Archives de Linselles, AA. 9.

et de percevoir eux-mêmes des droits d'octroi sur les habitants jusqu'au recouvrement des six cents livres (1).

Malgré tous leurs échecs, les adversaires de nos Franchises n'abandonnèrent pas la lutte, et leur entêtement à les sòumettre devait leur inspirer bientôt un nouveau moyen d'avancer un peu leur cause. En 1576, un nouvel octroi est accordé à la province pour l'extinction du dixième denier ; mais, cette fois, les États eurent l'adresse de faire comprendre, par dérogation à toutes exemptions, les Franchises dans l'impôt, prétendant y faire tous exploits pour en assurer le recouvrement. Nouvelle requête de messire d'Oignies qui, ne pouvant éviter l'impôt pour ses sujets, voulut au moins sauver sa juridiction. Le Roi, à mûre délibération de son conseil, le 13 juillet, défendit aux États « d'exploiter » sur ladite Franchise et manans d'icelle pour le fait » des impôts, ains y laisser faire les exploits et exécutions par le suppléant et ses officiers en la » manière qu'ils ont anciennement accoutumé d'exécuter pour les aydes de Sa Majesté » (2).

Cependant, les États voulaient, à toute force, assujettir les Franchises à leur district. En 1589, ils

(1) Archives de Linselles, AA. 11. — Archives Départementales du Nord. 31^e Registre des Chartes. B. 1626 de l'*Inventaire sommaire*.

(2) Archives de Linselles, AA. 12.

appréhendaient au corps et emprisonnaient des habitants desdites franchises, se fondant sur ce que les différents arrêts obtenus ne concernaient que les impôts alors existants, mais non ceux qui devaient être assis par la suite. Messire Bauduin de Montmorency, mari de Marguerite d'Oignies, alors dame de Linselles, se pourvut au Conseil du Roi pour avoir « lettres d'attentat ». La sentence du Conseil Privé, du 29 mai, déclara de nouveau que ceux des Franchises et Seigneuries de Linselles et Blaton, « tenues » en souveraineté du Comté et pays de Hainaut, ne » seraient compris es-octroys qui s'accordent aux » États de Lille pour aydes et impôts, ains contri- » bueront à part » (1).

LES TAILLES. — Les tailles, qui étaient autrefois la forme la plus commune d'imposition, se levaient dans la Châtellenie de Lille, en vertu de lettres de transport de l'Empereur Charles-Quint, en date du 15 juin 1553.

Elles avaient été réparties d'après le nombre de bonniers (2) de chaque paroisse, distingués en

(1) Archives de Linselles, AA. 13.

(2) Les anciennes mesures des environs de Lille sont : le bonnier, qui vaut 4 quartiers ; — ou 16 cents ; — ou 1600 verges. On distingue : le bonnier de Lille, qui vaut 1 h. 41 a. 86 c. ; le bonnier d'Orchies, qui vaut 1 h. 53 a. 75 c. ; le bonnier de Saint-Amand, qui vaut 1 h. 21 a. 98 c.

Quant aux monnaies, on peut admettre qu'en 1789, le florin

terres à labour, bois, prés et jardins, le nombre des bestiaux, chevaux et blanches bêtes, le nombre de feux ou ménages, les moulins et les dimes (1). Chaque chef de famille, sujet à la taille, se trouvait donc taxé, dans la répartition faite par les gens de loi de la paroisse, pour son feu, pour les terres qu'il occupait, et pour les bestiaux qu'il élevait ou nourrissait.

Les Tailles étaient de deux sortes : *les tailles ordinaires, et les tailles extraordinaires ou de passage.*

a) Les *Tailles ordinaires* étaient au nombre de cinq : la taille de Mars ; la taille de la Saint-Jean ;

avait, à Lille et dans les environs, la valeur de 3 francs d'aujourd'hui. La valeur intrinsèque du florin était de 25 sous tournois, soit environ 1 fr. 25. Le florin valait 20 patars, et le patar, 5 doubles ou 12 deniers. Le double de Lille valait exactement 3 deniers tournois. Cf. Rapport sur les monnaies, poids et mesures de la Commune de Lille, en réponse à la lettre circulaire du Préfet du Département du Nord, du 29 pluviôse, an XIII. Ouvrage posthume de M. Testelin, professeur de mathématiques à l'école communale de Lille, publié à la suite du petit livre intitulé : *Exposition du système métrique et du calcul décimal*, seconde édition. — Lille, Danel, 1807, in-8. — Voyez aussi, sur les mesures anciennes du Département du Nord : GUILMOT, *Archives historiques et littéraires*, de Leroy et Dinaux, 1^{re} série, tome II. — Du même auteur, *Mémoire sur les anciennes habitations rurales du Département du Nord, sur les terres affectées à chacune d'elles et la diversité de leurs mesures.* — Voyez encore : VERMESSE, *Dictionnaire du patois*, Verbis : Bounier et Verge.

(1) Archives de Wattignies. CC. 1.

la taille de Septembre, équivalente à celle de Mars ; la taille de Noël, équivalente à celle de la Saint-Jean ; et enfin, la taille du Prévot, établie pour payer les gens de la maréchaussée et acquitter tous les frais de la police militaire de la Châtellenie. Ces tailles n'avaient pas été admises uniformément par toutes les Terres Franches, et n'étaient perçues que dans quelques-unes d'entre-elles, Templemars, en particulier. Les comptes retrouvés aux archives de cette commune nous apprennent que l'ensemble de ces impositions s'y élevait annuellement à la somme moyenne de dix-sept cent cinquante-six livres, y compris les frais de recouvrement et de comptabilité. Si l'on défalque ces frais, fort variables d'ailleurs, on est amené à fixer la quote-part réelle de cette commune à un peu plus de seize cents livres.

b) Les *Tailles de passage* n'étaient imposées que dans les cas extraordinaires : elles étaient *doubles* ou *simples*. La *double Taille de passage* se composait des deux tailles de la Saint-Jean et de Noël ; la *taille de passage simple* ou *demi-taille de passage* comprenait celles de Mars et de Septembre. Il arrivait parfois qu'on en demandait plusieurs dans le courant d'une même année.

La lutte des Franchises pour leurs immunités, arrivée à son paroxysme sous la domination espagnole, se continua sous la domination française à

chaque occasion. Elles payaient les aides royales sur mandements directs de l'Intendant qui, d'ailleurs, les reconnaissait non soumises aux impôts levés de la part des États. Ceux-ci avaient cessé leurs entreprises et nous n'avons guère à signaler, après quatre-vingt-dix ans de trêve, qu'une tentative assez timide contre les Franchises de Linselles, tentative qui pouvait néanmoins avoir certaines conséquences pour le principe d'immunité de nos Terres Franches.

En janvier 1696, le Roi ayant créé des offices de receveurs-collecteurs héréditaires, au salaire de cinq pour cent, les baillis des quatre seigneurs hauts-justiciers représentant les États de la Châtellenie obtinrent, moyennant finances, la réunion à leur corps desdits offices qu'ils revendirent publiquement. L'office de collecteur de Linselles-Châtellenie fut acquis, le 14 novembre suivant, au prix de dix-neuf cents florins, par un laboureur du lieu, et racheté, quelques années plus tard, par cette communauté, qui n'hésita pas à s'imposer de ce chef un sacrifice de 2.227 florins, 9 patars, 8 deniers, car le mode d'adjudication présentait pour elle une économie de plus de trois pour cent (1). Mais quand, en 1703, les grands baillis s'avisèrent de mettre en

(1) La collecte d'un vingtième et des faux-frais de 1717 est passée à Linselles à raison de 14 patars du cent de livres parisis, c'est-à-dire à moins de un et demi pour cent. (Archives de Linselles, BB. 9.) Note de M. Th. Leuridan, dans son *Histoire de Linselles*.

vente un office de collecteur pour les Franchises, les échevins protestèrent de nullité, « attendu que » lesdits baillis n'avaient ni titre ni possession pour » connaître des impositions qui se levaient dans les » terres franches de Blaton et Linselles, lesquelles » ne faisaient point partie de la châtellenie de Lille, » et ne s'y trouvaient point enclavées ; que par » conséquent, la collecte desdites terres ne pouvait » être comprise dans l'arrêt portant réunion des » offices collecteurs à l'État de la Châtellenie » (1). Les baillis ne persistèrent pas.

Mais, la lutte, qui n'était qu'assoupie, se réveilla plus vivace au sujet de la contribution de guerre des années 1709 et 1710, exigée par la France, alors que la châtellenie de Lille, tombée au pouvoir des alliés, se trouvait être pays ennemi de son ancien souverain. Un traité avait été passé, pour cette contribution, entre le marquis de Bernières au nom de Sa Majesté très chrétienne, et les États de Lille qui avaient compris les Franchises dans leurs cahiers de répartition. Mais celles-ci, outre qu'elles étaient exemptes de toute imposition levée par les États, étaient restées françaises comme ayant suivi le sort de Valenciennes, leur chef-lieu (2) ; la contribution ne pouvait donc les atteindre à aucun titre,

(1) Archives de Linselles, BB. 9.

(2) Il en était ainsi de toutes les Terres Franches dépendant du comté de Hainaut.

et on avait d'autant moins de force pour les contraindre, qu'elles se trouvaient, par leur position, exposées aux réquisitions de toutes sortes de la part des alliés qui étaient pour elles des ennemis. Après de longs débats, les Franchises de Linselles, menacées, finirent par consentir à payer la taxe fixée à 3.688 florins 2 potars 4 deniers, à condition que M. de Bernières désignerait pour la recevoir une personne qui ne fût pas du corps des Etats, et qu'à l'avenir, ceux-ci ne les comprendraient plus dans leurs traités de contributions. Mais les Etats répondirent qu'il n'était question que de deux choses, savoir si l'on « voulait » payer la contribution ou si on en faisait refus ; ce « qui manifestait clairement, dit le mémoire, leur » dessein d'assujettir les Franchises à leur corps de « châtellenie. » On fit refus.

Lille et sa châtellenie furent replacés sous la domination française par la paix d'Utrecht. Les Etats virent là une occasion favorable de reprendre leurs attaques, forts cette fois de l'appui de l'Intendance, dont le subdélégué était leur conseiller pensionnaire (1). Les Franchises ne cédant pas, ils obtinrent,

(1) Les Franchises de Linselles furent toujours plus particulièrement visées par les Etats. Plus importantes que les autres terres franches, elles étaient à même de leur opposer une résistance plus sérieuse, en même temps que leur soumission aurait amené forcément celle de toutes les autres. Cependant, les archives de chacune d'elles nous offrent des preuves sérieuses d'une lutte générale.

le 20 février 1716, une ordonnance de M. de Bernières qui enjoignait à celles-ci de payer leur taxe entre les mains du trésorier des Etats, à peine d'y être contraintes. Les gens de loi de Linselles en appelèrent au Conseil du Roi, mais l'Intendant rendit son ordonnance exécutoire, nonobstant appel. En effet, sans attendre l'arrêt du Conseil, les Etats firent exécuter, par établissement de gardes, le lieutenant Antoine Facon et l'échevin Etienne Picavet dont on vendit les meubles et les bestiaux jusqu'à concurrence de la somme réclamée. Malheureusement, la solution de cette affaire, qui se plaidait encore au Conseil du Roi en 1720, ne se trouve pas aux Archives (1). Mais, bien longtemps plus tard, en 1767, les gens de loi des Franchises de Blaton et Linselles affirmaient que leurs privilèges avaient été maintenus autant de fois qu'on avait voulu leur porter atteinte.

A cette date, ils contestaient aux Etats le droit de les contraindre au paiement des sous pour livre de l'octroi accordé aux Franchises, et demandaient d'acquitter cette charge de la même manière qu'ils payaient les autres deniers dus au Roi (2). L'ordon-

(1) Archives de Linselles, AA. 15.

(2) A cette époque, les deniers dus au Roi étaient assez nombreux, car les Terres Franches avaient alors fini par se plier aux impositions générales. — Nous tenons cependant à signaler, comme exception, une terre qui n'a jamais payé les impôts ordinaires en France jusqu'à sa cession définitive par le traité des limites : c'était une terre située à Wazemmes, village des

nance de l'Intendant leur permit de payer ces sous pour livre entre les mains du directeur des droits réunis, qui en devait tenir compte aux Etats (1). Simple question d'amour-propre, ou plutôt de méfiance de la part des gens de loi qui savaient tout le danger auquel s'exposaient les Franchises en laissant entamer leurs immunités par quelque endroit que ce fût.

Plus profitable avait été pour les Franchises de Linselles, l'issue d'un autre procès dont elles sortaient à peine. Méconnaissant la résolution prise le 7 mars 1613, par leurs devanciers, et les décisions souveraines qui y étaient rappelées, les baillis des États, par leur sentence du 30 mars 1765, avaient, la requête du sous-fermier des octrois sur les briques, tuiles, pannes, moellons, etc..., con-

environs de Lille. — « Il n'en était point de l'enclos de Wazemmes » comme des autres Terres Franches qui existaient dans certains cantons de la Châtellenie de Lille, telles que Templemars, Linselles, etc..., qui ont leurs justices et leurs coutumes ressortissantes directement du parlement de Flandres, mais qui sont sujettes, quoique cela, à l'imposition des deniers royaux. L'enclos de Wazemmes n'a jamais rien payé au Roy avant le traité des limites. » — « Avant le traité des limites, la France n'a jamais exercé dans l'enclos de Wazemmes-Tournais aucun droit quelconque, ni levé de deniers royaux ; mais bien l'Impératrice-Reyne de Hongrie dont les officiers administraient aussi la justice dans ledit enclos. » Archives départementales du Nord, Intendance de la Flandre Wallonne ; portefeuilles C. 55, 56, 57, 58, 59.

(1) Archives de Linselles, AA. 49.

damné le sieur Jean-Philippe Dervaux, notaire royal et greffier des Franchises, au paiement des droits pour des blancs tirés de Lezennes. La comtesse de Lauraguais, dame de Linselles, et les gens de loi des Franchises, avaient pris fait et cause pour le greffier, et appelé au Parlement de Flandre de cette sentence, comme contraire aux privilèges des Franchises, qui ne dépendaient nullement de Lille, « point démontré autant de fois que les États » avaient entrepris de l'attaquer. » L'arrêt du Parlement du 6 mai 1766, avait mis la sentence à néant et condamné le sous-fermier aux dépens des deux instances (1).

(1) Archives de Linselles. AA. 18. — Les octrois, perçus à cette époque au profit de la province, frappaient toutes sortes de matières, au moins aussi nombreuses qu'aujourd'hui. — Un placard imprimé, conservé aux Archives départementales du Nord, dans le canton n° 56 du fonds de l'Intendance de la Flandre Wallonne, porte ces mots : « Les Baillis des quatre » Seigneurs Hauts-Justiciers représentant l'État des Châtelleries de Lille, Douay et Orchies. — Droit de cinq patars » sur chaque millier de briques qui seront fabriquées dans » lesdites châtellenies et y seront consommées ; et le même » droit de cinq patars au millier de briques fabriquées en pays » étrangers, quand elles passeront par lesdites châtelleries, » le tout en l'exécution de l'arrêt du Conseil d'État du Roi » du 30 avril 1718... de mesme pour cercles, fonds de puits, » moellons, etc., conformément à l'arrêt du Conseil d'État du » Roy du 11 août 1716. » Ce placard est daté du 11 août 1753, et est probablement celui que les États voulaient appliquer aux Franchises de Linselles.

CHAPITRE TROISIÈME

Défense des Immunités : Octroi des Etats sur le vin, la bière et l'eau-de-vie ; — Interdiction aux gens de la Châtellenie d'aller boire dans les Franchises ; — Ordonnance limitant la consommation de l'eau-de-vie dans les Franchises ; — Nombreux débats au Conseil d'Etat.

Les Franchises, nous l'avons vu, étaient exemptes de tout impôt provincial. Parmi ceux-ci, se trouvaient notamment les octrois ou droits sur les boissons : bière, vin et eau-de-vie. Indépendamment des nombreux arrêts qui consacraient cette exemption, les jurisconsultes, dont on demandait l'avis en toute occasion, étaient d'accord sur ce point que les adjudicataires des droits levés au profit des Etats dans l'étendue de la Châtellenie, n'étaient pas fondés

à en exiger dans les Franchises qui étaient, par leurs privilèges, en possession immémoriale de ne pas les payer (1). Mais ces privilèges, toujours défendus avec succès, n'en demeuraient pas moins l'objet d'une lutte qui ne devait se terminer qu'à la Révolution Française. Ce sont certainement ceux qui ont excité contre nos Franchises le plus de jalousie, qui ont soulevé contre elles le plus de clameurs et de récriminations.

C'était, en effet, dans un pays où les brasseurs et les débitants étaient nombreux, et où la sobriété ne paraît pas avoir jamais été la qualité maîtresse des habitants, une cause de sérieuse réduction pour les recettes de la province, en même temps que de bénéfices appréciables pour les Franchises qui percevaient, à leur propre profit, des droits d'octroi, moindres, d'ailleurs que ceux des États (2).

(1) Archives de Linselles, CC. 61.

(2) Comme preuve du soin apporté par les « rats-de-caves » du temps à la perception qui leur était confiée, nous pouvons citer de nombreuses pièces des Archives départementales du Nord. — Entre autres, une pièce du 17 février 1714 intitulée : « État du nombre des cabaretiers d'Esquermes-Tournésis. » Pour une étendue franche de 13 bonniers, 12 cents, 39 verges, elle constate l'existence de trois débits de boissons : Pierre Le Roy, cabaretier à l'enseigne du Pélican ; Jean-Baptiste Quennipez, à l'enseigne de Saint-Laurent ; Antoine Desrousseaux, à l'enseigne de la Famine. — Signé : F. Caullet, clercq dudit Esquermes. (Archives Départementales du Nord. — Intendance de la Flandre Wallonne, carton 55, 1.)

Un mémoire des grands baillis des Etats de la Flandre Wallonne (1) fait ressortir avec une certaine amertume le préjudice causé à la province par le privilège de l'une de ces terres : « Si, en 1613, on » a cessé de réclamer contre les décrets portant » qu'à l'avenir les Franchises de Blaton et Linselles » tenues en souveraineté du comté de Hainaut ne » seraient pas comprises dans les octrois qui » s'accordent aux États de Lille, c'est qu'on a » présumé qu'ils ne causeraient pas grand dom- » mage aux impôts de la province qui étaient alors » modiques; mais, avec le temps, les choses ont » changé de face; les besoins de l'État ont consi- » dérablement augmenté, et les octrois se sont » multipliés... »

L'Intendant de la Flandre Wallonne, alors Le Pelletier de Souzy, poussé à bout par les États, crut devoir recourir à divers procédés pour restreindre le plus possible le privilège des Franchises. Comme les États reprochaient amèrement aux Terres Franches, non seulement de se maintenir elles-mêmes dans leur exemption, mais surtout de la communiquer par le fait à tout leur voisinage, soit en recevant chez elles les habitants de la Châtellenie pour y boire ou y acheter du vin, de la bière ou de l'eau-de-vie à plus bas prix, soit en faisant des versements clandestins de ces boissons dans ladite Châtel-

(1) Archives de Linselles. AA. 20.

lenie (1), M. Le Pelletier finit par céder à leurs instances, et rendit, le 16 janvier 1695, une ordonnance par laquelle il faisait défense aux habitants des Franchises « de tenir aucun entrepôt de vin, » bière ou eau-de-vie, ni d'en vendre en gros ou en » détail aux habitants de Lille ou de la Châtellenie, » et à ceux-ci, d'aller boire dans les Franchises » (2).

Les habitants des Franchises s'émurent de cette ordonnance. Leurs brasseurs, plus particulièrement atteints, traitèrent avec le fermier et, moyennant une somme différente suivant chaque Terre Franche, et proportionnée à son importance, acquirent le droit de continuer à vendre leurs bières et même du vin aux habitants de la châtellenie.

Mais l'eau-de-vie, que déjà l'on consommait en quantité notable, faisait l'objet d'une ferme distincte, et même d'un véritable monopole (3). Les États qui, pratiquement, avaient échoué pour la bière et le vin, résolurent de se venger des Franchises. M. de

(1) Archives de Linselles, mémoire précité, AA. 20.

(2) TIERCE. *Notes historiques sur Haubourdin et ses seigneurs*. Archives Départementales du Nord. Intendance de la Flandre Wallonne, liasse 48.

(3) Lorsque l'eau-de-vie fut imposée en France pour la première fois, en 1659, elle l'était depuis longtemps déjà dans les Pays-Bas Espagnols, et notamment à Lille et dans la Flandre Wallonne. (Flammermont, *op. cit.*). — Voir aussi de nombreuses pièces aux Archives de la ville de Lille, registre aux titres coté R, et série : Affaires générales, différentes liasses.

Bagnols, qui avait succédé à M. Le Pelletier de Souzy, leur donna raison : « Pour remédier à » un mal aussi abusif que préjudiciable aux octrois » généraux de la Province que causoit non seule- » ment cette terre (Linselles), mais d'autres préten- » dues franchises enclavées dans la châtellenie, feu » M. de Bagnols, Intendant de Flandre, rendit, le » 22 février 1698, une ordonnance qui détermine la » consommation des habitans des lieux francs, et » qui déclare, en conséquence, que les habitans de » la paroisse de Rheinbeaucourt demeureront fixés » à la quantité de cinq cents pots (1) par chacun an, » ceux du village d'Herlies à trois cent cinquante, » ceux de Blandin à la quantité de cinquante, ceux » de Linselles, y compris le Blaton, autrement dit » les Petits Francs, à la quantité de sept cent vingt » pots par chacun an... » (2).

Cette ordonnance ajoute que les cahiers et habitants des Franchises ne pourront encaver ni faire vendre dans leurs dépendances aucun « brandevin » au-delà des quantités fixées, ce faisant, qu'ils seront tenus de faire déclaration au bureau du fermier de la Châtellenie de Lille, et de prendre un billet de permission des commis de ce fermier « dans

(1) Le pot ou lot contenait environ 2 litres 12 centilitres.

(2) Passage du *Mémoire de M. Debaedts*, Archives départementales du Nord, Intendance de la Flandre Wallonne, liasse 48.

le bureau le plus voisin desdites terres franches et d'empire. » Ces permissions, si nombreuses qu'elles aient été, les habitants ne les sollicitaient guère, préférant la fraude et ses risques à une soumission benévole. « L'Intendant, d'ailleurs, revenu des » préjugés qu'on lui avait inspirés sur le compte » des Franchises, et parfaitement convaincu de » leur indépendance totale des Etats, souffrait que » son ordonnance limitative y demeurât sans » exécution. » (1) Cependant, cette longanimité du pouvoir ne devait pas être de très longue durée. En 1714, le fermier des eaux-de-vie ayant demandé l'application rigoureuse de l'ordonnance, les gens de loi des Franchises de Linselles se défendirent par devant l'Intendant, qui, le 28 juin, décida verbalement en leur faveur, et permit aux habitants des terres d'empire de vendre à boire à ceux de la Châtellenie. (2).

Une autre tentative faite contre les Franchises de Linselles devait échouer : En 1760, les commis des États prétendirent faire des visites dans les Franchises (3). Si les autres terres d'Empire acceptèrent

(1) Archives de Linselles, AA. 2.

(2) Archives de Linselles, AA. 16.

(3) Déjà, en 1756, le Parlement de Douai avait eu à se prononcer à propos de ces visites et s'était déclaré favorable aux Franchises. — Arrest du Parlement de Douay du 10 août 1756 à propos de visites faites sans droit par les sergents des

de s'y soumettre, le lieutenant de Linselles s'y refusa énergiquement, se disant très étonné d'une pareille prétention « après tous les jugements émanés tant » du Conseil privé de Bruxelles que du Parlement » de Flandres qui avoient diversement jugé que les » Franchises de Blaton et Linselles étoient indépendantes des Etats de la Châtellenie de Lille, et » avoient proscrit toutes les entreprises pratiquées » au préjudice de cette indépendance entière et » totale » (1). Ayant refusé d'accompagner les commis dans leurs visites, il fut assigné devant l'Intendant par les Etats de Lille et le directeur de leurs impôts, mais trouva un appui sérieux auprès du comte et de la comtesse de Lauragais, qui prirent fait et cause pour leurs sujets. Près de succomber, les Etats arrêterent l'instance « qui est demeurée » indécise, malgré les sollicitations de ceux de » Linselles à qui on se contenta de dire verbalement » qu'on ne ferait plus de pareilles visites chez » eux » (2).

La tolérance, et probablement aussi, la fraude aidant, les Franchises finirent par encaver une quantité d'eau-de-vie supérieure au maximum fixé par

États de Lille sur un chemin conduisant des Moulins de le Vigne à Commines (territoire de Linselles-Franchises). — Archives Départementales du Nord. État et Intendance de la Flandre Wallonne, C. 48, n° 8.

(1) Archives de Linselles, AA. 17.

(2) Archives de Linselles, AA. 20.

l'Intendant. En 1774, Linselles avait porté son rendement d'eau-de-vie à 2794 pots, ce qui faisait, sur le chiffre permis, un excédent de 2074 pots. Sur le pourvoi des États et du directeur des impôts de la Flandre Wallonne, l'Intendant, attendu que la population était devenue plus nombreuse, fixa la consommation des Franchises de Linselles à 1600 pots, leur défendant d'encaver en exemption de droits et de faire vendre dans leurs dépendances aucunes eaux-de-vie au-delà de cette quantité. Mais cela ne satisfait pas complètement nos gens de loi. Ils appelèrent au Conseil d'État de cette ordonnance « qui » portait aux privilèges de Blaton et Linselles une » atteinte trop sensible pour qu'il fût permis aux » administrateurs desdites Franchises de la laisser » subsister (1) ». Ils demandaient à pouvoir faire venir pour l'aliment de leur communauté telle quantité d'eau-de-vie, de tel endroit et par telles routes qu'ils jugeraient à propos.

La lutte fut longue, et nous n'en connaissons pas la fin. « Il n'est pas douteux, dit la défense, que Messieurs les grands baillis ne puissent contester les Franchises en elles-mêmes, puisqu'elles ne doivent leur existence qu'au gouvernement féodal, et que d'ailleurs soumises en même temps que la province, les terres franches avaient subi, comme elles, la loi du vainqueur, ce qui avait anéanti leurs

(1) Archives de Linselles, AA, 20.

prétendus privilèges, fondés sur un faux principe de mouvance (1). » A cela les gens de loi pouvaient répondre, avec l'intendant Le Pelletier de Souzy, que « la franchise de ces terres était le titre en vertu duquel le Roi (Louis XIV) en jouissait » (2). Ils pouvaient ajouter que, dans la Convention arrêtée entre le roi Louis XV et l'impératrice-reine de Hongrie (3), le 16 mai 1769, il était stipulé en termes exprès que les cessions respectives se faisaient sans préjudice de la mouvance des seigneurs particuliers, des lois et coutumes qui s'observaient en chacun des lieux cédés et des droits et privilèges dont on y jouissait. Ils auraient encore pu dire que les Franchises avaient été acceptées à une époque voisine de leur origine et où l'on était, par conséquent, mieux placé pour juger du principe sur lequel elles étaient assises, qu'elles avaient d'ailleurs été confirmées par de nombreux arrêts sous les diverses dominations ; que, par suite, il y avait possession acquise. De plus, il y avait contrat entre les Fran-

(1) Archives départementales du Nord. *Mémoire de Debaedts*, fo 1.

(2) Mémoire déjà cité.

(3) Convention connue sous le nom de Traité des Échanges ou convention des limites, conclue à Lille, en exécution du traité de Ryswick. Voir aux Archives départementales du Nord, les pièces produites et les procès-verbaux des conférences. Intendance de la Flandre et du Hainaut, cartons 55 et suivants.

chises et le Souverain; car, si elles avaient consenti à contribuer à tout ou partie des impositions directes de la Flandre Wallonne, c'était pour acheter le maintien de leurs immunités, que les intendants français avaient plusieurs fois reconnues.

« Les prétentions des Franchises de Blaton et Linselles, continue le mémoire (dont nous croyons devoir donner d'importants extraits, ainsi que de la réponse qui lui a été faite, car il est un excellent plaidoyer pour les Franchises en général. Nous y trouvons aussi le meilleur exposé des raisons par elles opposées aux administrations), sont extrêmement préjudiciables aux octrois de la province, et diamétralement opposées aux règlements portés pour leur conservation comme à ceux qui régissent le commerce des eaux-de-vie; il est facile de prouver combien elles sont injustes: où ces Franchises forment une enclave où elles sont limitrophes. Au premier cas, elles doivent être assujetties aux impôts qui se perçoivent dans les lieux qui les environnent; au second cas, elles doivent être fixées, et elles ont d'autant moins sujet de se plaindre de la fixation ordonnée par M. l'Intendant, qu'elle excède la quantité d'eau-de-vie dont ils ont besoin pour leur consommation. Plus les habitants de ces Franchises montrent ouvertement leur dessein de continuer à faire des versements frauduleux dans la Flandre Wallonne, plus, MM. les

grands baillis espèrent qu'on prendra de précautions pour arrêter des abus si préjudiciables. Il y a un moyen bien simple : les Franchises ont un octroi dont il est facile de constater le produit effectif ; Messieurs les grands baillis leur en compteront l'importance et ils feront régir cet octroi avec ceux de la province. De cette façon, les Franchises de Blaton et Linselles jouiront de leur octroi ; elles pourront supporter leurs charges locales et la province ne souffrira plus des versements frauduleux qui ne tendent qu'à enrichir quelques particuliers au détriment de la généralité des habitants. »

C'est en vertu de lettres patentes qui nous ont été successivement accordées depuis 1714, répondaient les gens de loi des Franchises, que nous jouissons de droits d'octroi ; et il n'appartient à quelque corps que ce soit d'apporter des obstacles et des limites à la concession du prince. La défense d'aller boire d'un endroit à l'autre est un vieil abus que la fin du XVII^e siècle a vu éclore et que l'arrêt du Conseil d'État du 25 mai 1706 a condamné ; système inouï, d'autant plus digne de proscription qu'il tendait à imposer des entraves au commerce, et aux peuples une gêne absolument incompatible avec la liberté dont ils doivent naturellement jouir en tout ce qui n'est contraire ni à la religion, ni à l'autorité du Roi, ni aux bonnes mœurs. Toute fixation est donc injuste, d'autant plus injuste, qu'avec les précautions

que nous prenons pour empêcher la fraude et les versements dont on se fait des fantômes, il n'est pas possible d'imaginer que nos eaux-de-vie se consomment autrement que par nos habitants et par ceux des lieux voisins que leurs affaires ou l'envie de boire attirent dans nos Franchises.

Nous offrons de nous soumettre à une amende aussi considérable qu'il plaira à l'Intendant d'autoriser tant à la charge des particuliers de nos Franchises qui seraient convaincus d'avoir versé dans la Châtellenie qu'à celle des particuliers de ladite Châtellenie chez lesquels il se trouverait de notre eau-de-vie ; amende telle que, n'y eût-il qu'un seul fraudeur connu sur cent, elle pût dédommager amplement les États de la perte qu'ils auraient soufferte. La fraude et les versements dont Messieurs des États nous accusent à tort et sans raison ne sont que des prétextes pour colorer le mauvais vouloir et la jalousie qu'ils ont manifestés de tous temps contre nos franchises. Au fond, ils sont eux-mêmes persuadés de notre droiture et de l'impossibilité où nous sommes de frauder sans en être convaincus. Tout notre approvisionnement se fait à Lille où nous acquittons les droits domaniaux et où l'on peut ainsi nous contrôler, et si nous avons fait venir de Dunkerque quelques pièces d'eau-de-vie, ce n'est que par suite du refus fait par le directeur des impôts des États de nous délivrer des passa-

vants pour les quantités qui excédaient la fixation.

La différence de prix au détail des eaux-de-vie attirant dans les Franchises les habitants de la châtellenie est une raison surannée qui a pu être invoquée en 1698, mais qui ne subsiste plus, puisque, depuis l'établissement de notre octroi, l'eau-de-vie se débite dans les cabarets des Franchises au même prix que dans ceux de la châtellenie.

Sans doute, le produit de notre octroi est considérable ; mais c'est là le fruit de l'économie de nos régisseurs et de leur attention à simplifier leur régie, et la possibilité de réaliser cette économie est elle-même un des grands avantages de nos privilèges qui nous permettent de gérer nous-mêmes nos affaires sans intervention étrangère. Il sert à l'acquittement de nos charges, et si cet appas attire des habitants, s'il augmente notre population, cela n'affaiblit en rien les impositions directes de la châtellenie, puisqu'elles se lèvent sur les terres et non sur les personnes. La capitation seule est personnelle ; mais à cet égard, le Roi ne souffre aucun préjudice, puisque nous la payons tous et qu'il n'y a que déplacement. Sous le rapport des droits domaniaux, Sa Majesté ne souffre pas davantage de l'augmentation croissante de notre débit d'eau-de-vie ; il lui importe peu, en effet, par qui ces droits sont acquittés.

Le mémoire de Messieurs les grands-baillis tend à une régie de notre octroi par le directeur des octrois des Etats ; mais cette régie nous mettrait à la merci de commis tracassiers, à la merci d'un directeur acharné contre nos Franchises, à la merci surtout des Etats qui trouveraient ainsi « le moyen » qui leur a toujours échappé de s'introduire dans » nos Franchises et d'y acquérir peu à peu une » autorité à laquelle ils n'ont encore eu aucun » accès ; ce qui porterait une atteinte considérable à » des privilèges qui nous ont été confirmés par une » si longue suite d'arrêts et de décisions souveraines. »

Sept ans plus tard, en 1781, l'affaire se plaidait encore. Le 1^{er} janvier de cette année, Madame la Comtesse de Lauraguais intercédait pour les Franchises auprès de M. de Calonne, Intendant de Flandre et d'Artois, chargé par le ministre de donner son avis, mais là s'arrête le dossier conservé aux Archives de Linselles. Il est du moins certain que la décision, si décision il y eut, n'a pu être défavorable aux Franchises, car le produit de leur octroi qui, à l'origine du débat, était de 7.002 livres huit sous, avait plus que doublé en 1787, et s'élevait alors à 14.795 livres quinze sous, huit deniers.

Ainsi, à la veille même de la Révolution, nos terres franches jouissaient encore d'exemptions importantes que la jalousie de leurs voisins n'avaient

pu leur faire supprimer tout à fait. Quelques années plus tard, il n'en devait plus rien rester : privilèges des terres et privilèges des nobles, tout devait être emporté dans la même tourmente.

APPENDICE

« C'était, dit M. Chénon (1), une merveilleuse » rareté que de trouver sur la terre de France une » propriété libre et franche, telle que la concevait le » Droit Romain, telle que nous la concevons encore » aujourd'hui ». Ces alleux, si rares en France, l'étaient surtout dans nos Flandres (2), et nos Terres Franches ne l'étaient certainement pas. Celles-ci, en effet, rentraient dans la hiérarchie féodale (3) et devaient à leurs suzerains, qu'ils

(1) E. CHÉNON. *Démembrements de la Propriété Foncière en France avant et après la Révolution*, p. 24.

(2) Nous avons cependant trouvé, aux Archives Communales de Lille, au portefeuille marqué F, une consultation imprimée sur la question de droit public de savoir si la Flandre est un pays d'allodialité, par T. H. J. Lefebvre, 1784. Contrairement à l'enseignement général, l'auteur répond affirmativement.

(3) Nous en trouvons la preuve dans les rapports et dénombrements donnés aux pièces justificatives ou rencontrées au cours de cette étude.

fussent comte de Hainaut, ou châtelains de Ninove ou Tenremonde, tous les devoirs de la vassalité.

Les pages qui précèdent ont prouvé suffisamment l'indépendance des Terres Franches par rapport aux administrations provinciales ; nous n'avons jamais voulu faire croire à leur allodialité. Un parallèle nous permettra d'ailleurs de faire ressortir les différences qui les séparent de l'alleu.

Par définition même, *l'alleu* était la terre libre, ne devant rien à qui que ce soit. Pouvons-nous reconnaître ces caractères à la seigneurie de Templemars, par exemple, pour laquelle il était dû « dix » livres parisis de XX gros pour la livre, monnoie » de Flandres de relief à la mort de l'héritier, payant » le X^{me} denier à la vente ou transport quand le cas » y eschiet » (1). Ainsi en est-il pour toutes les autres terres franches (2) : elles sont sujettes à toutes les obligations féodales.

En ce qui concerne la justice, la distinction n'est pas moins nette. On n'admet pas, en général, que les alleux aient possédé la justice. A entendre nos

(1) Archives Départementales du Nord, année 1470. Rapport et dénombrement rendu par Jehan de Werchin, pour sa terre de Templemars. État Général, n° 223.

(2) Voir aux pièces justificatives les rapports et dénombrements, et d'autres très nombreux, aux Archives Départementales du Nord. État Général, portefeuille n° 113. Bureau des Finances, portefeuille C. 98.

vieux fendistes, y compris les plus illustres (1), l'alleu n'aurait jamais emporté le droit de juger, la juridiction. Il existait bien, dans les pays coutumiers, des alleux nobles auxquels la justice était attachée, mais elle était venue s'y joindre après coup, par la réunion fortuite en une même main, de la propriété allodiale et de la seigneurie (2).

Dans la région où se rencontrent nos Terres Franches, les alleux, loin de posséder la justice, se trouvaient soumis à un régime tout spécial, qui les distingue encore de nos Franchises. Échappant à la juridiction commune, ils ressortissaient à une cour particulière, appelée le *Royaume des Timaux*. Celui-ci, plus petit en étendue que le légendaire royaume d'Yvetot, était un bel et bon fief comprenant 288 bonniers, 601 verges de terre ; il était situé au village de Faches, aux portes de la ville de Lille, et valait, au gentilhomme qui le possédait, le titre de : *Seigneur de Faches, Roy des Estimaux et de tous les francs-alleux tenus du chastel et de la Salle de Lille*. Ce prétendu souverain avait pour assesseurs tous les propriétaires d'alleux de la châtellenie,

(1) « L'allentier ne tient de personne, sauf quant à la justice ». *Loysel, Grand Coutumier de France, liv. II, chap. 33* ; — *Institutions Coutumières, tome I, livre II, règle 19*. — Voir aussi *Glasson, Histoire du Droit et des Institutions de la France, tome IV, chap. II, p. 466 et suiv.*

(2) V. FLACH, *Les origines de l'Ancienne France*. Tome I, p. 189 et suiv.

pourvu qu'ils fussent chevaliers. Il avait le droit et le devoir de commettre deux sergents, l'un à pied et l'autre à cheval, pour faire les prises, arrêts et exploits dans les francs-alleux où ni les officiers du comte, ni ceux du châtelain, ni le prévôt de Lille ne pouvaient faire aucun exploit, *si ce n'était pour cas criminels* (1). Et en ceci encore, les alleux différaient de nos Terres Franches dont ces officiers ne pouvaient jamais fouler le sol, même en cas de procédure criminelle.

A une époque plus récente, lorsque la royauté eut affirmé sa suprématie sur les seigneuries les plus puissantes, lorsque toutes les terres furent soumises à un régime uniforme d'impositions, les alleux suivirent la destinée commune : ils payaient à la province les impôts directs ou indirects sans exception ; nos Terres Franches, au contraire, ne devaient, en principe aucune charge pécuniaire à la province de leur situation. Il est vrai que le temps, les luttes continues, et l'acharnement des puissants voisins avaient fini par porter atteinte à cette immunité ; mais toujours le consentement des Terres Franches aux impositions provinciales fut considéré comme une exception, une concession bienveillante faite par elles au pouvoir central.

(1) Pour le Royaume des Timaux, voir *Bulletin de la Commission Historique du Département du Nord*, tome XXI, p. 143 et suiv.

Enfin, le droit d'asile, dont nous avons traité et que nos Terres Franches revendiquaient comme une de leurs principales immunités, leur était spécial, et les alleux ne pouvaient aucunement y prétendre.

Quelle était donc la source de ces privilèges exorbitants ? A quelles institutions, à quelles circonstances les Terres Franches devaient-elles leurs immunités ?

Cette question des origines est la pierre d'achoppement de tout notre travail ; et nous ne croyons pas que les efforts faits par nous pour en éclaircir le mystère aient abouti à une solution satisfaisante. Aussi, donnons-nous avec la plus grande simplicité les résultats auxquels nous sommes arrivé.

Les pièces d'archives, tout d'abord, ne nous fournissent aucune indication que nous puissions considérer comme sérieuse. Dès le XIV^e siècle, de nombreux rapports et dénombremments nous signalent l'existence de ces Terres Franches (1) ; d'où nous devons conclure qu'elles leur sont bien antérieures. Mais, toutes ces pièces semblent admettre la condi-

(1) Archives départementales du Nord. Etat général ; portefeuille n^o 113. Rapport et dénombrement rendu en 1392 par Jean de Melun, Ber de Flandre, etc., du fief de Monstroel, situé à Chéreng, tenu des francs-fiefs de Tenremonde. — 1386. Rapport et dénombrement rendu par Jean Machons, dit De le Sauch, d'un fief, nommé Roneq, situé audit lieu, tenu des francs-fiefs de Tenremonde, etc., etc.

tion exceptionnelle de ces terres comme un fait accompli, indiscutable et indiscuté, contre lequel personne ne songe à protester. Quant à la source de ces immunités, jamais il n'en est question.

Au XVI^e siècle seulement, il commence à être question de Terres Franches ; mais les hommes du temps ne s'embarrassaient pas d'en chercher l'origine, à preuve plusieurs pièces que nous avons rencontrées aux Archives Départementales du Nord (1). Charles-Quint lui-même y dit en 1540 : «comment lesdits francqz fiefz du Chastel » comme aultres telz semblables fiefz circumvoisins » et adjacens d'iceulx *de tout temps immémorial ont » esté francqz distinctz et séparez... Et espéciale-* » *ment ont lesdits francqz fiefz et les manans* » *d'iceulx de tout temps immémorial esté exemptz* » *de tous éditz, statutz et ordonnances, lesquels se* » *ordonnent sur et endedens la chastellenie de* » *Lille...* » Cette expression : « francs de temps immémorial » ne nous renseigne guère sur l'origine des Franchises. Cependant, nous ne croyons pas qu'il soit possible de trouver, au moins dans les fonds d'archives explorés par nous, des pièces précisant davantage les causes de ces exceptions au régime féodal.

(1) Archives départementales du Nord. — Chambre des Comptes de Lille. B. 2419, pièce en parchemin. — Voir aux *pièces justificatives* la copie entière de cette pièce.

Le secret que les pièces authentiques refusent de nous livrer, le rencontrerons-nous ailleurs ? Les auteurs d'histoire n'ont-ils pas déjà trouvé cette énigme ?

Tout d'abord, il n'est pas encore d'auteur qui ait traité cette question avec quelques détails. C'est à peine si nous en rencontrons un ou deux qui emploient l'expression *Franchises* ou Terres Franches ; et encore ne s'arrêtent-ils pas longtemps à en étudier les caractères.

M. J. Raepsaet (1) qui connaît la seule appellation de « *Franchises* », affirme que ce sont des alleux. « Ce ne sont, dit-il, autre chose que des francs- » alleux, dont le seigneur ne reconnaît pas de » seigneur suzerain ; mais cela n'empêche pas qu'il » n'ait tous les droits seigneuriaux sur les fonds de » sa franchise qui sont dans sa mouvance, puis- » qu'un alleu peu avoir des fonds mouvant de lui, » tant en fief qu'en roture. »

Cette assimilation ne nous paraît guère acceptable : nos archives regorgent de pièces ayant trait à nos Terres Franches et qui les désignent comme des fiefs, comme des terres unies à des seigneuries supérieures par tous les devoirs de la vassalité, ce qu'il est impossible de concilier avec l'allodialité. M. Raepsaet, cependant, est dans le vrai lorsqu'il

(1) Raepsaet, tome IV, p. 240.

déclare alleux les Franchises principales dont les nôtres, celles de la Flandre Wallonne, se trouvaient mouvantes. Tenremonde, par exemple, de laquelle dépendait une partie des Terres Franches, était « une ville notable, frontière du pays de Flandre, une » seigneurie par elle-même, située dans l'empire, » tenue de Dieu en pleine propriété, sans être » d'aucune manière du ténement de Flandre » (1).

Que Tenremonde ait été un alleu, s'ensuit-il nécessairement que toutes les terres franches mouvantes de cette ville l'aient également été ? La chose ne nous paraît pas possible : il est de l'essence même de l'alleu, de jouir de la plus grande liberté, de ne relever de qui que ce soit, et cette règle, admise en France, l'était également dans nos Flandres, où ils étaient connus sous cette indication *leenen gehouden van God en de zonne, héritages tenus de Dieu et du Soleil*. Or, par le fait même qu'entre nos différentes terres franches et leur seigneurie suzeraine, Tenremonde, par exemple, il existait un lien de vassalité, qu'un premier maillon de cette chaîne féodale avait été soudé, il paraît impossible de conserver le nom d'*alleu* à la terre qui s'est ainsi attachée à une autre.

Bien des rapprochements sont possibles entre la *Terre Franche* et l'*Alleu* ; nous ne pensons pas

(1) Privilèges accordés à la ville de Tenremonde par l'Archiduc Maximilien et l'Archiduchesse Marie de Bourgogne, 14 mars 1477.

qu'on puisse les assimiler complètement l'une à l'autre.

Un autre auteur, M. E. Pouillet (1), attribue l'origine des Terres Franches à ce qu'il appelle *les reprises féodales*. Les alleutiers d'ordre secondaire, malgré leur désir de rester neutres dans les luttes qui divisaient leurs voisins, finissaient par se voir fatalement écrasés par le choc des belligérants. « De » proche en proche, la plupart des grands alleutiers, » des dynastes et même des comtes se soumirent » alors au contrat féodal. Déjà chefs d'une hiérarchie de petits feudataires établis sur leur terre, ils » serangèrent eux-mêmes et volontairement sous le » vasselage d'un voisin plus fort. Ils stipulaient » alors au besoin le maintien de leur indépendance » pour la gestion de leurs domaines ; mais ils » s'assuraient, au prix de charges légères et d'ailleurs éminemment honorables, l'appui d'un protecteur intéressé à les défendre. » La recommandation serait donc, pour l'auteur, l'origine principale des Terres Franches. Il ne donne d'ailleurs ce nom qu'aux terres recommandées « qui se trouvaient » complètement enclavées dans un État puissant ou

(1) *Origines, Développements et Transformations des Institutions dans les anciens Pays-Bas*, par M. Edm. Pouillet, Louvain, 1882-1892.

» soumises à l'influence exclusive de cet État. » (1)
Cette explication nous donne la cause du lien de vassalité unissant la Terre Franche à une seigneurie suzeraine; et, en cela, elle nous satisfait davantage que l'argumentation de M. Raepsaet. Nous regrettons seulement que pour nos Terres Franches (de la Flandre Wallonne), il ne se rencontre aucune pièce qui vienne prouver le bien fondé de cette affirmation.

Nos *Terres Franches* étaient absolument différentes de ce que l'on appelait *Villes Franches*. Un exemple nous en est donné dans la région même, qui en fera ressortir la distinction. Lannoy apparaît dans l'histoire comme constituée en une seigneurie qui relevait de la baronnie de Cysoing. C'était un arrière-fief de la Salle de Lille, et non une terre d'Empire comme Buzelin et Jacques Le Groux l'ont pensé. Ceux-ci ont pu être trompés par cette circonstance qu'en 1458, Lannoy se constituant en ville fut « déclarée *franche, exempte de tailles, aides et* » *subsidies levés sur les autres terres de la chastellenie qui ne jouissaient pas du même privilège* » (2).

Cette exemption d'impôts, qui valait aux agglomérations qui en bénéficiaient la qualification de

(1) E. POULLET, *op. cit.*, T. I, p. 180, n° 393.

(2) Cité par M. Th. LEURIDAN, p. 2 et 3 de son *Histoire de Lannoy*.

« *Villes Franches* » (1), ne pouvait leur conférer celle de Terres Franches, car il devait toujours leur manquer l'Indépendance Juridictionnelle.

Ces privilèges n'ont, d'ailleurs, pas tous persisté jusqu'à la Révolution Française. A cette époque, un certain nombre de Terres Franches avaient déjà disparu, les autres avaient vu leurs privilèges sérieusement entamés (2). Mais si, pratiquement, ces Franchises avaient disparu en grande partie avant la Révolution, la division des communes ou paroisses en deux parties distinctes avait été conservée. Elle avait si bien pénétré dans les usages que nous la

(1) On donnait aussi le nom de Villes Franches à des villes dont les marchandises ne payaient aucun droit, ni à l'entrée, ni à la sortie.

M. FLACH, dans ses *Origines de l'Ancienne France*, II^e volume, emploie l'expression : *bourgs francs*, pour désigner les bourgades construites à l'abri des donjons de seigneurs puissants. Ils étaient appelés *francs*, non à cause de leurs privilèges, mais parce qu'ils étaient ouverts à tout venant dans le but de fonder une agglomération, une ville importante.

(2) Waziers, dans la châtellenie de Douai, avait renoncé à revendiquer ses franchises.

« Le Billau, franchise enclavée et adjacente de la ville de Lille, avait été assujettie, par ordonnance du Roi, du 9 octobre 1667, aux mêmes impôts que ceux perçus dans ladite ville. » (Mémoire de M. Debaedts, contrôleur des Régies. Archives départementales du Nord. Intendance la Flandre Wallonne, liasse 48.)

voyons encore observée par l'administration. De nombreuses pièces, conservées aux Archives départementales du Nord et que leurs dates nous montrent postérieures à 1789, constatent la perception des impôts directs ou indirects dans les localités qui ont compris des Terres Franches. La force de l'habitude a fait conserver aux fonctionnaires du temps les appellations : *Empire* et *Franchise* qui, régulièrement, n'avaient plus alors aucune raison d'être (1).

Plus tard encore, en pleine tourmente révolutionnaire, nous trouvons des mentions des anciennes Terres Franches. Dans un registre, contenant les rôles de la contribution patriotique, se trouvent énumérés certains villages de la Flandre Wallonne aux noms desquels se trouvent accolés les mots : *cy-devant Châtellenie*, ou *cy-devant Empire* (2). Dans un autre registre, se trouvent consignées diverses pétitions adressées au Directoire du District de Lille. Parmi elles, nous en avons relevé plusieurs d'habitants des Franchises qui demandent leur réunion à la Communauté, entre autres ceux de Chéreng et Emmerin (3). Les impôts, à cette époque,

(1) Archives Départementales du Nord. Intendance de la Flandre wallonne, cartons 55, 56, 57, ¹ et 2, 58.

(2) Archives Départementales du Nord, L. P. Liasse 714 C. District de Lille, n° 3, déposé le 6 avril 1791. Et : n° 7, District de Douai ; n° 8, Flandre Wallonne.

(3) Archives départementales du Nord. IV^e section. Administration centrale, numéros 185 et 203 ; pétitions des 24 février

frappaient également tous les citoyens. Ceux-ci, ne pouvant plus tirer de la franchise de leurs terres un profit palpable et immédiat, s'en désintéressaient et demandaient à rentrer dans le droit commun. Ainsi,

et 9 novembre 1791. Décisions des 2 mars et 9 novembre 1791.

Nous citons, à titre d'exemple, la pétition rédigée par les habitants de Chéreng-Empire et la réponse qui leur a été donnée par le district de Lille :

IV^e section. Administration centrale, n^o 185, 6^e bureau, décision, numéro du registre : 129, numéro du journal : 933. Date de la pétition, 24 février 1791. Les habitants de la partie du village de Chéreng dite Empire veulent obtenir la réunion de cette dite partie à celle de Chéreng-Châtellenie pour ne former à l'avenir qu'une seule municipalité. — Date de la décision : 2 mars. Attendu que le territoire de Chéreng-Châtellenie et de Chéreng-Empire, cy-devant sous la dépendance de deux seigneurs différents, n'a qu'une lieue d'étendue et peu de population, que les habitants dépendent de la même paroisse et que la juridiction contentieuse leur était commune. Déclarons que le territoire connu sous la dénomination de Chéreng-Châtellenie et Chéreng-Empire formera provisoirement une seule et même municipalité qui sera assujettie aux mêmes rôles de contributions ; qu'à cet effet, les citoyens actifs dudit territoire et hameaux en dépendants devront se réunir sans retard et à la diligence du Directoire et procureur-syndic du district de Lille, en assemblée de commune, à l'église paroissiale de l'endroit, pour procéder à l'élection des maires, officiers municipaux, procureurs de commune et notables ; dans la forme et suivant les dispositions prescrites par la proclamation du 10 décembre 1789, sur décret de l'Assemblée Nationale du 14 dudit mois, sauf à statuer cy-après ainsi qu'il appartiendra sur l'objet des biens communaux et des frais d'un procès occasionnés à raison du partage du revenu desdits biens. — Enreg. au Secret. Req. 1237.

volontairement ou sous la pression des administrations révolutionnaires, disparurent ces nombreuses exceptions à la règle générale.

Aujourd'hui, il n'est plus même question des privilèges dont ces communes ont pu jouir autrefois, et c'est à peine si quelques-unes, par des noms de rues, par des appellations de hameaux ou de coins de terre, rappellent à nos contemporains leurs franchises disparues.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

GÉNÉRALITÉS

Nº 1

Lille, janvier 1386. — Confirmation par Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, et par la Duchesse Marguerite, des lois, privilèges, coutumes et franchises accordées par leurs prédécesseurs, comtes de Flandre, à la ville de Ninovè.

Philippe, filz de roy de France, duc de Bourgoigne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgoigne, palatin, sire de Salins, conte de Rethel et seigneur de Malines, Et nous Marguerite, duchesse, contesse et dame des pays et lieux dessusdis, Savoir faisons à tous présens et avenir, de par les bonnes gens de nostre ville de Nienève nous avoir esté exposé que comme par le fait des commotions et rébellions qui de piégà ont esté et régné en nostre pays de Flandres nostre dite ville ait esté et soit du tout arse, gastée et destruite. Et il soit ainsi que paravant ladicte destruction nostredite ville avoit plusieurs privilèges, franchises, libertez, coustumes et usages, dont plusieurs des lettres qu'il en avoient de noz prédécesseurs aux quelz Dieux pardoint ès dites commotions et par la destruction de nostre dite ville ont esté et sont arsées et perdues. Et ne se

pourroit nostre dite ville aucunement remettre suz ne repeupler
se sur ce par nous ne leur. (1) pourveu
de grâce et de remède convenable, de laquelle grâce il nous
ont humblement. (1) leur
dite supplication, considérans et attendans la bonne loiaulté et
parfaite obéissance (1)
nostre très chier seigneur et père le Conte de Flandres cui
Dieux pardoint (1)
que ès dictes commotions et rébellions ilz ont euz et soustenuz
et. (1) peuplés
et habités de gens, à iceulz bonnes gens de nostre dicte ville
de Nieneve avons. (1)
de leurs privilèges, franchises, libertez, bonnes coustumes et
usages par la manière qu'il les avoient et en usoient paravant
lesdictes commotions et rébellions si avant que deument il en
ont usé, ilz joissent et usent doresenavant paisiblement et
iceulz se mestier est leur avons rendu, ratiffié et confermé,
rendons, ratiffions et confermons par le teneur de ces pré-
sentes. Si donnons en mandement à touz noz justiciers, officiers
et subgés de nostre dit pays de Flandres, leurs lieutenans et
chascun d'eulx si comme à lui appartenra, que noz dictes
bonnes gens de nostredite ville de Nieneve laissent, facent et
sueffrent paisiblement joir et user de leurs diz privilèges, lois,
franchises, coustumes et usages par la manière dessusdite,
sans eulx en ce faire ne donner empeschement au contraire.
Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours,
nous avons fait mettre nos séaulz à ces lettres, sauf en toutes
choses nostre droit et l'autrui. Donné à Lille, ou mois de
janvier l'an de grâce mil troiz cens quatre-vins et cinq.

Par monseigneur le Duc et Ma dame la Duchesse, à la rela-
tion du Conseil,

(Signé) GHERBODE.

(1) Parties complètement effacées dans l'original.

(*Au dos*) Pour ce que ceste confirmation de previlèges, exhibée entre autres par ceulx de la loy de Nyeneve est toute générale et qu'ilz n'ont exhibé autres précédens ausquelz elle se réfère. Et que soubz umbre et vertu d'icelle confirmation ilz usent journellement de plusieurs coustumes et usaiges, sans que l'on sache s'ilz en ont usé du passé. Et s'ilz sont à ce qualifiez ou justifiez. Les Commissaires ordonnez de par l'Empereur à visiter et mettre ordre sur leurs previlèges, usaiges et police, n'ont esté d'avis rendre ausdits de Nyeneve ladite confirmation de previlège, ains devoir estre envoyée en la Chambre des Comptes à Lille, pour y estre gardé comme de raison. Fait à Gand le dernier jour de septembre, l'an quinze cens et quarante.

Par ordonnance de messeigneurs les commissaires,

(*Signé*) DESPLEGHEM.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Chambre des Comptes de Lille, Trésor des Chartes, B. 1402, Godefroy n° 11557, original en parchemin.

N° 2

1499. — *Ordonnance du Duc de Bourgogne en 1499, sur le fait des rapports et dénombrements des fiefs tenus des francs fiefs de Tenremonde.*

De par l'Archiduc d'Austrice, Duc de Bourgoingne, de Lothier, de Brabant, etc, Conte de Hasbourg, de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgoingne, etc.

A nostre bailli des francs fiefs de Tenremonde, enclavez en noz chastellenies de Lille et Courtray et ou Tournésis, ou à son lieutenant, salut. Pour ce qu'il est venu à nostre congnoissance que plusieurs de ceulx qui tiennent fiefs de nous, à

cause de nostredit bailliaige, ont despieça esté et encoires sont en deffault d'avoir baillié les rappors et dénombremens d'iceulx leurs fiefz et n'en font aucune diligence. Ja soit que à cause d'office et de l'ordonnance de noz amez et féaulx les président et gens de noz Comptes audit Lille, ilz en aient esté par vous ou nom de nous semons et reguis par publicacion et autrement, dont ilz ne tiennent compte, qui pourroit estre et tourner à nostre grant intérêt, mesmes la perte et aliénation desdits fiefz et des drois à nous deuz sur iceulx. Nous voulans à ce pourveoir, voulons, vous mandons et ordonnons bien expressement, que incontinent cestes veues, vous faictes de rechief faire commandement de par nous par cry publicque, par tous les lieux de vostredit bailliaige, ou l'on est acoustumé faire cryz et publicacions, à tous ceulx et celles qui tiennent fiefz de nous à cause desdits francs fiefz, que endedens quarante jours après la publicacion de cestes, ilz apportent ou envoient en voz mains les justes et vrais rappors et dénombremens de la grandeur et nature de leursdits fiefz et de chacun d'iceulx, tant en scituacion comme aussy en aboutz ; et ce sur les paines en tel cas indittes et acoustumées, lesquelles paines voulons lesdits quarante jours expirez, estre levées par vous sur les deffaillans par arrest et main-mise en nostre main desdits fiefz, pour en rendre compte à nostre prouffit là et ainsy qu'il appertiendra. Sy ny faictes faulte, car tel est nostre plaisir. Et de ce faire vous donnons pouvoir, auctorité et mandement espécial.

Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjetz à vous, en ce faisant estre obéy et entendu dilligamment. Donné en nostre ville de Gand, le XIII^e jour de janvier, l'an de grâce mil quatre-cens quatre-vins et dixneuf.

Par Monseigneur l'Archiduc à la relation du conseil,

(Signé) LECOCQ

Chambre des Comptes de Lille. Etat général, Portefeuille n^o 113,
original en parchemin.

N^o 3

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — État général N^o 223.
(Templemars).

Année 1470. — « C'est le rapport et dénombrement que je Jehan de Werchin, sénéchal de Haynnau, seigneur de Chisoing, et ber de Flandres, fay à mon très redoubté seigneur et prince, monseigneur le Duc de Bourgoigne, de Brabant, de Lembourg et de Lucembourg, conte de Flandres, etc., de la ville, terre et seignorie de Templemarch que je tien et advene tenir de mondit très redoubté seigneur et prince en franc empire de ses empires de sa ville et chastelnie de Nienève, à dix livres parisis de XX gros pour la livre, monnoie de Flandres de relief à le mort de l'héritier, payant le X^e denier à le vente ou transport quant le cas y eschiet. En laquelle madite ville et seignorie de Templemarch, j'ay toute haulte justice, moyenne et basse, bailly, lieutenant, hommes de fiefz, hommes rentiers, juges, sergens et messiers, et par lesquelz raison et justice est faiete touteffois que le cas y eschiet. Toute maquelle dicte terre et seignorie et franc empire de Templemarch est gisant, située, enclavée et assise en la chastellenie de Lille, en pluseurs villes et lieux dont la déclaracion s'ensuyt, etc.

.

N^o 4

1499. — *Rapport et Dénombrement rendu par Pierre du Castiel, du fief du Castiel, séant à Tourcoing, tenu des francs fiefs de Tenremonde.*

C'est le raport et dénombrement que Jacques Du Castiel, filz

de feu Pieres, fay à mon très redoubté seigneur, monseigneur l'Archeducq d'Aultrysse, ducq de Bourgoingne, compte de Flandres, etc., de tout ung fief et signourie, nommé le fief du Castiel que je tieng et adveue tenir de mondit très redoubté seigneur de son chastiel de Tenremonde et court de Roncq, gissant mondit fief et signourie en la parrosse de Tourquoing, contenant le gros de mondit fief parmy ungne maison sur molle, enclose de iauwes, bassecourt, gardins, près, bos et tières à labeur quynze bonniers de hiertage ou environ, séans sur le chemin qui maine de Tourquoing à Wervy et aboutans du lers, viers Tournay au quemin qui mayne de le crois du Castiel viers Lille et abouttans de pluseurs sens au fief et tieres Jehan Du Castiel et abouttans du lers viers Lille au bos de le Vique, auquel mondit fief et signourie appartient en rentes justichiabls dysze sept rasières de havos de blet courant sur VII bonniers XIII cens de terre ou environ que tiennent pluseurs personnes, lesquelz doivent à mondit fief double rente de relief à le mort de cescun hiertier et disime denier à le vente quant le cas y eschiet et à paier lesdites rentes à tel pris que reçoit le seigneur de Neuville, ny donner mains à le rasière et prent on la priserie le merquedy devant le jour saint Remy et le prochain merquedy appriès sur le marchiet de Lille ou milleur cas fors ung. Item et sy appartient à mondit fief ungne dysme courant sur pluseurs hiertaiges, laquelle dysme vault cescun an à mettre en cense de sept à wit livres parisis, monnoie de Flandres. Item appartient à mondit fief et signourie cincq hommages, c'est asavoir cincq fief tenus de mondit fief dont monsieur Nycollas de Haluwin, chevalier, seigneur de Bousiges en tient ung en rentes justichiabls, nommé le fief du Ham, lequel doit dix livres de relief à le mort et le dissime denier à le vente quant le cas y eschiet. Item Loy De le Rivière en tient ung en rentes justichiabls à dix livres de relief à le mort et le diszime denier à le vente.

Item Mahieu Agache en tient ung fief de ung bonnier de hier-taige et XXVII deniers de rente cescun an, lequel me doit cent solz de relief à le mort et le diszime denier à le vente. Item Jehan Du Castiel en tient ung fief de VII bonniers de hiertage de grant, lequel doit dix livres de relief et le X^e denier à le vente. Item Jehan Le Haze en tient ung fief de six cens de hiertage de grant, lequel doit cent solz de relief à le mort et le X^e denier à le vente. Item appartient à mondit fief et signourie le amende de soissante solz et en desoulx l'avoir de bastart, l'avoir esparé et estraüé. Item et puis commettre en mondit fief et signourie ung bailly et ycheluy bailly peult commettre ung lieutenant, ung siergent, ung siergent massier et y a à mondit fief ung plain bancq de vüeschevins. Chest assavoir que je y commay les quatre et loy de la ryvière, les trois qui est ungue loy frareuse que puis faire les tiers (?) et transpors, tant en ungue signourie comme en l'autre et que pour faire tout ce que à visconte de visconté appartient et doy siervir la court de mondit très redoubté seigneur avoincq ses aultres hommes fiauldaux quant requis et sommes en feray, deuement et que je le sourporay, lequel mondit fief et signourie je advene à le tenir en corps et en membres de mondit très redoubté seigneur de son chastiel de Tenremonde et court de Roncq, à dix livres de relief à la mort et le diszime denier à la vente quant le cas y eschiet, lequel mon rapport comme dessus est déclaré je fay à mondit très redoubté seigneur soulx ombre et par condission que se plus ou mains estoit trouvé en mondit fief et signourie ores ou en tamps advenir se aisse par admen-dement et sans porter préjudisse à lui ne à moy et en tesmoing de ce que dessus est déclaré j'ay sellé cestuy mon rapport de mon propre séel. Ce fu fait sur le XIII^e jour de octobre, l'an mil IIII c. quatre vins et dise neuf.

Chambre des Comptes de Lille, Etat général, Portefeuille
n^o 113, pièce en parchemin.

N^o 5

1499. — *Rapport et dénombrement rendu par Jacques de Houplines, de certain fief nommé le Mont Béart, situé à Tourcoing, tenu des Francs fiefs de Tenremonde.*

Chest le rapport et dénombrement que je Jaques Houpeline, fay et baille à mon très redoublé seigneur et prinche, Philippe, Archiduc d'Austriche, duc de Bourgoingne, conte de Flandres, etc., de tout ung fief et terre à moy appartenant, tenu en visconté de mondit seigneur à vingt quatre solz de relief à le mort del héritier et est gisant en le paroische de Torcoing ou terroy de environ et ès appartenances, lequel mondit fief je tieng et aveue tenir de Dieu et de mondit seigneur, de ses tenemens, frans fiefz de Tendremonde et court de Roncq, contenant ledit fief deux bonniers d'héritage ou environ, tenans ensamble, apiellez au Mont Beart, lesquelz deux bonniers par dessus déclaré sont donné à soufrencē et demeurent en habout, parmy rendre et payer chascun an vingt chincq solz héritablement et ainsy le payent chil qui tiennent ledit héritage et habout. Et ainsi je ay et lieve ledite rente saulf les conditions des convenenches que adce furent faictes et déclarées en biens ou aultre manière quelconque. Item ay-je sept deniers de rente par an, courant sur sept quartiers de terre ou environ que sont tenu de my à cause de mondit fief appelez à le Fontainnielle que au présent appartient à Jehan Cardon et le tient de my et m'en paye ladicte rente. Et lyquel me doibt le double de relief à le mort del héritier et le dixime denier de serviche à le vente. Et si puis faire et créer hommes baillius et loy se le cas y esquet aussy avant que à mondit fief et seignourie de visconte doit et peult appartenir de faire par mes tenans. Et se mestier est je puis ou mes Taillius emprunter juges à nostredit seigneur et est que j'ay à mondit fief prouffis,

explois, esmolemens d'avoir estrayet et de bastart de treufs d'amendes, aussi avant que à visconte appartient. Et est tenans et haboutans d'ung lez au litterage du seigneur du Castiel et tenans as tieres des Masqueliers et d'aulture part tenant au bos et as terres du Ruiffroy. Et le quel mondit fief déclare je tieng comme dit de mondit seigneur et prinche tousjours par amendement, par condicion ou manière que se plus ou mains avoit en mondit fief que pardessus n'est déclaré ou en aulture manière. Se le aveue je tenir de Dieu et mondit seigneur ainsi que il est et se comprennent et que il ne fache ne puisse porter préjudice à mondit seigneur ne à my pour le temps présent ne à venir. En tesmoing de che j'ay cest présent rapport sellé de mon propre séel, le dixime jour d'octobre l'an mil III^e III^{xx} dix noef.

Chambre des Comptes de Lille, État général, Portefeuille
n^o 113, Pièce en parchemin.

N^o 6

1500. — *Rapport et Dénombrement du fief de Mauberbus, tenu des francs-fiefs de Tenremonde et situé à Tressin.*

C'est le raport et dénombrement que je Daniel de Herzelles, seigneur de Lilaez et de Héresghem, chevalier et à cause de dame Marie de Hem, m'espouse, seigneur de Hem, de Foriés, de Mauberbus, etc., fay et baille à mon très redoubté seigneur, monseigneur l'Archiduc d'Austriche, duc de Bourgoigne, conte de Flandres, etc., de ung fief que je tieng de mondit très redoubté seigneur à cause de madite espouse, nommé le fief de Mauberbus, descendans de ses frans fiefs de Tenremonde, contenant mondit fief en rentes justicables dix livres seze

solz noef deniers, wit oisons et ung quart que me doibvent pluseurs hostes et tenans, tenus d'icelui mondit fief, lesquelz me doivent double rente de relief à le mort del hiretier et le dixime denier à le vente. Tenant yceluy mondit fief à mon fief de Foriés, au marés de Casau et du tierch sens au marés de Trésin, lequel mondit fief comme il s'estent et comprent je l'avoue à tenir de Dieu et de mon très redoubté seigneur et prinche, descendans de sedsits frans fiefz de Tenremonde en justice de viconté à dix livres de relief à le mort del hiretier et le X^e denier à le vente, toutes fois que le cas y eschiet. Et à tel service de court que à tel fief apertient. Cestuy rapport fay-je par amendement que se plus ou mains y estoit trouvé que cy dessus n'est déclaré sy la veuge tenir de mondit très redoubté seigneur sans à luy ne à moy porter préjudice ores ne tamps advenir. Tesmoing mon seel ay mis le VIII^e jour de mars, an mil cinq cens.

Chambre des Comptes de Lille. État Général, Portefeuille n^o 113, pièce en parchemin.

N^o 7.

1540. — 7 Juillet à Malines.

Charles, par la divine clémence, Empereur des Romains tousjours auguste, roy de Germanie, de Castille, de Léon, d'Arragon, de Navarre, de Naples, de Sécille, etc. Au premier nostre huissier ou sergant d'armes sur ce requis, salut. Receu avons l'umble supplication des manans et inhabitants de la *seigneurie du Chastel en la paroiche de Tourcoing et des Francqz-Fiefz*, tenuz de nous et de nostre vieu chasteau de Tenremonde, contenant, comment lesdits *francqz-fiefz du chastel comme aultres telz semblables fiefz circunvoisins et*

adjacens d'iceulx de tout temps immémorial ont esté francqz, distinctz et séparéz de tous autres quelzconques justices, seulement subjectz à la justice dudit lieu, pour laquelle exercer, ilz ont bailly, lieutenant, hommes de fiefz et eschevins et telz autres officiers qu'il appartient. Et spécialement ont lesdits francqz fiefz et les manans d'iceulx de tout temps immémorial esté exemptz de tous édictz, statutz et ordonnances, lesquelz se ordonnent sur et endedens la chastellenie de Lille, soit à la requeste desdits de Lille ou d'autres, tellement que les officiers dudit Lille et de ladite chastellenie ayent aucun pooir de exploictier ou faire quelque acte de justice ou autre sur lesdits manans des francqz-fiefz. Suyvant qu'elle franchise, combien que passé certain temps, en vertu de noz lettres patentes, ceulx de nostre ville de Lille ayent obtenuz deffences et commandemens prohibitifz par toute la chastellenie de Lille, de non user du stil de faire sattins ne trippes de velours et que à cause de ce procès soit esmeu entre lesdits de Lille et ceulx de Tourcoing appellantz desdites lettres patentes, toutesfois lesdits supplians comme non comprins non plus en vertu d'icelles lettres patentes que avecq ceulx dudit Tourcoing ains distinctz a par soy comme dist est, ne ont jamais esté empeschiez d'user de leur accoustumé stil et usaige et ne ont à eulx esté faictz aucunes prohibitions ne deffences précédentes comme aussi ilz ne ont esté évocquiez ne appelez oudit procès, parquoy, combien qu'il ne fut loysible, soubz umbre d'iceulx lettres empeschier les supplians sans deffences et publication précédentes a délaissier leurdit stil et usaige, néantmoins au contraire de ce et sans aulcun ordre de droit, à la requeste des mayeur et eschevins dudit Lille, sans commission à la charge des supplians ausquelz oncques ne fut faicte aucune deffence ou prohibition comme dit est, ains non obstant lesdits débatz, procès et prétendues publications comme non comprins soubz icelles, tousjours ont

continué leur stil et usage prédist, sans aucun empeschement et comme ilz faisoient auparavant icelle prétendue publication, il a pleu à ung Andrieu Le Micquiel, huissier, assisté d'aucuns officiers du bailly de Lille, à la requeste dessusdite soy transporter en ladite seigneurie des Francq Fiefz du Chastel et illecques en vertu desdites lettres patentes réalement et de fait contraindre les supplians à payer certaines, excessives et grandes amendes ou du moingz à namptissement prompt d'icelles amendes, sans les vouloir ouyr en leurs deffences comme ilz requéroient estre ouyz avant icelle exécution, que plus est à icelluy huissier les sattins et tripes estans tenduz aux hostilles, découpez, imparfaictz et à la cause dessusdite prins aucuns prisonniers, emportant lesdits satins et emmenant lesdits prisonniers en ladite ville de Lille, le tout à son plaisir et par notoir excès, d'autant mesmes que le dispositif desdites lettres patentes en soy est obscur et incertain, préalablement requérant congnoissance de cause et déclaration pour sçavoir si les supplians estoient comprins soubz ledit placcart à très grand grief et inestimable intérêt desditz supplians, lesquels la plus part ne ont autre stil pour gaingnier leur vie, requérants partant très humblement qu'il nous plaise leur octroier noz lettres patentes en tel cas pertinentes. Pourquoy nous les choses dessusdites considérées, vous mandons et commectons se mestier est par ces présentes que à la requeste desdits supplians vous faictes exprès commandement de par nous sur certaines et grosses paynes à nous à applicquier audit Andrieu Le Micquiel et ausdits de Lille et à tous autres qu'il appartiendra et dont requis serez, que avant toutes choses ilz restituent ausdits supplians et à chascun d'eulx respectivement ce qu'ilz ont tollu et emporté et eslargissent les prisonniers, lesquels à celle cause ilz détiennent le tout sans les despens desdits supplians, du moins sur caution souffissante. Et qu'ilz se déportent considéré l'obscurité des prétendues lettres

patentes par voye d'exécution plus procéder à la charge desdits supplians en les contraignant à ce par toutes voyes et manières de contraintes deues et raisonnables. Et en cas d'opposition, reffuz ou délai, adjournez les opposans reffusans ou délayans à estre et comparoir à certain et compétent jour pardevant noz amez et féaulx les Président et gens du grant Conseil, pour dire les causes de leur opposition, reffuz ou délai, respondre, procéder et aller avant en oultre comme il appartiendra par raison. En certifiant souffissamment, audit jour lesdits de nostre Grant Conseil de ce que fait en aurez. Ausquelz nous mandons et pour les causes contenues en cestes commectons que aux parties icelles ouyes ilz facent et administrent bon brief droit, raison et accomplissement de justice. Et sur telle requeste que lesdits supplians voudront faire au jour servant pardevant eulx, affin d'estre receuz à la révocation dudit explois et aussi en opposition et querele d'icelle et autrement, pourvoient parties oyés lesdits supplians de tel remède et provision de justice qu'ilz verroient au cas appartenir, car ainsi nous plaist-il, nonobstant quelzconques lettres subreptices impétrées ou à impêtrer à ce contraires. Donné en nostre ville de Malines, le VII^e jour de juillet, l'an de grâce mil cinq cens et quarante, de nostre empire le XXI^e et de noz règnes des Espaignes, des Deux Sécilles et autres le XXV^e.

Par l'Empereur, à la relation du Conseil.

(Signé) DATTIN (*sic*).

Chambre des Comptes de Lille, B. 2419, pièce en parchemin.

Haulx, nobles et puissans seigneurs, messeigneurs les Président et gens du Grand Conseil de l'Empereur nostre Sire, Oordonné à Malines, honneur et révérence.

Haulx, nobles et puissans seigneurs, plaise vous savoir que je Jehan Maelfeyt, huissier d'armes de nostredit sire Empereur, me suis transportée en vertu de la commission cy attachée, impétrée et à moy présentée par les manans et habitans de la seigneurie du Casteel, en la paroiche de Tourcoing et des francqz fiefz tenus de l'Empire, de son vieu casteel de Tenremonde et à leur requeste les XIII, XIIIII, XV et XVI^e jours de juillet XV^e et XL, en la ville de Lille. devers les prévost, mayeurs et eschevins d'icelle ville, lesquelz fuerent assemblez en leur chambre eschevinale après me transportay à la maison et domicile de Andrieu Le Micquiel, huissier d'armes, etc., résident à ladite ville avecq ung Allaert Estiene sergant dudit prévost, comme assistant, après obéissance eu et consenty par mesdits seigneurs, lesquelz chascun à sa qualité comme dict est, après lecture faicte de ladite commission, leurs fys exprès commandement de par l'Empereur nostredit sire, conte de Flandres, etc. chascun suer l'amende et payne de quatre cens karolus d'or à applicquier à son proffyt, que avant toutes choses ilz restituent ausdits supplians et à chascun d'eulx respectivement ce qu'ilz ont tollu et emporté et eslargissent les prisonniers, lesquelz à ceste cause comprisse à ladite commission ilz detiennent le tout sans les despens desdits supplians, du moins sur casion suffissante. Et qu'ilz se déportent, considéré l'obscurité des prétendus lettres patentes par voye d'exécution plus procéder à la chaerge desdits supplians. Surquoy ilz me respondirent qu'ilz se opposoient à lesdits commandemens et exécution, parquoy je les adjournay à estre et comparoir paerdevant vous mesdits seigneurs du Grand Conseil, le vendredy, premier jour de plais qu'il sera aprez le demy mois d'aoust prochainement venant, pour diere les causes de leurs dites opposition, reffus et délay, respondre, procéder et aller avant en oultre comme il appartiendra par raison. Ce que dict est je certiffie estre

véritable par cestes soubz ma singne manuelle. Actum l'an et jours dessusdits.

(Signé) MAELFEYT.

Chambre des Comptes de Lille, B. 2419, pièce en parchemin.

Nº 8

1576. — *Nomination de Daniel Van den Broele en qualité de bailly, fermier et receveur des francqz fiefz de l'Empire, descendans et mouvans du chastel de Tenremonde, appartenans à Sa Majesté, enclavés et gisans en Tournésis et ès chastellenies de Lille et Courtray.*

Les gens des Comptes du roy des Espaignes, archiduc d'Austrice, duc de Bourgoingne, conte de Flandres, etc., nostre Sire, à Lille. A tous ces quy ces présentes verront, salut. Scavoir faisons que pour la bonne cognoissance qu'avons de Daniel Van der Broele, procureur postulant audit Lille, bailly, fermier et receveur des francqz-fiefz de l'empire, descendans et mouvans du chastel de Tenremonde, appartenans à Sa Majesté, enclavez et gisans au Tournésis et ès chastellenies de Lille et Courtray, et de son bon portement audit estat, nous, confians à plain de ses sens, léaulté et expérience, avons icelluy de par sadite Majesté, continué et continuons par ces présentes, audit office de bailly et receveur desdits francqz-fiefz, descendans et mouvans du chastel de Tenremonde, enclavez et gisans comme dict est, en lui donnant plain pover, auctorité et mandement espécial, dudit office tenir, exercer et desservir, garder les droiz, haulteur, seigneurie et revenu de Sa Majesté, conjurer et semondre les hommes de fiefz dudit bailliaige et aultres juges que besoing sera, de faire droict, loy, raison et justice à tous ceulx et celles qui l'en requerront et

ès cas qu'il appartiendra et généralement de faire toutes et singulières les choses que bon et léal bailly et receveur dessusdit poeult et doit faire et que audit office compétent et appartiennent aux droiz, honneurs, prérogatives, libertez, franchises, prouffictz et émolumens accoustumez et y appartenans, et ce pour ung aultre temps et terme de trois ans continuelz et enssuivans l'ung l'autre, commenez prendre cours à l'expiration de son bail dernier, quy fut le premier d'aoust XV^e soixante quinze, moïennant et parmy en rendant à cause des amendes et exploix civilz quy escherront ès mectes dudit bailliaige, semblable somme de douze livres du prix de quarante groz monnoie de Flandres la livre par chacun an, qu'il en a rendu par ledit bail dernier ès mains de Jehan-Piere De Cassatta, conseiller de Sa Majesté et receveur général de Woestflandres, présent ou aultre advenir, aux termes accoustumez, à condition que de tous cas de érisme, reliefz, X^{mes} deniers de fiefz de billon, mōnnoyes deffendues, de confiscation, de désespération, drapz d'Angleterre, biens de bastardz et de choses venans de confiscation ou d'extraordinaire, il sera tenu rendre compte au bout de chascune année pardevant nous, pardessus les douze livres dicté monnoie. Et aux aultres charges et conditions que ledit office est accoustumé d'estre baillé à ferme ou par appoinctement, surquoy et de se y bien et deuement conduire, ledit Daniel Van der Broele a fait le serment pertinent et bailler caution souffissante en noz mains. Sy donnons en mandement de par icelluy seigneur roy, ausditz hommes de fiefs et à tous aultres justiciers, officiers et soubjectz de Sa Majesté, cui se regardera, qu'ilz facent, soeuffrent et laissent ledit Daniel Van der Broele, dudit office de bailly et receveur, ensamble des droiz, honneurs, prérogative, libertez, franchises, prouffictz et émolumens dessusdits, plainement et paisiblement joyr et user, sans luy faire mectre ou donner, ne souffrir estre fait mis ou donné aulcun destourbier ou empeschement au contraire. En

tesmoing de ce nous avons fait mettre à ces présentes le séeel ordinaire de ladite Chambre des Comptes.

Donné en icelle, le XXIII^e de juing XV^e soixante seize.

Sur le reply est escript : par Messseigneurs les Président et gens des Comptes à Lille et signé P. de Monchaux.

Chambre des Comptes de Lille. État général, Portefeuille n^o 113,
Copie en papier.

N^o 9

1777, Juillet. — Edil qui donne à la Gouvernance de Douai la jurisdiction sur les Cantons situés à portée de son territoire, qui ont été cédés par la Convention de limites de 1769, sur les terres de St-Amand et Mortagne, laissées à la France par le traité d'Utrecht, et enfin sur les terres franches, dites Empire, de Lalaing, Bruille, Escaillon et Pecquencourt.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut. Ayant été informé du préjudice que souffrent les habitans des lieux qui nous ont été cédés par la convention de limites, conclue avec l'Impératrice, reine de Hongrie, le seize may mil sept-cent-soixante-neuf qui se trouvent situés dans l'étendue de la gouvernance de Douay et Orchies, de même que ceux des terres de St-Amand, Mortagne et leurs dépendances, restés de notre domination par le traité d'Utrecht, qui n'ayant point de juges sur les lieux qui puissent connoître des cas royaux et privilégiés, suivant l'usage du pays, sont obligés de plaider esdits cas en première instance à nôtre Cour de Parlement de Douay, contre l'ordre universellement établi dans notre royaume, à ce qui se pratiquoit avant

lesdits traités, dans lequel tems les habitans desdites terres ressortissoient au baillage de Tournay, par appel au Conseil de Gand, ensuite au Grand Conseil de Malines ; et désirant traiter favorablement lesdits habitans et ceux *des terres franches, dites empire, de Lalaing, Bruille, Escalion et Pequencourt, qui sont situées près la ville de Douay* et leur procurer les mêmes avantages dont jouissent nos autres sujets, nous avons estimé à propos de leur donner une première juridiction pour connoître en première instance des cas royaux et privilégiés, suivant l'usage du pays, à quoi nous nous sommes portés d'autant plus volontiers que nos officiers de la gouvernance de Douay seront indemnisés par ce moyen de la perte qu'ils ont faite de plusieurs de leurs juridictions, qui ont été cédées à l'Impératrice, reine de Hongrie et des autres distractions qu'ils ont souffertes. A ces causes et autres à ce nous mouvant de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ce présent édit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plait que ladite gouvernance de Douay exerce désormais sa juridiction dans le hameau de Camp à Coutiches, le fief de Beuvri à Bersé, le fief de la Hamaide à Nomain, le village de Wihers avec son territoire, situé près de la partie des dépendances de Mortagne, qui sont sur la rive droite de l'Escaut, dans les endroits auxquels l'Impératrice, reine de Hongrie, a renoncé par l'article cinq de la Convention du seize may mil sept cent soixante-neuf, dans les terres de St-Amand et de Mortagne et leurs dépendances, lesquels lieux étoient avant le traité d'Utrecht, de la juridiction du baillage de Tournay, comme aussi *dans les terres franches et dites d'Empire, de Lalaing, Bruille, Escalion et Pequencourt* ; pour être à l'avenir ladite juridiction exercée par nos dits officiers de la gouvernance de Douay, en ce qui est des cas royaux et privi-

légiés, suivant l'usage du pays privativement à tous autres juges, et par prévention avec les juges des seigneurs dans les affaires ordinaires, sauf l'appel en l'un et l'autre cas à notre dite cour de Parlement de Douay, ainsi et de la même manière qu'il se pratique dans les villages dont la juridiction appartient à nos dits officiers de la gouvernance de Douay et qu'il se pratiquoit dans lesdits lieux du tems que le bailliage de Tournay y exerçoit sa juridiction, tant ès-cas royaux et privilégiés qu'aux affaires ordinaires. Voulons néanmoins qu'à l'avenir les échevins des lieux de St-Amand et de Mortagne, soient tenus d'être hommes de fiefs, unissons en conséquence le baillage et l'eschevinage de ces endroits, ensorte que lorsqu'il s'agira de matières féodales, ils prendront la qualité de bailli et hommes de fiefs et celle de prévôt et échevins dans les matières ordinaires; voulons en outre que les appels en soient portés à ladite gouvernance de Douay; dérogeons à cet effet à tous édits, déclarations, arrêts et loix à ce contraires, à la charge que les procès des habitans desdits lieux seront jugés par nos dits officiers de la gouvernance de Douay, selon les coutumes, privilèges et usages desdits lieux, suivant lesquels ils ont été jugés ci-devant et auxquels nous n'entendons déroger. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseiller, les gens tenant notre Cour de Parlement de Flandres, à Douay, que notre présent édit ils aient à faire lire, publier et registrer et le contenu en icelui garder, observer et exécuter selon sa forme et teneur, nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sél.

Donné à Versailles, au mois de juillet, l'an de grâce mil sept cent soixante dix sept et de notre règne le quatrième.

(Signé) LOUIS.

Par le Roy.

(Signé) SAINT SÉVARAIN.

Lu et publié l'audience tenant cejourd'huy, premier aoust mil sept cent soixante dix sept, oui et ce requérant le procureur général du roy pour être exécuté selon sa forme et teneur sans que les officiers de la gouvernance puissent prétendre être en droit d'apposer les scellées aux abbayes le cas échéant, et copies d'iceluy envoyées par tout ou besoin sera pour y être pareillement lues, publiées et enregistrées, conformément à l'arrêt de ladite cour, des jours, mois et an que dessus.

(Signé) MAZENGARBE.

Chambre des Comptes de Lille. Cartons des Edits et Arrêts,
année 1777, pièce en parchemin.

PREMIÈRE PARTIE

N^o 10

1329, 2 juin. — Commission donnée par le Roi de France, Philippe de Valois, à Hugue de St-Pol, dit Paillard, chanoine de Thérouanne et à Pierre de Machery pour faire une enquête afin de savoir à qui appartient la haute justice à Aubers.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Dilectis magistro Hugoni de Sancto-Paulo, alias Pailliardi, canonico Morinensi clerico et Petro de Machery, militi nostris, salutem et dilectionem mandamus et committimus vobis quatenus in causa que in curia vestra verlitur inter dilectam et fidelem nostram comitissam Actrebatensem ex una parte et Robertum de Flandria, militem ex altera super saisina justicie ville d'Aubert secundum dictarum partium articulos vobis ab eisdem partibus sub sigillo nostro tradendos vocatis evocandis inquiratis cum diligentia veritatem. Et inquestam quam inde feceritis sub vestris fideliter inclusam sigillis curie nostre junctatis ad diem

Ballive Ambianensis nostri futuri proximo parlamenti. Datum Parisii die II junii, anno Domini M^o CCC^o vicesimo nono.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Chambre des Comptes de Lille. Trésor des Chartes, B. 925, Godefroy N^o 6037, original en parchemin, fragment de scel.

N^o 11

1392. — *Rapport et Dénombrement rendu par Jean de Werchin, Ber de Flandre, etc., du fief de Monstrœl, situé à Tressin, en la paroisse de Chéreng, tenu des francs-fiefs de Tenremonde.*

Chest ly rapors, dénombremens et grandeurs que je Jehans de Werchin, sénéscauls de Haynnau, sires de Chisoing et ber de Flandres, fay à mon très redoubté signeur, monsigneur le Ducq de Bourgongne, conte de Flandres, de I fief nommé le terre de Monstrœl, gisans à Tresin en le parrosce de Chierench que je tieng de mendit signeur de Flandres, de ses Empires de Tenremonde, à dix livres de relief à le mort. *En la quelle terre et fief dessus dit je ay haulte justice, moyenne et basse*, baillif, hommes de fief et juges, pour faire loy, raison et justice toutes fois que li cas si esquiet de laquelle terre et fief la déclaration s'ensieut :

Premiers I manoir, nommé le manoir de Monstrœl, gisans à Tresin, contenans parmi le motte, le gardin, fossés et changles d'entour, appartenant audit manoir, environ de I bonnier. Item appartient audit manoir XI bonniers de hiretage ou environ, gisans en plusieurs pièces,

Item apeut à che dit fief II bonniers de pres ou environ,

gisans en pluseurs pièces,

Item apend audit fief XXXVI bonniers de mares ou environ, tenans ensamble ensievans l'un l'autre, tenant etc.

Item apend audit manoir une mesure contenant II^e ou environ, etc.

Item le mollin de Tressin et le saut dou ventaille, etc. . . .

Item le pesquerie dou cours de l'yauwe dou pont à Tressin jusques au ventaille de Grinsart.

Item a en che dit fief X hostes et XXXII tenans ou environ, etc.

Item a en le dicte terre de Tresin et de Monstroel pluseurs terres et hietages de main ferme, tenus de my, etc.

Ensievient les fiefs et hommages tenus dou fief de Monstroel et de Tresin dessus dit, etc.

Watiers De Roque, I fief gisans en le parrosce de Chierench, contenans tant en près, en bos, comme en terre ahanable II bonniers et X^e ou environ, etc.

Jehans Triquars I fief gisans deseure Tressin, vers Gruisons, contenant II bonniers d'iretage ou environ, etc.

Jehans Alavaine I fief, contenans II^e ou environ, etc.

Piérars De le Motte, I fief contenant XXX^e de terre ou environ, gisans sur le Vert Quemin qui vient de Tournay à Gruisons, etc.

Willaume Oudart I fief contenant I^e de rivierette, tenans à le rivière le signeur de Tressin et asmarés, etc.

Tout le quel rapport et parties dessusdictes, je adveue à tenir de mondit signeur de Bourgongne, conte de Flandres par les services et redevances devant dictes. Et fay cest rapport et dénombrement par amendement, saulf le plus et le mains tant pour mondit signeur que pour my. Et saulf pour toutes choses qui en cas de rapport sont de droit deues à faire. En tesmoing de che jou Jehans de Werchin, senescaulx de Haynnau, dessus nommés ay cest présent rapport et dénombrement sellé

de mon séel qui fu fais l'an mil trois cens quatre vins et douse
le vintisme jour du mois de march.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Chambre des Comptes
de Lille. Etat général. Portefeuille n° 113, original en par-
chemin, fragment de scel.

N° 12

Dénombrement du fief de Monstræel à Chéreng.

— 1462 —

*Rapport de fief. — Yolende, dame de Werchin, princesse douai-
rière d'Épinoy, sénéchal de Haynnaut, dame des
Baronnies de Chisoing, Wallincourt, Roubaix, Temple-
mars, Herzelles, du Bus, etc.*

C'est le rapport et dénombrement.....que je, lequel
mondit fief, terre et seignourie je tiengt et adveue tenir de
mondict très redoubté Seigneur et prinche en francq empire
de son empire de Tenremonde à dix livres parisis vingt gros
pour la livre, monnoie de Flandres de relief à la mort de
l'héritier payant le dixième denier à la vente ou transport
quant le cas y eschiet. *En laquelle ma dicte seignourie et
empire j'ai toute haulte justice, moyenne et basse*, bailly,
lieutenant, hommes de fief, hommes renteux, juges, sergens
et messiers par lesquelz raison et justice est faicte toutes fois
que le cas y eschiet. Toute ma quelle dicte terre est gisant en
esclavement en la chastellenie de Lille et contient.....

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — État Général, Porte-
feuille n° 113.

Original en parchemin, fragment de scel.

Nº 13

Louis, comte de Flandres, ordonne que l'appel d'une cause, fait par la court du seigneur de Cysoing à Templemars, sera suivi en la court de Henri de Flandres, comte de Lodes, à Ninove.

— 1330 — 9 juin —

Nous, Loys, contes de Flandres, de Nevers et de Rethel, faisons savoir à tous, que come certaines personnes aient appielet en la court le seigneur de Cysoing en la ville de Templemarch qu'il tient de nostre chier et amet oncle Mons. Henry de Flandres, conte de Lodes, et que nos oncles dessusdis tient encore de nous en fief pour la cause de nostre terre d'Alost, d'un jugement rendu à Ninove par les hommes de nostre dit oncle et sur ce nos dis oncles ait adjournet le seigneur de Cysoing dessusdit en sa Cour à Ninove, maintenons qu'il en doive avoir la première connaissance, et les parties aussi ce appartenans. Sacent tout que il nous plaist et est nos volentes que no dis oncles voist avant en la dite cause faisant droict, sauve nos drois et les autruis, non contestans la nubition que faict en aviemes sour ce. Donné à Alost le neuvième jour de juin M. CCC et trente.

ARCHIVES DU NORD. — B. 643, original scellé,

Nº 14

Louis, comte de Flandre, commet le sieur de Fourmielles pour la remise, en la garde du bailli d'Alost, des personnes

arrêtées par le bailli de Templemars, au sujet de l'appel ci-dessus.

— 1330 — 14 juin —

Loys, contes de Flandres, de Nevers et de Réthel, a nos amez vallet et consilier Hurpin de Fourmielles, Salut. Comme en le court le Seigneur de Wallincourt en le ville de Templemarch vous levissies en notre nom et presissies en notre main certaines personnes que li baillius de Templemarch avoit arrestes prisonniers pour le cause d'un appel qu'ils avoient adreschie en nostre court à Alost où la drois les meuroit d'une sentence donnée en le court de Templemarch, nous vous mandons et estroitement commandons que vous les corps desdis appelans amenes en notre court à Alost et les mettez en la saizine de nostre bailliu d'Alost pour droit à poursieuvre et alez avant les que raisons sera pour coi nous en puissiemes faire raison et accomplissement de justice à tous cheus à qui il peut touchier. Et ce faites, ces lettres vérifiées, ou au plus loin dedans les octaves de la date de ces lettres, si et en telle manière que par vous n'ait défaut. Donné à Courtray, le XIII^e jour de juin l'an MCCC et trente.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — B. 643. Original scellé.

N^o 15

1390. — *Information sur l'arrestation, dans la terre d'Haubourdin, de Jean Le Cauchit, par Morreau Le Cambier, sergent de messire Caulers. bâtard de Luxembourg.*

Le XX^e jour de septembre IIII^{xx} et dix, Thomas des Marés, de l'aage de L ans ou environ ; Piérot Le Clerc, de l'aage de

XL ans ; Vincent de la Hagerie, de l'aage de XXVIII ans et Jaquot De Haz, de l'aage de XXVI ans ou environ, interroguez par leurs seremens par monseigneur le Chancelier et autres gens du Conseil de monseigneur de Bourgoingne, en quel terre Jehan Le Cauchit fut pris par Moreau le Cambier, sergent de messire Canlerz, bastart de Luxembourg, déposent par leurs seremens, que ilz virent en aoust derrain passé, ledit sergent en la terre de monseigneur de Bourgoigne qui tenoit ledit Cambier (*sic*) et le menoit maugré lui, en le tirant et saichant ès prisons dudit messire Canlerz, combien que ledit Cambier (*sic*) criast qu'il estoit en la terre dudit monseigneur de Bourgoigne.

Item Hennequin Favas, de l'aage de XXIII ans ou environ, interrogué comme dessus dit : qu'il vit bien le dit Cambier ou mois d'aoust en la terre dudit monseigneur de Bourgoigne près d'un touquet ou ledit sergent le menoit en prison en criant que maugré lui et à force on le tiroit hors de la terre de monseigneur de Bourgoigne.

Moreau Le Cambier, sergent de messire Canlers, bastard de Luxembourg en la terre de Habourdin, interrogué à Lisle par serement par monseigneur le Chancelier, le sire de Mont Florent et autres pluseurs du conseil de monseigneur, le XXIII^e jour de septembre IIII^{xx} et dix sur la prise par lui faite de Jehan Le Couchit que le dit avoir esté faite en la terre de mondit Seigneur en sa chastellenie de Lisle et sur ses dépendances, a dit et confessé que à certain jour dont il n'est recors, environ II mois a il se traist par devers le bailli de Habourdin pour savoir se ledit Jehan Le Couchit que devoit à son père certaine somme d'argent, laquelle il ne li vouloit paier, estoit pris et emprisonné, car par avant sondit père avoit requis audit bailli qu'il feust pris pour ladiete somme et avoit donné audit messire Canlers un franc de peine, selon la teneur des lettres obligatoires, lequel bailli li répondit qu'il n'en pouoit

autre chose faire et que ses sergens ne le povoient prendre pour ce qu'il les cognoissoit et se gardat d'eulz et adonques ledit bailli li dist que il le faisoit sergens dudit messire Canlers en la dicte terre et li commanda qu'il le preist, à quoy ledit Moreau respondi que il le vouloit bien mais qu'il n'y oist point de péril et ledit bailli li dist que non avoit-il puisque ce n'estoit pas pour son fait. Requis du lieu ou il print ledit Jehan Le Couchit, dit qu'il le prist en la terre du dit messire Canlers et quant il ot pris ledit Jehan, se mist à genoulz et se retirast tant qu'il vint en la terre de monseigneur de Bourgoigne et néantmoins fist tant qu'il en ot la maistrise et puissance et le mena en prison à Habourdin.

Requis pour quelle cause il a la devers ledit Jehan Le Couchis en son hostel le jour précédent, a dit et respondu qu'il y ala parler à lui parce qu'il l'avoit fait adjourner à Lisle pour veoir enteriner les lettres del inqueneclave empétrée par lui de monseigneur et non pour autre cause et y soupa et jut et autre chose n'en scet.

Tout veu, il a esté dit à Giles Dablain, bailli de Habourdin, que il est tenus de rendre ledit Jehan Le Couchis, veu qu'il appert par informacion qu'il fut pris en la terre de monseigneur de Bourgoigne, laquelle informacion a esté leue en sa présence. Lequel bailli a promis et accordé de le mettre hors des prisons dudit messire Canlers et parmi ce en a esté envoyé ledit bailli sans amende non obstant qu'il soit subiect de monseigneur demourant à Seclin et li a esté enjoint à maistre que dores en avant il ne entrepringne contre les drois et justice de monseigneur qui est son seigneur naturel, lequel a respondu que non fera il.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Chambre des Comptes de Lille, B. 1108, n° 18.741, pièce en papier.

Nº 16

*Conditions que l'on ordonne d'observer par ceulx qui
demandent la franchise à Haubourdin.*

Premier

De faire apparoir de certificat du pasteur du lieu de la résidence du requérant franchise, de ce qu'il est catholique et at faict les debvoirs de semblable personne aux Pasques et que de ce il en donne apaisement à monsieur le Pasteur de Haubourdin.

Que au plustot il ait à aller à la confesse et à la Communion.
Qu'il ait à observer les statuts et ordonnances du lieu, notamment de n'estre en taverne les festes et dimanches durant l'office divin, à péril d'amende, de n'estre sur les rues après neuf heures du soir, de ne porter armes offensives, fors ung cousteau sans pointe, le tout à péril de pareille amende.

De ne sortir de la franchise sans congé de monsieur le Bailly ou son lieutenant, à péril de perdre le fruict et effect de ladite franchise et de la debvoir prendre de nouveau et en payer nouveaux droicts, oultre et pardessus ce que telle sortie est à sa risque.

Qu'il serat obligé d'assister la justice toutes fois qu'il en serat requis et faire ce que luy serat commandé.

Qu'il ne pourrat deuments faire apparoir ou par tesmoings produicts par devant la justice de Haubourdin, ou par copie des informations tenues par les gens de loy du lieu ou le cas est arrivé, du succès de l'homicide commis, en dedans le temps et soubz l'amende que luy serat enjoincte par les gens de loy à péril d'y ultérieurement prouveu et ordonné comme on trouverat convenir.

ARCHIVES COMMUNALES D'HAUBOURDIN. — BB. 1. Folio 77 recto.

*Registres pour les homicides réfugié en ceste viscontée de
Haubourdin, depuis le premier de juillet XVI^e et treize.*

Du XVIII^e dudit mois et an. Pardevant Jehan Becquet, lieutenant dudit Haubourdin, ès présences de Maximilien Herreng, Nicollas Le Mesre et Pierre Le Roy, hommes de fiefz, at esté accordé franchise à Anthoine Moucque, filz de feu Lambert, réfugié en ceste viscontée pour avoir esté présent à certain homicide advenue à Violaine en la personne de Pierre De Courchielles sur condition de soy reigler selon les ordonnances avant dite, aiant prins icelluy pour sa demeure la logis Jehan Du Thoit, tavernier demeurant à l'Escu de Franche, moy présent greffier soubseigné. — Signé — Le Roy, 1613. Du Ve jour du mois d'aoust XVI^e treize. Pardevant ledit lieutenant, ès présences d'Anthoine Bourgette, Maximilien Herreng et Pierre Le Roy, hommes de fiefz dudit Haubourdin at esté accordé franchise pour le terme de six sepmaines à Philippes de Lens, filz de feu Martin, natifz de Lille, pour par luy avoir commis ung homicide d'ung coup de cousteau en la personne d'ung josne homme dudit Lille, nommé. (1) comme appert par les informations estant reposante ès mains du grand bailly, sur condition de soy comporter et maintenir comme devans, aiant prins résidence au logis Guillamme Le Loncq, tesmoins moy présent, greffier soubseingnez (signé) Le Roy, 1613. — Du 19 de septembre 1615. Pardevant Jehan de Cautelbeke, escuier, grand bailli de Haubourdin, présens Jehan Becquet, Maximilien Herreng, Anthoine Cordonnier et aultres hommes de fiefz dudit Haubourdin, at esté accordé franchise à Martin Jonzetz demeurant lors au faulx bourgs de

(1) En blanc dans le registre.

le Barre à Lille, pour par lui avoir commis certain homicide en la personne de Nicollas De Lescluze, demeurant audit faulx bourg, d'un coup de coustel desseure la mamelle gauche, sur condition que dessus, moy présent, greffier (signé) Le Roy, 1615.

1617. Franchise accordée à Robert Bisart, de Lomme. —
1619. Franchise accordée à Adrien Gossart, de Santes. —
1619. Franchise accordée à Guillaume Cophie, de Béthune.
— 1619. Franchise accordée à Philippe Maille, d'Annœullin. —
1619. Franchise accordée à Jean Wauquiez, d'Armentières. —
1624. Franchise accordée à Josse Descamps, de Quesnoy. —
1627. Franchise accordée à Noël Bosquillon, de Houdain.

ARCHIVES COMMUNALES D'HAUBOURDIN. — BB. 1 (Registre).
Registre des Franchises accordées depuis juillet 1630
jusqu'à 1669. F^o 78 à 90.

N^o 18

LETTRES DE RÉMISSION OU RAPPELS DE BAN

(ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — B. 1681 à 1824)

NÉCHIN (Le Lobel, Terre Franche à)

Desfrennes, Jean. — B. 1773. F^o 159 verso. Année 1562.

Defrennes, Charles. — B. 1794. F^o 302 verso. Année 1606.

Descamps, Charles. — B. 1795. F^o 181 verso. Année 1607.

« Albert et Isabel, etc. ; Sçavoir faisons à tous, présens et
advenir, nous avoir reçu l'humble supplication de Charles
Descamps, jeune homme, filz de Jean, *de la paroiche de Néchîn,
soubz la jurisdiction de la seigneurie de Lobel, enclavée entre*

le Tournésiz et la châtellenie de Lille, ressortissant par appe
à Gand, contenant que »

Deleburie, Louis. — B. 1797. F^o 69.

Delescluze, Pierre. — B. 1798. F^o 51 verso. Année 1612.

Bruslois, Gérard. — B. 1803. F^o 20 verso. Année 1616.

Delerue, Antoine. — B. 1808. F^o 107 verso. Année 1622.

Delerue, Antoine. — B. 1811. F^o 11 verso. Année 1626.

Dutroncquoy, Jean. — B. 1815. F^o 115. Année 1638.

Planque, Jean. — B. 1815. F^o 14. Année 1641.

Ducastillon, Etienne. — B. 1815. F^o 38 verso. Année 1641.

Deleplanque, Jean. — B. 1818. F^o 88 verso. Année 1645.

Dubar, Antoine. — B. 1822. F^o 14 recto. Année 1655.

TOURCOING (dit les Francs)

Dupont Hacquinot. — B. 1729. F^o 67 recto. Année 1518.

« Charles, etc. Savoir faisons à tous présens et avenir nous
avoir receu l'umble supplication de Hacquinot Du Pont, dit
Gros Jean, jeusne filz et Guillebin Gallant, aussi jeusne filz à
marier, manouvrier, parci devant demourans au village de
Bondues, termes de nostre chastellenie de Lille, contenant
comme il soit ainsi que le dimence devant le jour de touz les
Saintz, anno XV^e et seize, lesdits supplians et autres jeusnes
compaignons, telz que Noël Destailleurs, Anthonin de Holle-
becque, lors vivant et à présent deffunct et autres se trouvèrent
au disner ensamble au cabaret que l'on appelle Brun-Pain
en la paroisse de Torcoing, sur les frans fiefz, illec enclavez,
et firent bonne chièze et joyeuse. (Suit le récit de la lutte et
de la mort d'Anthonin de Hollebecque.) »

Fauvarque Bernard. — B. 1736. F^o 121 recto. Année 1525.

« Charles, etc. Savoir faisons à tous A cause

de quoy et cuidant que ce eussent fait ses compaignons, lesquelz il ne avoit veu toutesfois mesler dudit desbat, il se retira dès le propre soir *sur terre franche* Et quant audit suppliant il s'est tousjours tenu absent *et en lieu franc* pour révérançe desdits appeaulx et doubtant l'emprisonnement de son corps soubz umbre de ladite présumpcion et n'oseroit jamais estre ne converser en nosdits pays et seigneuries.

TOURCOING. — B. 1694. Folio 25. Recto.

Mote Jean et Pers Henry. Année 1469.

Charles, etc. Savoir faisons à tous présens et avenir, nous avoir receu l'umble supplicacion de Jehan Mote et Henry Pers, son beau-frère, hommez mariez, chargiez de pluseurs enffans, contenant comment parci devant feu Jehan De Deurewarde, cordewanier, en son vivant demourant à Torcoing, en nostre chastellenie de Lille, aussi homme marié et ayant pluseurs enffans, tint en adultère constant sondit mariage, une jeune fille nommée Margot Thiepont, qui estoit niepce dudit Jehan Mote, suppliant, par l'espasse de quatre ans ou environ et jusques à Pasques derrenièrement passées que elle se retray devers sondit oncle suppliant et autres ses parens et amis et leur pria qu'ilz la vouldissent aidier tellement qu'elle feust séparée dudit De Deurewarde affin qu'elle peust délaissier la deshonneste vie et le péchié qu'elle y maintenoit et dès lors en avant soy entretenir et vivre gracieusement et honnestement comme elle désiroit. Et ce oyant par lesdits parens et amis d'icelle fille, meismement affin de le retraire dudit péchié, le receurent en grâce. Et en ensuivant se icellui Jehan Motte, suppliant, meu de pitié et pour mieulx faire que laisser, mist

ladicte fille, sa niepce demourer en la ville de Lannoy, à l'oste de Piérart Motte, son frère, dont ledit De Deurewarde fut très mal content et fist dire à deffunct Jaquemin Mote, frère dudit Jehan suppliant, par aucun de ses voisins que se il ne lui faisoit ravoïr icelle fille et ses biens il le tueroit. Et certain temps après, assavoir à l'entrée du mois de juing, lors ensuyvant et derrain passé, ainsi que ledit Jaquemin aloit pour faire sa labeur et que son chemin s'adressoit de passer par devant la maison dudit De Deurewarde, icellui De Deurewarde incontinent qu'il appareceust ledit Jaquemin sailli hors de sadicte maison à tout ung arc et des flesches et contraindy icelluy Jaquemin à soy mettre en fuyte et à se sauver en une maison. Et ce meisme jour lesdits supplians et avec eulx icellui Jaquemin, qui avoit ung petit planchon en sa main, en retournant de faire leur labeur, passoient eulx trois ensemble par devant ou au près de ladicte maison et si tost que la femme dudit De Deurewarde les apperchut leur dist que ilz ne passassent point par devant icelle maison, car se son mary les apperchevoit il leur pourroit faire desplaisir. Et oyant par ledit De Deurewarde lesdites parolles comme homme foursené et plain de l'annemi, sailly encoires de rechierf hors de ladite maison à tout ung arc et de flesches et tira après lesdits Jaquemin et supplians en les eseriant à la mort. Ce veant iceulx supplians et Jaquemin, pour eulx préserver du dangier de leurs corps et par especial ledit Jaquemin qui se bouta ou cop et aussy fist ledit Henry suppliant, abbati et bouta jus ledit De Deurewarde ; et quant il fut par terre, icellui Jaquemin lui donna un cop en son corps dont environ huit jours après il termina vie par mort. Obstant lequel cas lesdits supplians, doubans rigueur de justice, se sont absentez du pais et durant leur absence ont esté appelez à noz droiz et bannys par noz bailli et hommes de fief de nostre Salle de Lille, hors de nostre bailliage de Lille à tousjours et à toutes nuis sur le hart en leur donnant tiltre tel qu'il s'ensuit :

Le XXVI^e jour de novembre, l'an mil CCCCLXIX, Jehan et Jaquemin Motte, frères et Henry Le Pers furent par les bailli et hommes de fief de la Salle de Lille bannis à tousjours et à toutes nuis hors du bailliage dudit Lille et sur le hart, pour ce que en la paroisse de Torcoing ilz avoient batu et navré Jehan Deurewairde, dont il termina vie par mort et furent les deffenses faictes en la manière accoutumée. *Et à ceste cause ont puis nagaires, par vertu de certainnes de noz lettres patentes esté prins des francz fiefz deppendans de nostre chastel de Tenremonde, où ilz s'estoient retraiz et ont esté constituez prisonniers et sont en voye de y finir misérablement leurs jours,* se nostre grâce et miséricorde ne leur estoit sur ce impartie. Dont actendu que entre autres choses ilz ont adez esté gens de bonne vie, fame et renommée sans oncques avoir esté actains ne convaincuz d'aucun vilain cas, blasme ou reproche et qu'ilz ont satisfait partie si comme ilz dient, ilz nous ont très humblement supplié et requis. Pour ce est-il que nous ces choses considérées, etc. . . . Donné en nostre ville de Bruges, ou mois de mars, l'an de grâce mil CCCC soixante et neuf. Ainsi signé : Par monseigneur le Duc G. Hautain et visa.

RAIMBEAUCOURT. — B. 1681-1824.

- B. 1681. Discussion des limites de Flobee et Raimbeaucourt.
- B. 1754. Carpentier, Pierre. F^o 22. Année 1542.
- B. 1787. Lagache, Pierre. F^o 119. Année 1583.
- B. 1798. Mortreux, Alexandre. F^o 71. Année 1612.
- B. 1803. Dupuich, Pasquier.

B. 1798. Folio 71. Année 1612. Mortreux, Alexandre.

Albert et Isabel etc. Sçavoir faisons, à tous présens et

advenir, nous avoir receu l'humble supplication et requeste d'Alexandre Mortreux, homme vefve, fort eaigé, demeurant au village de Raimbaucourt, contenant que doiz le vingt-cinquième de janvier XVI^e et deux, il se seroit trouvé au village de Rotz, jurisdiction de nostre baillage de Lens, ou il auroit prins son repas avecq Jehan Le Quesne, en la maison de Jacques Bercus, hoste audit lieu, ou ayans compté et payé leur escot, furent appelez par ung nommé Jehan Boccu, et aultres qui furent en la dite maison, pour boire une fois en leur compaignie, ce que feist le remonstrant, estant suyvy dudit Quesne, tellement qu'illecq furent meuz aucuns propos entre ledit remonstrant et icelluy Le Quesne, et entre aultres propos dirent l'ung à l'autre en ces termes : Je y seray aussy bien que toy. Cause pourquoy ledit Jehan Boccu dict audit remonstrant qu'il ne vouloit avoir noise en sa compaignie qui fut cause que ledit renconstrant sortit de ladite compaignie. Et tost après y retourna pour redemander son cousteau qu'il y avoit laissé. Lequel luy estant rendu sortist incontinent, et peu après y rentra de rechief, ou rencontrant ledit Le Quesne, près la cheminée de la chambre ou ilz estoient, après plusieurs propos et contentions entrevenuz, ledit renconstrant transporté de colère aggressa ledit Du Quesne et luy inféra ung coup de cousteau en la gorge, duquel étant blessé à playe ouverte et sang coulant, gardant sa maison, il seroit décédé environ dix à onze jours après au très grand et indicible regrez dudit remonstrant, qui depuis ledit temps *pour craincte de la justice se seroit retiré audit Raimbaucourt (lieu de franchise)* ou il se tient encores présentement, ayant piéça satisfait à partie intéressée, comme il appert par l'attestation à nous exhibée de la justice dudit lieu et de partie mesme. Et comme ledit exposant est amèrement repentí de ce fait et qu'en oultre considérant la misère de ce monde et veuillant terminer le reste de ses vieux jours en pénitence pour ses mesuz passez,

il désire rendre hermite, il a prins son refuge à nous, suppliant en toute humilité qu'en considérant de sa grande repentance, la longue de près de dix ans et demy et sondit desseing de se rendre hermite, il nous pleuist pour la mort de Nostre Seigneur Jhesu-Christ, luy remettre et pardonner ledit homicide, et sur ce luy ottroyer noz lettres patentes en tel cas requises. Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées, et sur icelles en l'advis de noz chiers et féaulx les lieutenant et officiers de nostre baillage de Lens, audit Alexandre Mortreulx suppliant, inclinans favorablement à sadite supplication et requeste et luy veuillans en ceste partie préférer grâce et miséricorde à rigueur de justice, avons au cas dessus dit quieté, remis et pardonné, quietons, remettons et pardonnons de grâce espécialle par ces présentes le cas et homicide cy-dessus déclairé, ensemble toute paine, amende et offense corporelle et criminelle, en laquelle pour raison et en l'absence d'icelluy, et ce qu'en dépend il peult avoir mesprins et offencé envers nous et justice, en le remectant et le restituant quant à ce à ses bonnes fame et renommée en tous nosdits pays et seigneuries, ensemble à ses biens non confisquez si aucuns en a, tout ainsi et par la manière qu'il estoit auparavant l'advenu dudit cas et homicide, imposant sur ce silence perpétuel à nostre procureur général et à tous noz aultres justiciers et officiers quelxconques, satisfaction toutesfois faite à partie intéressée, premièrement et avant toute œuvre, si faite n'est et elle y chiet civilement tant seulement. Pourveu que ledit suppliant sera tenu amender ledit homicide envers nous aussi civilement suivant l'exigence du cas, la faculté de ses biens et noz ordonnances sur ce faites, et avec ce de payer et reffondre les fraiz, mises et despens raisonnables de justice si aucuns en ont esté pour ce faitz. Le tout à l'arbitraige et taxation de noz amez et féaulx les président et gens de nostre Conseil provincial d'Artois, que committons à

ce, ausquelz mandons que appelez par devant eulx ceulx qui pour ce seront à appeller, ilz procèdent bien et deuement à la vériffication et intérimement de ces dites présentes, selon leur forme et teneur et à l'arbitraige et tauxation de ladite amende civile et des despens de justice susdits, lequel intérimement ledit suppliant sera tenu requérir en nostre dit Conseil d'Artois en dedans six mois prochainement venans, doiz la date de cestes, sur paine de perdre l'effect d'icelles. Et ce fait et icelle amende civile taxée et payée ès-mains de celluy de noz recepveurs ou aultre officier qu'il appertiendra (lequel sera tenu en faire recepte, rendre compte et reliqua à nostre prouffit avecq les aultres deniers de son entremise) ilz et tous aultres noz justiciers, officiers et subjectz présens et advenir, cui ce regardera, leurs lieutenans et chascun d'eulx en droit soy et si comme à luy appertiendra facent, seuffrent et laissent ledit suppliant de ceste nostre grâce, rémission et pardon, et de tout le contenu en ces dites présentes selon et par la manière que dit est, plainement, paisiblement et perpétuellement joyr et user, sans luy faire mettre ou donner, ni souffrir estre fait, mis ou donné, ores ny ez temps advenir aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire en corps ny en biens ou manière quelconque, ains si son corps, ou aucuns de sesdits biens, sont ou estoyent cy après à la cause dicte prins, saïsiz, arrestez ou empeschez, les mettent ou facent mettre incontinent et sans délai à plaine et entière délivrance, car ainsi nous plaist-il. Et afin que ce soit chose ferme et stable à tousjours nous avons fait mettre nostre séeł à ces dites présentes, saulf en aultres choses nostre droit et l'aultruy en toutes. Donné en nostre ville de Bruxelles, au mois de may, l'an de grâce mille six cens et douze. Paraphé : G. VI. Sur le ply estoit escript : Par les Archiducqz en leur Conseil, signé : T. de Berti.

HAUBOURDIN. — B. 1691, folio 107. Verso. Pierre Laury. 1466.

Phelippe, par la grâce de Dieu, duc du Bourgogne, etc. Savoir faisons à tous présens et avenir, nous avoir receu l'humble supplicacion de Piéret Laury, contenant que ou mois de décembre, l'an mil quatre cens soixante trois ledit suppliant par notre Gouverneur de Lille ou son lieutenant, fut appelé à noz drois pour raison et à cause de ce que ledit suppliant, estant en la ville de Haubourdin, *là ou il se tenoit en franchise* s'estoit d'illec party et alé en la parroiche de Hallennes, en nostre chastellenie dudit Lille, là ou il avoit assailly, batu et navré de trait et autrement ung nommé Hacquinet De le Haye. *Et depuis ledit suppliant qui lors se lenoit ès terres franchises de l'Empire au Pont à Tresin en nostre dicte chastellenie de Lille*, avoit fait envayssement sur Hacquinet Bernard. dit Coulet, Olivet Gruart et Haquin Le Fèvre qui passaient la cauchée audit lieu du Pont à Tressin et en ce faisant avoit usé de trait sur ledit Coulet, en comtempt de ce qu'il lui imposoit avoir esté en l'ayde de justice pour le prendre et faire prisonnier. Et avec ce ledit suppliant avoit esté paravent présent, aydant et confortant ou le bastard Torlequesne et ses complices envoyrent et batirent Symonnet Laucry et prononcées par les paisans et jurez de nostre ville de Douay en enfroignant lesdites assurances pour lesquels deux premiers cas ledit suppliant après plusieurs deffaulx lors fut banny par nostredit Gouverneur de Lille ou de sondit lieutenant à toujours hors de noz pais et conté de Flandres, lequel ban ledit suppliant des lors et jusques à présent en toute obéissance a souffert et porté paciemment et s'est tenu absent d'iceulx nos pais et conté de Flandres, esquelx il n'oseroit jamais retourner, estre, converser ne demourer, aincois lui conviendrait aler vivre ailleurs en estranges marches et contrées en grande povreté et misère, se nostre grâce et miséricorde ne lui estoit sur ce impartie. De laquelle actendu ce que dit est et que en

autres choses il avez esté homme de bonne vie, fame, renommée et honneste conversacion sans oncques mais avoir esté actaint, reprints ou convaincu d'aucun autre villain cas, blasme ou reprouche si comme il dit, il nous a très humblement supplié et requis. Pour ce est-il que nous les choses dessusdictes considérées, ayans pitié et compassion dudit suppliant, et lui voulans en ceste partie grâce et miséricorde préférer à rigueur de justice, à icellui suppliant inclinans à sadite supplicacion, avons ou cas dessusdit quicté, remis et pardonné, quictons, remetons et pardonnons de grâce espéciale, par ces présentes, les cas dont dessus est faicte mencion, ensemble toute peine, amende et offense corporelle et criminelle, enquoy pour occasion des choses devant dictes, leurs circonstances et dépendances, ou aucunes d'icelles, il a et peut avoir mespris et offendu. envers nous et justice. Et en oultre de nostre plus ample grâce, lui avons aussi quicté et rapellé, quictons et rappellons et mettons au néant par ces dites présentes tous bans, appeaulx, contumaces et deffaulx qui à la cause dicte se fait et pevent estre faiz et ensuыз sur et alencontre de sa personne. Et l'avons quant à ce restitué et restituons à ses bonnes fame et renommée au païs et à ses biens non confisque s'aucuns en ya, en imposant sur ce silence perpétuel à nostre procureur et à tous autres noz officiers quelxconques, satisfacion toutesvoyaes faictes aux parties intéressées, premièrement et avant toute euvre se faicte n'est civilement tant seulement. Et parmi ce aussi que ledit suppliant l'amendera envers nous civilement selon l'exigence des cas et la faculté de ses biens, à l'arbitraige et tauxacion de nostre Gouverneur de Lille ou de son dit lieutenant que à ce commectons. Si donnons en mandement à icellui nostre Gouverneur de Lille ou sondit lieutenant, que appelez ceulx qui pour ce seront à appeller, il procède ou face procéder bien et deument à la vérificacion et entérinement de cesdites présentes et à l'arbitraige et taxa-

cion de ladite amende civile, ainsi qu'il appartiendra. Et ce fait et ladite amende civile taxée et arbitrée et payé à nostre receveur cui ce regarde, lequel sera tenu d'en faire recepte à nostre proffit. Mandons en oultre à nostre dit Gouverneur de Lille et à tous noz autres justiciers et officiers présens et avenir, leurs lieutenans et à chascun d'eulx en droit soi et si comme à lui appartiendra, que de noz présentes grâce, quictance, pardon, rémission et rappel de ban, selon et par la manière que dit est ilz facent, souffrent et laissent ledit suppliant plainement, paisiblement et perpétuellement joyr et user, sans lui faire mectre on donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne ou temps avenir, en corps ne en biens, quelconque arrest, moleste, destourbier ou empeschement au contraire. Mais aincors se son corps ou aucuns de sesdits biens non confisqueus estoient ou sont pour ce prins, saisiz, arrestez ou empeschiez, les lui mectent ou facent mectre tantost et sans délay à plaine et entière délivrance, car ainsi nous plaist-il estre fait.

Et afin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons fait mectre nostre séeel à ces présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée en nostre ville de Lille, ou mois de novembre, l'an de grâce mil quatre cens soixante et six. Ainsi signé : Par monseigneur le Duc à la relacion du Conseil, G. Batault, visa.

(En marge.) Soit prins garde se le Gouverneur de Lille, fait recepte de ceste amende.

Le Gouverneur de Lille de ce temps ne l'autre Gouverneur subséquent n'en rendent aucune chose, pourquoy monseigneur de Formelles, présent gouverneur en est chargé en la fin de son compte de l'an LXX, fini au XII^e janvier.

B. 1786. Folio 160, recto. — De Wattignies Maclau, 1584.

B. 1797. Folio 24, recto. — Rogier Martin, 1610.

B. 1799. Broutin, Jaspard. — B. 1805. Hochart, Eustache.

B. 1823. Beudart, Jacques. — B. 1822. Du Riez, Jacques, mayeur.

B. 1822. Folio 20, recto. — Du Riez. Jacques, mayeur, année 1655.

Philippe, etc. Sçavoir faisons à tous présens et à venir, nous avoir receu l'humble remonstrance de Jacques Du Riez, naguères mayeur de Haubourdin, lez nostre ville de Lille, que le 28 juillet 1653, retournant de ladite ville vers sa maison, parvenu qu'il fut aux environs de la justice dudit Haubourdin, auroit rataint le pasteur dudit lieu, qui estoit sur un chariot avecq d'aultres qui retournoient aussi à leurs maisons et comme le remonstrant print la piedsente pour le plus court, ainsi que fait de mesme certain nommé Cormorant et Ronnel et des autres, tindrent le grand chemin d'autant qu'ilz cognoissoient que ledit Cormorant portoit inimitié audit remonstrant et qu'il estoit homme fort redoubté et par ainsy craignoient que ledit Cormorant eut prins querelle comme il arriva, passant chemin qu'il vint tenir en propos : voilà ce grand criant Jacques du Rieu et le remonstrant ne sçachant néanmoins le mauvais dessein qu'il luy port, continua toujours chemin de la piedsente avecq ledit Cormorant et Ronnel et arrivez qu'il furent de quelques six verges à la place, venant vers ledit Haubourdin, ledit Cormorant mouvoit quelque dispute à l'encontre ledit remonstrant, luy reprochant qu'il se qualifioit mayeur et qu'il ne pouvoit faire et entretenir ce debvoir, à quoy le remonstrant répartit que c'estoit tant pire pour luy, qu'il ne faisoit mieux son office, ce qu'entendu par ledit Cormorant luy dit qu'il n'estoit homme de bien et ledit remonstrant luy demanda pourquoy et qu'il le prouvast; l'autre luy répliqua aussytost qu'il ne le fallut prouver; sinon monstrant à iceluy

remonstrant le gibet lui dit, mordieu voilà le gibet qui te le prouvera, quand t'y seras attaché. Et se disant ledit Cormorant avecq le remonstrant commencèrent à se battre chacun avecq un baston et ledit Cormorant levant premier le baston pour en offenser le remonstrant, mais il en fut diverty par ledit Ronnel qui retint ledit baston et s'ayant eschappé s'auroit jetté sur ledit remonstrant et puis l'ung et l'autre auroient tombé par terre, jetté leurs bastons sur eux et en aprins prins leur coutelas et lors que ledit Cormorant cuida se relever, iceluy remonstrant luy donna un coup et puis se retira et se jetta pardessus un fossé; puis ledit Cormorant le poursuivant encore plus félonnement, garny en main d'un grand cousteau, disoit au remonstrant, tien bon et ne t'en fuy plus, mais retournant vers ladite placette, et ledit Cormorant ne pouvant arriver au remonstrant tomba par terre et s'ayant encore relevé, poursuivit de rechef ledit remonstrant, disoit qu'il estoit blessé, de laquelle blessure et quelque peu après il auroit terminé sa vie par mort au grand regret dudit démonstrant suppliant par ainsy (qu'ayant révérendé la justice par sa retraite, arrière de sa femme et enfans, à leur très grand préjudice) de pouvoir retourner chez soy et luy estre accordées lettres de rémission qu'il demande. Pour ce est-il, etc. L'interinement pardevant ceux de la Gouvernance de Lille. Faict à Bruxelles, le 4^{me} jour de may 1655, *Signé* : HOUTART.

BLANDAIN

Delarue, Jean. — B. 1710. F^o 62. Année 1499.

Bonte, Jean. — B. 1763. F^o 95 verso. Année 1555.

Du Chastellier, Nicolas. — B. 1774. F^o 109. Année 1563.

Willefart, Philippe. — B. 1775. F^o 137 recto. Année 1564.

Maes, Pierre. — B. 1782. F^o 11. Année 1577.

Chastellain, Gilles. — B. 1786. F^o 39 recto. Année 1583.

Philippe, etc. Sçavoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir receu l'humble supplication de Gilles Chastellain, du *francq empire de Blandaing*, chargé de femme et six enfans, contenant que environ le my d'aoust de l'an quatre-vingtz-et-ung, estans venu visiter sur ung après-disner Martin de Zide, demourant *aux francqz empires dudit Blandaing*, chez lequel il manouvroit,

Quesnoy, Josse. — B. 1786. F^o 5 verso. Année 1583.

Gaillet, Jean. — B. 1787. F^o 81 verso. Année 1586.

Philippe, etc., Sçavoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir receu l'humble supplication et requeste de Jehan Gaillet, povre homme, demourant à Blandaing, *pays et francq empire*, contenant que

Delagrance, Jean. — B. 1793. F^o 338. Année 1603.

Trefferie, Pierre. — B. 1794. F^o 171 verso. Année 1605.

Mas, Philippe. — B. 1795. F^o 21 verso. Année 1606.

Fruict Walerand. — B. 1799. F^o 3 verso. Année 1613.

Gaillet, Hugues. — B. 1806. F^o 132 verso. Année 1619.

De Lespinoy, Jean. — B. 1806. F^o 56 verso. Année 1619.

Blauwet, Adrien. — B. 1806. F^o 73. Année 1619.

Descamps, Philippe. — B. 1807. F^o 260. Année 1621.

Albert et Isabel, etc. Sçavoir faisons à tous présens et advenir que nous avons receu l'humble supplication et requeste de Philippe Descamps, demeurant *aux francqz empires*, paroisse de Blandaing, contenant que

Gruart, Léon. — B. 1813. F^o 120. Année 1635.

Leclercq, Pierre. — B. 1820. F^o 58. Année 1649.

Mireu, Hugues. — B. 1822. F^o 39 verso. Année 1655.

Philippe, etc. Sçavoir faisons à tous présens et à venir nous avoir receu l'humble remonstrance et requeste de Hugues Mireu, demeurant au village de Blandain, *terre de franche*

Empire, enclavée dans les chastellenies d'entre Lille, Courtray, et Tournésis, contenant que

WILLEMS

- Joveneau Huchon. — B. 1731. F^o 8, verso. Année 1520.
Pottier, Jean. — B. 1767. F^o 90, Année 1555.
Dufresne, Jean. — B. 1773. F^o 123, verso. Année 1562.
Leblond, Jean. — B. 1778. F^o 40, verso. Année 1566.
Pollet, Nicolas et Pottier, Gilles. — B. 1787. F^o 101, verso. Année 1586.
De Cottignies, Pierre. — B. 1792. F^o 455, verso. Année 1600.
Fruictz, Jacques. — B. 1797. F^o 124, verso. Année 1611.
Lenard, Jean. — B. 1799. F^o 86. Année 1612.
Béghin, Hubert. — B. 1814. F^o 63. Année 1637.
De Chanterine, Jean. — B. 1818. F^o 118, verso. Année 1645.
-

SANTES

- Bournel, Marguerite. — B. 1716. F^o 14. Année 1505.
Goussart, Jean. — B. 1745. F^o 113. Année 1533.
Dupuich, Olivier. — B. 1750. F^o 72. Année 1538.

Dupuich, Olivier. — B. 1750. F^o 72. Année 1538.
Charles, etc., Savoir faisons à tous présent et advenir, nous avoir receu l'humble supplication de Olivier Dupuich, povre honneste homme marié, chargé de cinq petitz enfans, natif de la paroisse de Santes, en nostre chastellenie de Lille, contenant que le quatriesme jour de Juillet XV^e vingt sept, ledit

suppliant estant buvant en certain cabaret audit Santes, en la compaignie de Jacques Gréame, Robert Pintes, feu lors vivant Anthoine Waullart et autres, sur ce que ledit Waullart appella ung nommé Noël Gallois, lequel passoit devant leur assiette pour venir boire ung trait, ledit suppliant luy déclaira que ledit Noël ne y viendroît et ne vouloit boire en sa compaignie, à quoy ledit Waullart respondit qu'il avoit evocqué ledit Noël et que il y entréreroit et suivant ce ledit Noël entra et but illecq en leur compaignie..... (suit le récit de la lutte : Olivier Dupuich blesse d'un coup d'épée Antoine Waullart qui suc-combe au bout de peu de temps)..... A raison de quoy ledit suppliant, craindant rigueur de justice, *se seroit rethiré au villaige de Templemars, lieu notoirement exempt et seur pour homicides* et auroit illecq résidé l'espace de onze ans et plus faisant journellement sa labeur et jusques ad ce que nagaires ung Jehan Colbin, soy disant lieutenant du prévost des maré-chaulx, commis par monseigneur le conte de Reux, le auroit prins au corps, *faisant son labeur sur le terroir dudit Templemars et le mené prisonnier ès prisons de nostre ville de Lille, à cause de laquelle prinse y a différent meu ou appa-rant mouvoir entre monseigneur le Sénéchal de Haynnau, seigneur dudit Templemars, ou ses officiers et ledit Jehan Colbin, soustenant ledit seigneur sénéchal ledit Jehan Colbin ne avoir peu faire ladite prinse.* Et combien que ledit suppliant n'aist jamais commis autre cas digne de répréhension et qu'il soit autrement de bonne fame et renommée, ayant satisfait à partage et qu'il a depuis esté à nostre service de guerre, ce néantmoingz, craint icelluy suppliant enfin d'estre mis au derrain suplice pour ledit cas, n'est que nostre grâce et miséricorde ne luy soit sur che impartye très humblement requérant icelle. Pour ce est-il, etc.

Buisine, Jean. — B. 1759. F^o 32. Année 1547.

Brassart, Michel. — B. 1767. F^o 94, Année 1556.

Buisine, Adrien. — B. 1770. F^o 91, verso. Année 1558.
Brassard, Roland. — B. 1776. F^o 37, verso. Année 1564.
Luisine, Jean. — B. 1777. F^o 75.
Hazebrouck, Mathieu. — B. 1787. F^o 173. Année 1587.
Herlaut, Robert. — B. 1774. F^o 108. Année 1563.
Muteau, Jacques. — B. 1791. F^o 174. Année 1595.
Dauchy, François. — B. 1793. F^o 398. Année 1603.
Lemahieu, Antoine. — B. 1794. F^o 19. Année 1604.
Pinte, Antoine. — B. 1795. F^o 55. Année 1606.
Crépel, Sébastien. — B. 1800. F^o 83, verso. Année 1614.
Buisine, Thomas. — B. 1804. F^o 23. Année 1617.
Masure, Bernard. — B. 1807. F^o 202. Année 1621.
Strum, Laurent. — B. 1810. F^o 168. Année 1625.
Burette, Pierre. — B. 1812. F^o 158 verso. Année 1628.
Hazebrouck, Pierre. — B. 1813. F^o 138. Année 1635.
Delehaye Walerand. — B. 1815. F^o 20. Année 1641.
Buisine, Florent. — B. 1820. F^o 9, verso. Année 1648.
Lefebvre, Jean. — B. 1820. F^o 1, verso. Année 1647.
Deroullers, Jérôme. — B. 1823. F^o 70, recto. Année 1658.
Pinte, Antoine. — B. 1823. F^o 65. Année 1658.

HERLIES

Buryer, Jean. — B. 1729. F^o 112, verso. Année 1518.
Buryer, Jean. — B. 1732. F^o 18. Année 1521.
Grau, Guillaume. — B. 1733. F^o 29, verso. Année 1521.
Duhem, Jean. — B. 1735. F^o 137, verso. Année 1524.
Grau, Jacques. — B. 1760. F^o 84. Année 1549.
Buryer, Antoine. — B. 1768. F^o 156, verso. Année 1557.
Leleu, Pierre. — B. 1793. F^o 262. Année 1602.
Delepierre, Liévin. — B. 1796. F^o 134, recto. Année 1608.

- De Ransy, Charles. — B. 1801. F^o 70. Année 1615.
Leleu, François. — B. 1807. F^o 256, verso. Année 1621.
Buryer, Antoine. — B. 1812. F^o 230. Année 1629.
Burie, Jean. — 1813. F^o 115. Année 1635.
Flameng, Jean. — B. 1814. F^o 9. Année 1636.
Lefrancq, Jean. — B. 1818. F^o 102. Année 1645.
Demonstrœul, Jean. — B. 1824. F^o 47. Année 1660.
-

TEMPLEMARS

- De Hellin, Louise. — B. 1695. F^o 56, verso, année 1474.
Duvivier, Jacquet. — B. 1721. F^o 58, verso, année 1510.

Duvivier, Jacquet. Année 1510.

Maximilien etc. et Charles etc. Savoir faisons à tous présens et avenir, nous avoir receu l'umble supplication de Jacquet Du Vivier et Willame Fournier, povres honnestes hommes, chargez de femme et enfans, demourans à Templemars, *terre franche*, enclavée en nostre chastellenie de Lille, contenant comme a environ deux ans, par ung jour de feste, ainsi que lesdits supplians estoient à l'après-disner pour eulx récréer, buvant ensemble et à part en ung cabaret audit lieu de Templemars, ouquel estoit buvant avec autres à un escot et en une mesme chambre, feu Daniel Légier, qui huit jours auparavant avait eu noise de parolles audit Jacques suppliant, icelleluy Jacques désirant paix et union avec ledit feu Daniel, requist audit Willame, aussi suppliant, qu'il se volsist employer d'en faire l'appointement, ce que le dit Willame fist et de fait print ung voire qu'il avoit devant lui et but audit feu Daniel, lui priant dudit Jacques Du Vivier, suppliant et le requérant qu'il le volsist plesger, ce que ledit Daniel reffusa et de fait, soy monstrant de ce courouché, proféra aucunes parolles inju-

rieuses à l'encontre dudit Willame, lequel estant de ce courrouchié, et par ire et chaleur rua ung voire après ledit Daniel, lequel ne fut actaint et ledit cop rué, ung sergent, officier dudit lieu de Templemars, prinst ledit Willame prisonnier et le mena hors de ladite chambre, pendant lequel temps ledit Daniel d'une voire qu'il avoit, frappa après ledit Jacques et l'atraindi en la teste vers le temple, que lors icelluy Jacques soy sentant ainsi bleschié, tempté de l'ennemy, non puissant de résister à son premier mouvement, d'un couteau qu'il avoit, frappa après ledit feu Daniel, lequel par meschief et maleur, il ataindi au corps, dont brief après il fina vie par mort. Et combien que lesdits supplians soient très dolans et repentans de l'advenue dudit cas et homicicide et que d'icellui ilz en aient satisfait et contenté partie, néanmoins pour doubte et révérence de justice se sont absentez de noz pays et seigneuries. Esquelz il n'oseroit jamais retourner, estre, converser ne demourer, ains leur conviendra finer misérablement leurs jours en autres marches et contrées, ce nostre grâce et miséricorde ne leur est sur ce impartie, si comme ilz dient, dont actendu ce que dit est, il nous ont très humblement supplié et requis. Pourquoi nous, etc....

Donné en nostre ville de Malines, ou mois de décembre, l'an de grâce mil cinq cens et dix et de noz règues, de Germaine le XXV^{me} et de Hongrie le XXI^e. Ainsi signé soubz le ploy; Imperator Marguarita et sur le ploy: Par l'Empereur et Monseigneur l'Archiduc en leur Conseil: Verdi Rue.

Cabit, Jean. — B. 1750. F^o 152. Année 1538.

Leconte, Robert (prêtre).—B. 1775. F^o 73, verso. Année 1559.

Bataille, Simon. — B. 1789. F^o 282, verso. Année 1592.

Lefebvre, Bauduin. — B. 1794. F^o 218. Année 1605.

- Mullier, Nicolas. — B. 1796. F^o 240. Année 1609.
Blondeau, Étienne. — B. 1811. F^o 57, verso.
Thiébault Martin. — B. 1811. F^o 78, verso.
Dennœullin, Antoine. — B. 1812. F^o 237, verso.
Mullier, Simon. — B. 1819. — F^o 38.
Caby Bauduin. — B. 1824. F^o 85, verso. Année 1661.
Desmazières Josse. — B. 1824. F^o 31. Anné 1660.
-

EMMERIN

- B. 1693. Folio 82. De Marque Haquinet. — 1469.
B. 1716. Folio 22 verso. Beudart, Louis. — 1504.
B. 1801. Folio 63 recto. Desfontaines Laurent. — 1615.
B. 1813. Folio 67 verso. Laurin, Claude. — 1634.
-

CHÉRENG

- B. 1738. Folio 129, recto. Hennot Toffin. 1526.
B. 1742. Folio 77, verso. Leblancq Pierchon. 1531.
B. 1794. Folio 103, verso. De Gandt, Jacques. 1604.
B. 1807. De Calonne, Jacques.
B. 1814. Folio 41, verso. Walet, Dominique. 1637.

- B. 1738. Folio 129, recto. Hennot Toffin. Année 1526.

Charles, etc. Savoir faisons à tous présens et avenir, nous avoir receu l'humble supplicacion de Toffin Hennot, jeusne compaignon à marier, natif du villaige de Chérens en nostre chastellenie de Lille, contenant comment ou mois de may l'an quinze cens vingt-et-ung, ledit suppliant Pierchon Hennot, son frère, feu lors vivant Haquinot Guilbert, dit Piéton et

autres se transportèrent en la dédicasse de Bouvines en nostre dite chastellenie de Lille ou ilz burent en certain cabaret et après avoir eu plusieurs devises ensemble, certaine noise et différent se meult entre eulx, tellement que, en la fin le dit feu Haquinot Guilbert promist qu'il ne parleroit ne mèneroit danser une josne fille de laquelle Pierchon Hennot, frère dudit supliant estoit amonreulx. Et jasoit que ledit feu Guillebert deust avoir tenu sa promesse, néantmoins tost après en contrevenant à icelle promesse fist le contraire et pour faire despit audit supliant et sondit frère, comme fait à présumer, mena danser ladite josne fille et si accompagna d'un surnommé Desmillescamps, vefve, lequel parloit lors à icelle fille. A cause de quoy ledit supliant véant et considérant le tort et despit que l'on luy faisoit et à sondit frère, se courroucha tellement que en la fin noise et débat se meult entre luy et ledit feu Haquinot Guilbert, de sorte que icelluy supliant, meü d'impacience tira son espée, de laquelle il navre ledit feu Haquinot en l'une de ses mains, et si lui donna ung cop d'estoc vers la sainture ou corroye, à cause duquel icellui feu Haquinot termina le lendemain vie par mort. Et combien que ledit supliant soit amèrement desplaisant de l'advenue dudit cas, lequel a esté commis de chaulde colle et impacience et par le feu d'amours, qui est difficile à estaindre, singulièrement à josnes compaignons, néantmoins il a pour raison de ce esté appelé à noz drois par les officiers de nostre gouvernance de Lille, en lui donnant tiltre tel que s'enssuyt. Taffin Hennot, vous vous estes appelé aux drois de l'esleu empereur des Romains, roy de Germanie, des Espaignes, etc. archiduc d'Autrice, duc de Bourgogne, conte de Flandres, pour et sur ce que avez le jour de la dédicasse de Bouvines, dernier passé, estant audit lieu, accompagné de Pierchon Hennot, vostre frère et plusieurs autres, prins question contre feu lors vivant Hacquin Guilbert, dit Piéton et icellui assailli, batu et navré sur l'une des mains

et de ung cop d'estocq vers la corroye perchant au bas du ventre vers la boudine, à cause de quoy il termina le lendemain vie par mort et ce ou contempt de ce que ledit Hacquin Guilbert avoit mené dansser une josne fille, de laquelle vous Toffin ou vostre dit frère estiés amoureux et qu'il acompaignoit ung quidam vefve, lequel parloit lors à ladite fille, qui est cas de souveraineté et privilégié audit seigneur Empereur, conte de Flandres et querra contre vous la dernière tierchaine le pénultisme jour de may anno XV^e XXI. Ainsi signé : Sic est Cuvillon. A raison de quoy ledit suppliant craindant rigueur de justice et pour doubte d'estre constitué prisonnier, *s'est absenté de nostre dite chastellenie de Lille et retiré en lieu franc*, délaissant ses père et mère et autres parens et amis et ny oseroit jamais retourner, estre, converser ne demourer, combien qu'il ait fait paix à partie, ains lui conviendra misérablement finir ses jours en estranges marches et contrées se nostre grâce et miséricorde ne lui est sur ce impartie, dont attendu ce que dit est, meismement les services qu'il nous a faiz soubz le seigneur de Licques, devant Tournay et ailleurs, aussi qu'il y a déjà six ans passez que ledit cas est commis et que sesdits père et mère sont anciennes gens et qu'il leur seroit doresnavant bien propice pour les ayder à faire leur labeur, il nous a très humblement supplié et requis. Pourquoy nous ces choses considérées, audit Toffin Hennot suppliant, inclinans favorablement à sadite supplicacion et requeste et lui veullans en ceste partie grâce et miséricorde, préférer à rigueur de justice, avons au cas dessusdit quitté, remis et pardonné, quittons, remetons et pardonnons, de grâce espéciale par ces présentes le cas et homicide dessus déclairé, ensemble toute paine, amende et offence corporelle et criminelle en laquelle pour raison et à l'occasion d'icellui les circonstances deppendances il puet avoir meffait, mesprins et estre encourru envers nous et justice, en révoquant et mettant au néant tous

appeaulx, deffaulx, contumasses, et autres procédures que contre lui pevent avoir esté faiz et donnez. Et l'avons quant à ce remis et restitué, remetons et restituons à ses bon nom, fame et renommée en noz pays et seignouries, ensemble à ses biens non confisque, s'aucuns en a tout ainsi qu'il estoit auparavant l'advenue dudit cas et homicide. Imposant sur ce sillence perpétuel à nostre procureur général et à tous autres noz justiciers et officiers quelzconques, satisfaction toutes voyes faite à partie intéressée, premièrement et avant toute œuvre, se faite n'est et elle y chiet civilement tant seulement. Pourveu que ledit suppliant sera tenu amender ledit cas et homicide envers nous aussi civilement, selon l'exigence d'icelluy et la faculté de ses biens et avec ce payer et refondre les mises raisonnables de justice, s'aucunes en ont esté faites, à l'arbitraige et tauxacion de nostre gouverneur de Lille ou son lieutenant que commétons à ce. Si donnons en mandement à icellui nostre gouverneur de Lille ou sondit lieutenant que appelé par devant luy ceulx qui seront à appeller, il procède bien et deuement à la vérificacion et intérimement de cesdites présentes selon leur forme et teneur et à l'arbitraige et tauxacion de ladite amende civile et despens dessusdits. Et ce fait et ladite amende civile taxée, arbitrée et payée, es mains de celui de noz receveurs ou autre officier qu'il appartiendra, lequel sera tenu en faire recepte et rendre compte et reliqua à nostre prouffit, avec les autres deniers de son entremise, il nostre bailli de Lille et tous autres noz justiciers et officiers cui ce puel et pourra touchier et regarder, leur lieux tenans et chacun d'eulx en droit soy et si comme à lui appartiendra facent, seuffrent et laissent ledit Toffin Hennot, suppliant, de nostre présente grâce, rémission, pardon et rappel de ban et de tout le contenu en cesdites présentes, selon et par la manière que dit est, plainement, paisiblement et perpétuellement, joyr et user sans luy faire mettre ou donner, ne souffrir estre fait,

mis ou donné ores ne ou temps avenir, en corps ne en biens aucun arrest, destourbier ou empeschement au contraire en manière quelconque. Mais se son corps ou aucuns de sesdits biens non confisquez sont ou estoient pour ce prins, saisis, arrestez ou empeschez les mettent ou facent mettre incontinent et sans délai à plaine et entière délivrance, car ainsi nous plaist-il. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre séel à ces présentes, saulf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné en nostre ville de Malines, le jour du Vendredi Saint, ou mois d'avril, l'an de grâce mil cinc cens vingt et six et de noz règues, assavoir des Romains et Germanie le IX^e et de Castille le X^e. Par l'Empereur en son Conseil, Verde Rue.

VENDEVILLE

B. 1794. Folio 179, recto. Lambelin, Robert. 1605.

AUBERS

- B. 1750. Folio 77, recto. Vignoble, Thonin. 1538.
 - B. 1758. Folio 4, verso. Dufour, Robert. 1546.
 - B. 1793. Folio 159, recto. Chombart, Robert. 1602.
 - B. 1794. Folio 172. Lecocq, Allard. 1605.
 - B. 1794. Folio 161, verso. Hocq, Jacques. 1605.
 - B. 1799. Folio 128. Lefebvre, Denis.
 - B. 1804. Folio 53. Delebecque, Charles. 1617.
 - B. 1818. Folio 195, verso. Bollinguier, Antoine. 1647.
 - B. 1819. Folio 13. Dufour, Jacques. 1647.
 - B. 1823. Folio 95, verso. Leroy, François, 1659.
-

WAZIERS

- B. 1767. Folio 139. Bureau, Thomas. Année 1555.
B. 1775. Folio 42. Leroy, Jean.
B. 1780. Folio 59, recto. Six, Claude. Année 1569.
B. 1803. Folio 119, verso. Demerville, Jean. Année 1616.
B. 1821. Folio 20, recto. Six, Nicolas. Année 1654.
-

LINSELLES

- B. 1747. Folio 109, recto. Desmarescaux, Jean. 1536.
B. 1774. Folio 90. De Backere, Dominique. 1563.
B. 1777. Folio 108, recto. Hollebecque, Nicaise. 1566.
B. 1787. Folio 178, verso. Leplat, Jean. 1587.
B. 1789. Folio 208, verso. Ghesquière. 1592.
B. 1789. Folio 240. Lelou. 1592.
B. 1791. Folio 237, recto. Leplat, François. 1596.
B. 1800. Folio 158, verso. Nolf Alard. 1614.
B. 1812. Folio 218. Decalonne, Antoine, 1629.
B. 1814. Folio 47, verso. Deleporte, Pierre. 1637.
B. 1824. Folio 22, recto. Ducastel, Jacques. 1660.
- B. 1777. Folio 108, recto. Hollebecque, Nicaise. Année 1566.
Philippe, etc., Savoir faisons à tous présens et advenir nous avoir receu l'humble suplication de Nicaise Hollebecque, povre jeune homme marié, chargé de femme et enfans, contenant comme le XXII^e jour de janvier XV^e soixante quatre, ledit supliant estant venu de Linselle à Commines, en l'hostelerye de l'Escuyer. terme de nostre Chastellenye de Lille, auroit illec accompagné Thomas de Courouble, Wolfaert de Clercq et Jaques Becquaert se récréant illec joyeusement avec eulx

sans avoir quelzques propoz querelleux par ensamble, tant que illec sont survenuz Jaques et Martin Desbonnés, frères, lesquelz se sont aussi mis en leur compaignie et comme ledit Jaques Desbonnés, ayant esté quelque temps de la dite compaignie se seroit avancé de demander et proposer audit suppliant plusieurs questions en la saincte escripture, sentant comme luy sambloit hérésie, ausquelles ledit suppliant craindant estre reprins ne voulut oncques respondre et parce que ledit suppliant perceut que ledit Jaques le vouloit casi contraindre à dispute en ladite matière, print par deux ou trois foiz son manteau pour s'en aller et laisser ladite compaignie. Ce voyant par ledit Jaques, l'auroit par chascune foiz retenu, mesmes luy oster le manteau tant qu'il fust esté constrainct de demeurer en ladite compaignie, provocquant toujours ledit suppliant à ladite dispute, mais comme ledit suppliant continua tousjours en son opinion de ne vouloir respondre ausdites demandes, ledit Jaques se seroit malcontenté et auroit iceluy suppliant, retournant de laisser son cane vers son escot, esté espier à l'huys de ladite maison et iceluy, à grande violence, bouté hors de ladite maison, sans ouyr parole de personne, dont ledit suppliant soy sentant ainsi grevé et agressé, à cause qu'il estoit nud, doubtant que ledit Jaques le provocqueroit à pis faire et mesmes l'agresseroit à coupz de cousteau poignart ou autrement, se seroit advisé de tirer son cousteau taillepain, duquel par malheur et par cas fortuit à cause qu'il ne veoit personne il auroit attainct ledit Jaques en son espaule senestre. Ce fait ledit Jaques estant rentré ainsi bleschié sur sondit escot et voyant son frère Martin qu'il se malcontentoit, estant iceluy garny de cousteau taillepain nud en intention de courir après ledit suppliant, auroit prié à iceluy son frère qu'il se voulsist contenter, disant qu'il pardonnoit très volontiers audit suppliant le fait, bien sçachant que cestoit par sa faute qu'il estoit blessé. Et combien que icelle blessure n'apparaissoit estre mortelle

ny dangereuse, si est toutesfoiz advenu que ledit Jaques Desbonnés, aucuns jours après seroit terminé vie par mort, au grand regret dudit suppliant, lequel partant n'oseroit retourner hanter ni converser en nos pays, terres et seigneurie, ayns d'icelles l'en conviendra à tousjours demourer absent et vivre misérablement en estranges régions, se nostre grâce et miséricorde ne luy est sur ce impartie, de laquelle attendu ce que dit est, il nous a très humblement supplié. Pour ce est-il, etc.

Donné en nostre ville de Bruxelles, au mois de may, l'an de grâce mil cinq cens soixante six, de nos règnes, etc. Sur le ply estoit escript : Par le roy, en son Conseil, et signé : Bourgeois.

B. 1824. Folio 22, recto. Ducastel, Jacques. Année 1660.

Philippe, etc. Nous avons receu l'humble supplication et requeste de Jacques Du Castel, tavernier à l'enseigne de La Bassée, en la paroisse de Lincelles, *terre franche*, contenant que Jacques Demeral, ayant le 13^e de septembre 1655, après midy gaigné au jeu de la boulle au jardin du remonstrant dix pattars contre Alard Nolf, manant dudit lieu, ilz se seroient retiréz sur les cinq heures du mesme jour en la cuysine dudit remonstrant afin d'y boire la perte, de laquelle toutesfoiz ledit Nolf ne voulant payer que la moictié à raison de sa pauvreté, ledit Demeral ne voulut acquiescer, nonobstant les prières et intercessions dudit remonstrant, ainsy que de sa femme et Alexandre de Noyelles, laboureur, demeurant à Commynes, luy représentant entre autres la pauvreté dudit Nolf et la charité qu'il feroit en lui quictant ladite moictié. Il dit pour toute response que s'il auroit perdu on le feroit bien payer. Et partant dit audit Nolf, frappant avecq un baston sur la dresse,

qu'il les payeroit entièrement et mesmes avant la sortie. Surquoy ledit remonstrant prit la parolle et luy demanda si ce seroit luy qui feroit le maistre dans sa cuysine. Aussytost la femme du remonstrant sortit de sa chambre entendant ces propos, requérant son mary de ne se mesler de ceste affaire et alléguant audit Demoral qu'il debvroit estre honteux de quereller pour un tel subject, puis que ledit Nolf estoit très content de luy donner satisfaction de la moitié et qu'il sçavoit bien, avant bouler qu'il auroit gagné. Surquoy voyant ledit remonstrant que ledit Demoral irritoit de plus en plus et notamment contre luy et contre sadite femme, dont pour l'intimider le remonstrant prit un cousteau en main duquel, poussé de colère par les impertinences et insolences continuelles dudit Demoral, traversant la cuysine, luy donna un coup d'iceluy en la poitrine au dessoutz de la mamelle gauche, dont quelques peu d'heures après, iceluy Demoral en seroit décédé proche de ladite bouloire au grandissime regret du remonstrant. Dont pour éviter la rigueur de justice, s'estant exilé dès lors et se trouvant accablé de misère et pauvreté avecq sa femme et grand nombre de petitz enfans, il s'est prosterné à noz pieds et a supplié très humblement qu'il nous pleust luy remettre et pardonner ce qu'il peut avoir mesfaict au cas susdit. Pour ce est-il, etc., l'intérinement par devant, etc. et d'une amende etc. de quarante florins au prouffit des exploit etc. Faict à Bruxelles le 8 de juin 1770. Signé : Routart.

DEUXIÈME PARTIE

N^o 19.

1389. — *Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, par lesquelles il fait défense de contraindre et imposer les habitants de Templemars et Vendeville ailleurs qu'avec les sujets de la Châtellenie de Ninove, dont ils sont ressortissant, sans que l'assiette faite en la Châtellenie de Lille et dans laquelle ils ont été compris, puisse porter aucun préjudice aux libertés et franchises desdits lieux.*

Sous le Vidimus de Pierre De le Zippe, chevalier, gouverneur du Souverain Baillage de Lille, Douai et Orchies, du 27 février 1391.

A tous cheuls qui ces présentes lettres veront ou orront, Pieres de le Zippe, sires de Denterghem, chevalier, consillier de no très redoubté seigneur, noseigneur le Duc de Bourgogne, comte de Flandres, gouverneur du Souverain bailliage de Lille, de Douay, d'Orchies et des appartenances, salut. Savoir faisons que le XXVII^e jour de février, l'an mil CCC III^{xx} et XI, nous veismes une lettrez donnée de nostre dit seigneur séeleez de son grant séeel en chire vermelle, desquelles le teneur s'ensuit.

Philippe, fils de Roy de France, duc de Bourgoingne, comte de Flandres, d'Artois et de Bourgoingne, palatin, sires de Salins, comte de Réthel et seigneur de Malines, à nos amés et féaux gens de nos comptes extans à Lille, salut et dillection. Comme sur ce que nostre recepveur de Lille et autres commis à asseoir et recepvoir en nostre chastellenie de Lille et ès villes enclavées en icelle, une certaine taille et ayde à nostre proufit, pour cause d'un certain voïage que faire entendions avec monsigneur le Roy en son pais de Languedoc, ont compris et assis en icelle les villes de Templemarch et de Wendeville et leurs appartenances, tenues de nous en franc empire de nostre comté d'Alost, à cause de nostre chastel de Nieveve, avec les villes de ladicte chastellenie et envoyé aucuns de nos sergans et officiiers en icelle exécuter et contraindre pour celle cause les habitans des dictes villes de Templemarch et de Vendeville et lever leurs gages pour contribuer à la dicte taille et ayde comme faisoient et font les subgés de notre dicte chastellenie contre et ou préjudice des franchises de la terre d'icelles villes de Templemarch et de Venduille et des seigneurs et habitans d'icelle, lesquels si comme entendu avons ne sunt tenu de estre assis ne de contribuer à taille, ailleurs que avec les subgés de la chastellenie de Nieneve, toutefois que le cas y eschiéroit. Pour quoy nous qui voulons les subgés extans soubz nous et ladicte terre de Templemarch et de Venduille demorer en leur franchise et liberté et estre demenés par la chastellenie de Nieneve ou il sunt ressortissans. Et oye sur ce la rellation d'aucuns de nos officiiers, avons ordené et par ces présentes ordenons que l'argent à quoy les habitans des dictes villes de Templemarch et de Venduille ont esté imposés pour ceste fois sera baillé et délivré à nos officiiers, pour icellui convertir à nostre proufit. Sens ce que la dicte assiete, exécution ne chose qui s'en est ensuy, face ou puisse porter aucun préjudice ores ne ou temps advenir aux Seigneur et habitans d'icelles villes

ne à leurs libertés et franchises. Sy vous mandons que dores en avant vous ne souffrés contraindre ne asseoir à taille lesdis habitans d'icelles villes de Templemarch et de Venduille ailleurs que avoec les subgés de le dicte chastellenie de Nieneve, dont ils sont resortissant, toutesfois que le cas si offera, car ainsi le voulons nous estre fait de grâce espécial par ces meismes présentes, non obstant ordenances, mandemens ou deffences à ce contraires. Données à Lille le XVI^e jour de décembre l'an de grâce mil CCC III^{xx} et noef. Et estoient ainsi signées : par monseigneur le Duc, à la rellation du Consel, J. Vie. En tesmoing des dictes lettres avoir vehues en tel fourme et manière que dit est, nous avons ces lettres scellécz du sél de le dicte souveraine baillie, qui furent faites et données le jour et an dessus premiers dis.

(Signé) : J. DE LANSTAINS.

Collation faite aux lettres par dessus encorporéez.

(Au dos). Lettre pour les villes de Templemars, de Wenduille et leurs appartenances, de contribuer dores en avant en toutes tailles, aides et subvencions avec ceulz de la chastellenie de Nieneve et non ailleurs.

Chambre des Comptes de Lille. Aux Archives Départementales du Nord. B. 1136. Godefroy. N^o 11.860. Pièce en parchemin, un sceau.

N^o 20

Déposition des habitants de Templemars à l'enquête pour le recouvrement des aides.

1449. — 18 Octobre.

Le XVIII^e jour d'octobre l'an mil quatre cens quarante-noef, comparurent par devans nous aucuns des manans de la

paroisse de Templemars, est assavoir Franchois Guyot et Nichaise le Baudart, lesquels après le serment par eux fait nous dirent qu'ils avoient esté assis à la taille a la darraine assiette qui fu l'an XIII^e XLVIII à III l. x s. de XL gros la livre et que ilz étoient quatre personnes en la dicte paroisse païans ladite taille et se plaignent de trop de taille pour ce qu'ils étoient povres. Requis assavoir le chevauchée des dits quatre manans et combien ils paient de taille, dient que ledit Franchois Guyot a XXI^e de terre parmi un lieu, et paie L s. Nichaise le Baudart a VI^e de terre parmi un lieu et paie XXI s. Joachin Croquet a ung lieu contenant VIII^e de héritage et paie III l. II s. Et Pierot le Manier paie XXVII s. Requis assavoir que leurs terres valent en ceux et combien en vente, dient qu'elles valent en cense XIII rasières de grain à l'avesture, mesure de Lille, et en vente XLVIII frans le bonnier. Et doivent dime et terrage et de rente l'un parmi l'autre environ II ras. II h. de blé le bonnier. Requis assavoir se ils se dient estre plus hault taillés que les villes voisines dient que sy et que ceulx de Faches ont bon marchié et autre chose n'en sevent.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Ancien L 285, fo CXIV.

N^o 21

*Déposition de Gilles du Bos, de Templemars, à l'enquête
pour le recouvrement des aides.*

1497 — 19 mai

Pour Templemars, Chastellenie de Lille, est comparu Gilles du Bos, lequel interrogie sur le contenue esdites lettres patentes dist qu'il est seul audict lieu de Templemars paiant

aide avec ceulx de la Chastellenie et qu'il est assis égal en bestail et en biens comme il estoit en l'an III^{xx}I. Dist qu'il a païé ceste année en tous aides XLII patars. — Du XIX^e jour de mai XIII^{le} III^{xx} XVII.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Ancien D, 293,
fo LXXXI verso.

N^o 22

*Déposition de Gilles du Bos, de Templemars, à l'enquête
pour le recouvrement des aides.*

1505. — 5 novembre.

Pour Templemars, est comparu Gilles du Bos, lequel affirma que audit lieu il y a III feuz et la maison du presbitaire dont les II prennent les bieu de la carité des povres, lesquels III maisnages manient XVIII bonniers de terre à labeur et XII^{le} de manoirs et jardins. Le bonnier desquelles terres à labeur peut valoir XV rasières de grain à l'advesture et en vente VI^{xx} livres, et les dits XII^{le} de manoirs et jardins, attendu qu'ils sont édifiez de III maisons XVII l. par an et en vente III^{le} XL livres. Et sy dist que ausdits manans appartiennent II vaches et II bestes chevalines. — Du V^{me} jour de novembre, l'an XV^e V.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Ancien A. 103. fo 101.

N^o 23

*1528. — Instructions pour M^e Jean Gemmer, lieutenant du
Gouverneur de Lille, pour demander aux habitants des*

terres dites exemptes, *dans les châtellemies de Lille, Douai et Orchies, une aide extraordinaire de 1.800 livres.*

Instructions pour maistre Jehan Gemmer, premier lieutenant de monseigneur le Gouverneur de Lille servans pour faire demander aux manans et habitans des terres exemptes des chastellenies de Lille, Douay et Orchies, de la somme de dix-huit cens livres du pris de XL gros.

Premier leur sera dit que ilz pevent savoir comment depuis naguères le Roy de France en postposant et mectant en non chaloir le traictié de paix fait à Madril entre l'Empereur et lui, et contre sa foy et honneur a recommencié la guerre à l'Empereur et à tous ses pays de pardecha tant en Haynnau, Luxembourg, Brabant, Hollande comme ou pays d'Arthois et déjà a fait courir, pillier, bruller, adommagier, prendre prisonniers, renchonner, tuer et occire hommes, femmes et enfans oudit pays d'Arthois et y fait et commis mauulx exécra- bles et inextimables comme chascun set et que pis est fait tout son mieulx de par soubtilz moïens faire desrober et surprendre les villes d'Arthois, et meismes la ville de Béthunne.

A la quelle cause ma dame la Régente a fait naguères fait mettre garnisons ès frontières et fait fortifier pluseurs plaiches, meismement le chasteau de Béthune où a esté exposé plus de VIII^m florins et y fault encoires bien mettre autres VIII^m florins. Et si a consenty et accordé à la ville de Béthune dix mil escus le fortifier ès lieux nécessaires, lesquelz X^m escus ont esté advisez estre recouvrez une partie de ceulx de ladite ville, une autre partie de ceulx de Flandres et de Lille, veu que se ladite ville de Béthune se perdoit, lesdits de Flandres et Lille avieroient biaucop à souffrir et perderoient le pluspart de leurs biens. Par dessus toutes lesquelles mises et la guerre de Gheldres, madite dame, pour le bien, garde et tuition desdites chastellenies de Lille, Douay et Orchies et bailliage de Tournesis a conclue et délibéré de fortifier les ponts à le Sauch,

à Wendin, Raisse, et autres destrois d'icelles chastellenies et aussy fortiffier la ville de Le Bassée ou convient exposer de gros deniers. Et pour ce que ceulx des terres exemptes desdites chastellenies seroient perdus avec iceulx des chastellenies se les Franchois se boutoient au pays, aussi jusques à présent ils ont esté gardez sans leur ayde et supput, la raison veult et porte que ilz se doivent aussi aidier à garder, soustenir et deffendre et secourir l'Empereur aux fraiz qu'il est besoing suporter comme font les autres subjets de ses pays tant gens d'église que séculiers.

Monsieur le Conte de Gavre par charge expresse de Madame la Régente a fait assembler lesdites terres exemptes pour leur remonstrer les choses dessusdites et leur prier et requérir volloir pour subvenir aux fraiz et despens dessusdits CONSENTIR ET ACCORDER, POUR UNE FOIZ, à l'Empereur, la somme de dix huit cens livres de XL gros. A païer moictié à la Saint Jehan et l'autre moictié à la Saint Remi prochain venant. Et leur soit dit que veu l'urgente nécessité qui est de garder le pays, afin de éviter plus grant perte et que c'est pour leurdite garde, ilz ne pevent ne doivent par nulle voie d'honnesteté prendre nulles excuses sur ladite demande, mais libéralement le accorder ainsy que bons, léaulx et obéissans subjets doivent faire, attendu que pour ceste guerre ilz ne ont païé nulles aides. Et sy leur convient entendre que une course des ennemis ou une prinse de prisonniers de eulx leur porteroit dix fois plus de dommaige que ne porte ladite demande.

Ainsy fait, etc.

Au dos : Touchant l'ayde de XVIII^e livres requises sur les terres exemptes en la chastellenie de Lille, en l'an XV^e XXVIII.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Nouveau B. 1113. —

Godefroy, N^o 17,220 — pièce en papier.

N^o 24

1604. — *Fixation à la somme de 42 livres, de la quote-part des habitants de Haubourdin-Empire dans l'assiette des impositions de 1604.*

Les manans et habitans de Haubourdin-Empire, pour leur quotte et portion en la somme de vingt-huict mil six cens quarante une livres douze sols, moictié de cinquante sept mil deux cens quatre vingtz trois livres quatre solz de quarante groz monnoie de Flandres la livre que les Estatz de la ville de Lille et chastellenies dudit Lille, Douay et Orchyes en certaine asssemblée par eulx tenue en la halle d'icelle ville de Lille, ont advisé et conclud suivant les lettres d'octroy par eulx obtenues de feu de très haulle mémoire le feu roy catholicque Philippe, second de ce nom, que Dieu ait en sa gloire, le VI^e de juing XV^e IIII^{xx} nœuf et aultres octroiz subséquens tant de sadite Magesté que des Archiducqz, pour furnir aux sommes de deniers accordées et aultres charges y contenues, mesmes en conformité de l'acte par eulx dressé le XXVIII^e de novembre XV^e IIII^{xx} XIII, de lever par assiettes esdites chastellenies pour ung an et deux termes esgualx, si comme la moictié au jour de Noël derrain et l'autre au jour de Saint Jean-Baptiste prochain de cest an XVI^e et quatre, dont seront faictes deux assiettes originalles par messeigneurs les Président et gens des comptes audit Lille, apparant plus à plain par aultre acte desdits Estatz du XXVI^e de novembre derrain, ont esté imposez et assiz à la somme de quarante et deux livres de quarante gros, monnoie dicte, païable ès mains d'Arnould Miroul receveur d'iceulx Estatz à ce comis pour ledit terme de Saint Jean prochain, second de l'avant dite année, AUSQUELLES ASSIETTES SERONT SUBMISES TOUTES LES TERRES FRANCHES ET EXEMPTES, les faulxbourgz de la susdite ville de Lille non

païans assiz à icelle, la ville de Lannoy et aultres déclairées es lettres d'octroy dessus mentionnées et aultres y rafreschyés, saulx les seigneurs, prélatz, ecclésiastiques et nobles pour leurs héritaiges propres et dismes qu'ilz occuperont pourveu qu'ilz ne pouront faire labourer ni occuper qu'en ung seul quartier ou endroict ny enclorre qu'en ung seul lieu et maison et que les laboeurs, assemenchement et despouilles se fachent à leurs despens et prouffict, conformément aux accordz sur ce entrevenuz. Ainsi faict en la Chambre des Comptes, à Lille, le XXV^e jour de may, oudit an XVI^e et quatre.

(Signé) DE MONCHAUX, 1604.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — Chambre des Comptes de Lille, B. 1124, N^o 21.228, pièce en papier avec cachet.

N^o 25

FLANDRE WALLONNE

Octrois

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD

Etats et Intendance de la Flandre Wallonne.

2^e Mémoire; janvier 1780
délivré avec les pièces
y reprises.

C. 48.

MÉMOIRE

. . . . Ces endroits sont des terrains conquis, soumis à toute autorité ou ils doivent la conservation de leur privilège et exemption aux stipulations des capitulations accordées à la demande des Etats et dans ce dernier cas ce serait le comble de l'ingratitude et de l'injustice que de vouloir les éluder au préjudice du bien général et de leurs protecteurs.

Les Etats ont toujours été bien éloignés de regréter leurs

bienfaits et d'empiéter sur les privilèges, exemptions, ni sur les autorités des seigneurs de ces endroits prétendus francs ou de leur communauté.

Ils ne demandent que les précautions que leur dictent leur devoir et l'amour du bien général.

La fixation de la consommation n'en paraît plus une suffisante, puisque sous prétexte d'augmentation de cette population, on cherche à la porter au-delà de ce qu'elle peut aller.

On voit par l'extrait des rolles de capitation des franchises de Linselles, ci-joint qu'en 1701, tems voisin du règlement de M. de Bagnols, qui fixe à 720 pots la consommation d'eau de vie pour cet endroit franc qu'il n'y avait alors que 239 habitans; on voit par celui de 1779 qu'il n'y en a que 299, d'où il suit que la population n'est augmentée que d'un quart ce que conséquemment la fixation ne devrait monter de 720 pots qu'à 900 et non à 1.600 pots comme M. l'Intendant l'a autorisée. En partant de ce calcul, les grands baillis auraient été fondés à s'écrier contre cet excédent de 700 pots à la juste proportion de cette population; mais toujours conduits par leur modération, ennemis des difficultés, attachés au bien général, ils se sont moins arrêtés à s'élever contre cette faveur trop grande, qu'à s'assurer de son exécution et à en prévenir les abus.

Ils n'ont pas été peu surpris de voir les franchises de Linselles attaquer une ordonnance au Conseil, qui leur est aussi favorable et beaucoup au-dessus de leur population et consommation. Dans cet état des choses ils ne croient pas devoir s'élever contre Linselles seule, mais ils ne peuvent se dispenser de demander qu'il soit porté une loi générale pour tous les lieux francs qui, sans blesser leurs privilèges, arrête les abus, les fraudes et l'avidité du gain.

La Flandre Wallonne n'a que 10 lieues de terrain sur 7 de large, elle est entourée du Haynault, du Cambésis, de l'Artois, de la Flandre Maritime et par la domination de la Reine

d'Hongrie. Pour retirer de ses octrois le plus qu'elle peut, empêcher ou du moins diminuer les versements, elle est obligée de faire des abonnemens onéreux avec le Tournésis, de réduire le taux de ses octrois sur les autres frontières proportionnellement aux leurs, coupés, morcelés par les terres franches enclavées dans la province ou par des terres qui ont des octrois particuliers, ou se voit forcés de s'en rendre adjudicataires, ce qui expose à des pertes ou à des augmentations à chaque renouvellement de baux.

Les pièces et actes cités ci-dessus et ci-jointes prouvent la vérité des faits et la solidité des réflexions.

L'instruction ou mémoire et dissertation sur les franchises dont jouissent quelques bourgs et villages et autres terrains enclavés dans la châtellenie de Lille achèvera de les éclaircir et de faire sentir la nécessité d'une loi ou règlement qui assujettisse tous ces endroits francs à tous les octrois de la province et sur le même pied et à la perception des préposés de la province, sauf après avoir défalqués les frais de régie et perception à leur être abandonné par la province l'excédent de ces frais pour fournir à leurs besoins locaux d'après les registres, états et comptes particuliers que les receveurs devront leur rendre suivant l'usage et la manière accoutumée et règlement qui pourra être fait à ce sujet.

N^o 26

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD. — États et Intendance de la Flandre Wallonne. — C. 48. N^o 6.

Du 7 Mars 1613.

Du registre aux mémoires commençant le 6 juillet 1593 et finissant le 29 avril 1637, reposant au greffe de M^{rs} des États de Lille, a été extrait ce qui suit, folio 176 verso.

Le VII^e jour de mars XVI^e et treize, vue les sentences rendus au conseil privé de leurs Altèses sérénissimes, les derniers d'avril 1568, III^e de juillet 1575, le 29 de may 1589, les actes dépeschez en ceste court le XX^e de décembre 1610, II^e de mars 1611, XV^e de juin dudit an, et ce que ulterrieurement at esté considéré, a esté résolue que pour l'avenir les franchises et seigneuries de Linselles et Blaton, tenues en souveraineté du pays et comté de Hainnault, non enclavez en la châtellenie de Lille, ne sont comprins ds octrois qui s'accordent par leurs Altèses sérénissimes pour aydes et impôts et que en suite de ce, les receveurs sont déchargé de ce qu'ils ont rapporté en leurs comptes depuis lesdits actes despeschez, plus bas étoit écrit :

Il est ainsy audit registre, témoins signé F. B. Fruict.

Collationné à l'expédition autentique, reposante au greffe de Linselles, et trouvé cette copie conforme par le notaire royal résidant à Linselles, soussigné, ce cinq janvier mil sept cent soixante-seize et plus bas estoit signé : J. P. Desreveaux; avec paraphe.

A tous ceux qui les présentes verront, échevins des franchises de Blaton et Linselles, près de Lille, en Flandres, où le séel, petit séel, contre séel et papier timbré ne sont point en usage, salut, sçavoir faisons et certifions à tous qu'il appartiendra que Me Jean Phles Desreveaux, qui a signé l'autentiquation cy dessus est notaire royal résident audit Linselles et qu'aux actes de luy signé en cette qualité foy est adjoutée en jugement que dehors. En témoin de quoy nous avons à ces présentes fait apposer le séel aux causes desdites franchises et icelle fait signer de notre greffier, ledit jour cinq janvier mil sept cens soixante-seize.

Nº 27

Mémoire

Pour les bailli, eschevins, habitants, corps et communauté des franchises de Blaton et Linselles, terre limitrophe de la châtellenie de Lille et dépendante du pays et comté de Haynaut dans la coutume de Valenciennes,

Contre

Le sieur Théry, directeur des domaines du Roy au département de Lille, demandeur par procès-verbal de saisie du 6 7^{bre} 1774.

Et contre

Le sieur Chevalier, directeur de la régie des fermes des Etats de Lille.

Pardevant monseigneur De Caumartin, intendant de Flandres et d'Artois.

La difficulté à décider entre les parties se réduit à sçavoir si le directeur des impôts qui ont lieu dans la châtellenie de Lille peut valablement s'opposer à ce que les bailli et eschevins des franchises de Blaton et Linselles se procurent par les voyes autorisées les eaux-de-vie nécessaires à l'exercice de leur cantine.

La négative de cette question ne fait point de doute et pour en démontrer l'évidence il suffiroit de dire en premier lieu que c'est en vertu de lettres patentes d'octroy, successivement accordées depuis 1714, que les franchises de Blaton et Linselles jouissent d'un droit de vingt patars sur chaque pot d'eau-de-vie qui se vendent dans l'étendue de leur territoire. Et en second lieu que ces franchises ne sont ni enclaves, ni dépendances, ni annexes de la châtellenie de Lille.

De ces deux observations préliminaires se tirent deux conséquences également justes. La première qu'il n'appartient ni aux particuliers ni à quelques corps que se soit de mettre

obstacle à la perception des droits dont la levée a été légitimée par la concession du prince, la seconde que le directeur des fermes de la châtellenie doit en user à l'égard des franchises de Linselles, comme il en use à l'égard des étrangers à qui il prend envie d'acheter des eaux-de-vie dans la ville de Lille et suivant ce leur faire expédier les acquits à caution en la manière accoutumée.

Nous développerons plus particulièrement ces moyens, après avoir rendu compte des circonstances de la saisie dont les bailli et eschevins des franchises de Blaton et Linselles demandent l'annulation.

Depuis 1714 jusqu'à présent les États de Lille ont laissé librement jouir les franchises des impôts que le Roy leur a permis de lever sur les vins, bières et eaux-de-vie pour survenir à leurs charges, on ne sçait quelle raison a pu déterminer leur directeur actuel à changer de conduite et à refuser comme il a fait en dernier lieu le passavant ordinaire pour deux barriques d'eau-de-vie achetées par le Cavalier des franchises chez le sieur Lefebvre, marchand à Lille ; on apprend à la vérité par sa réponse insérée dans la relation des notaires, par lesquels on l'a fait sommer de délivrer ce passavant, qu'il exigeoit qu'on lui fit constater du droit de consommer dans lesdites franchises autant d'eau-de-vie qu'il en est besoin. Ce sont les propres termes.

Mais les lettres patentes d'octroy en vertu desquelles les franchises de Blaton et Linselles perçoivent vingt patars au pot d'eau-de-vie sont notoires, il n'est pas permis au directeur des fermes des États de Lille de les ignorer, il étoit de son devoir d'expédier le passavant demandé sous telle protestation qu'il auroit trouvé convenir et sauf à se pourvoir s'il avoit réellement des doutes fondés à cet égard.

Quoi qu'il en soit les bailli et eschevins des franchises de Blaton et Linselles se sont plaint de ce refus par une requête

qui est demeurée jusqu'icy sans réponse et pour sauver leur administration du préjudice irréparable qui seroit résulté du chômage ils ont pris et effectué la résolution d'acheter six cens-vingt-un pots d'eau-de-vie à Dunkerque, d'où ils les ont fait parvenir par la route d'Ipres, après avoir payé les droits dus au Roy comme on l'a justifié par la production de la quittance.

La route d'Ipres étoit la seule que l'on put prendre, parce que le Directeur des Etats, après le refus qu'il a fait de laisser sortir les deux barriques achetées à Lille, n'eut pas manqué de saisir celles achetées à Dunkerque, si elles avoient passé par Lille, les bailli et eschevins des franchises n'ont donc fait que déférer à la nécessité, en suivant la route d'Ipres indiquée dans leur acquit à caution, mais en évitant un piège il en ont rencontré un autre, qu'il devoient d'autant moins attendre de la part du Directeur des Fermes du Roy, que le domaine de sa majesté n'avoit aucun intérêt dans la chose, puisque les droits avoient été payés à la sortie de Dunkerque.

Ces eaux-de-vie ont donc été arrêtées au bureau de Verwick, sous deux prétextes également inadmissibles, le premier que le régisseur de Linselles qui les accompagnoit n'auroit pas du prendre la route d'Ipres ; mais toute autre avenue étoit fermée et dès que le domaine a été payé de ses droits, la route est indifférente surtout quand elle est indiquée par un acquit à caution expédié en bonne et due forme ; le second que le receveur du bureau de Dunkerque n'eut point indiqué cette route s'il avoit eu connoissance du refus qu'avoit fait le régisseur des Etats de Lille, de laisser sortir des eaux-de-vie pour l'approvisionnement de la cantine des franchises du Blaton et Linselles qui veulent étendre leurs privilèges ; mais pour quel droit le directeur et receveur général des Domaines de Flandres s'érige-t-il en juge des intentions des bailli et échevins des franchises ? Comment pouvoit-il s'imaginer ou se persuader,

qu'ils vouloient étendre leurs privilèges, lui qui par Etat ne peut pas ignorer que ces franchises en vertu de leurs octrois ont et ont toujours eu la liberté illimitée d'approvisionner d'eaux-de-vie leur cantine, que sçait-il si l'on n'a pas dit au receveur du bureau de Dunkerque, que l'on prenoit la route d'Ipres pour éviter dans le moment du besoin d'ultérieure tracasserie de la part du Directeur des impôts de la châtellenie de Lille ? Qu'elle qualité enfin, quel interest le sieur Théry avoit-il de prendre parti dans cette affaire ? On a prouvé aux employés du bureau de Verwick que les droits d'entrée avoient été payés, il ne leur appartenoit pas de travestir en contravention la route que le régisseur de Linselles a suivie et telle qu'elle étoit tracée dans l'acquit à caution dont il étoit porteur.

Convaincus sans doute de l'irrégularité de leur saisie et qu'à leur égard elle ne pouvoit avoir de suite, les employés du bureau de Verwick ont accordé à caution la main levée des eaux-de-vie dont il s'agit et ils ont négligé d'affirmer véritable en justice leur procès-verbal dans les vingt-quatre heures.

Or cette formalité étant prescrite par l'ordonnance à peine de nullité, toute autre discussion devient inutile, le procès-verbal tombe de lui-même et son anéantissement opère la décharge de la caution fournie par le régisseur de cette partie des octrois de Blaton et de Linselles.

On espère qu'il en sera ainsy ordonné, on y conclut ensemble à ce que deffenses soient faites aux employés du bureau de Verwick et à tous autres préposés à la conservation des Fermes du Roy, d'arrêter les eaux-de-vie qui seront destinées pour les franchises de Linselles, lorsqu'on justifiera du payement des droits d'entrée pour celles qui ne viendroient pas de la ville de Lille ou d'autres villes commerçantes du royaume.

L'annulation du procès-verbal du 6 septembre 1774 n'est pas la seule chose que les bailli et eschevins des franchises de Blaton et Linselles ayent à poursuivre, ils ont un interest

beaucoup plus pressant encore, c'est celui de faire juger que le directeur des impôts de la châtellenie de Lille ne peut pas les empêcher d'approvisionner leur cave d'eaux-de-vie suffisante à l'exercice de leur octroy.

Pour parvenir à ce but ils établiront que les franchises de Blaton et Linselles ne sont pas une enclave de la châtellenie de Lille et que jamais les états de cette province, quelques tentatives qu'ils aient faites depuis plus de deux siècles, n'ont pu y introduire leurs impôts, de ce moyen général nous passerons à la discussion de ceux qui concernent les eaux-de-vie en particulier.

Premier moyen.

Les franchises de Blaton et Linselles par leur situation sont contigües et limitrophes des châtellenies de Lille et d'Ipres, elles ne font partie ni de l'une ni de l'autre de ces deux châtellenies. Jamais elles n'ont eu ni reconnu pour juger les tribunaux qui y administrent la justice, l'hypotecque usitée dans ces mêmes châtellenies et sans activité relativement aux héritages situés dans les franchises, le séel du souverain bailliage de Lille par exemple, engendre hypotecque sur tous les fonds du débiteur en quelques villages de la châtellenie qu'ils soient gisant, l'obligation munie de ce séel n'est qu'un vain titre dans le tenement des franchises ou l'on ne peut acquérir droit réel sur les immeubles de son territoire, que de l'autorité du juge du lieu dont les appels ont toujours ressorti au grand conseil de Malines, puis au conseil souverain de Tournay, au parlement de Flandres, et actuellement au conseil supérieur de Douay, subrogé à ce dernier tribunal, les coutumes des salles de Lille et d'Ypres, n'ont aucune influence dans les franchises qui suivent la coutume de Valenciennes, soit pour l'état des personnes, soit pour la propriété, en un mot ces franchises ne sont ni dépendances ni enclaves de la châtellenie de Lille. La raison en est palpable c'est que les franchises de Blaton et

Linselles sont un fief relevant du château de Lens et dépendant pour la souveraineté du pays et comté de Hainaut; la preuve de cette assertion est consignée dans le tableau imprimé à la tête de la coutume de Valenciennes n'at-on pas vu d'ailleurs dans ces temps nébuleux ou nos provinces étoient le théâtre de la guerre, les franchises de Blaton et Linselles soumises à l'autorité du souverain possesseur du Haynaut? Rendons la chose plus sensible par des exemples puisés dans l'antiquité et perpétués jusqu'à nos jours.

.
Par tout ce qu'on vient de rapporter, il est bien démontré que les franchises de Blaton et Linselles ne sont point une enclave de la châtellenie de Lille, qu'elles ne dépendent ni des Etats de cette province pour les impôts tels qu'ils soient ou puissent être, ni des tribunaux particuliers qui y rendent la justice, il nous reste à faire voir que leur imminuté embrasse l'eau-de-vie comme toutes les autres choses sujettes aux octrois accordés aux Etats de Lille.

Deuxième moyen.

La fin du dix-septième siècle a vu éclore un système inouï jusques lors et d'autant plus digne de proscription qu'il tendoit à imposer des entraves au commerce de ces provinces, et au peuple une gêne absolument incompatible avec la liberté dont ils doivent naturellement jouir, en tout ce qui n'est contraire ni à la religion, ni à l'autorité du Roy, ni aux bonnes mœurs.

Il consistoit ce système à deffendre aux habitans d'un lieu d'aller boire dans un autre, non soumis aux octrois établis dans le territoire de la situation de son domicile, sous peine de grosses amendes et on s'étonnera sans doute de ce que des magistrats éclairés, ayent pu se résoudre à interposer leur autorité pour donner une existence légale à un abus aussi révoltant.

1517. — *Réponse donnée par les officiers de la Gouvernance de Lille à Jean de le Sauch au sujet des terres dites d'Empire, enclavées dans la châtellenie dudit Lille; lettre des gens de la Chambre des Comptes de Lille, à l'Archiduc roi de Catille, au sujet desdites terres.*

Pour de la part de monseigneur le Gouverneur de Lille ou son lieutenant bailier advertance à monsieur maistre Jehan De le Sauch, secrétaire ordinaire du Roy catolicque, nostre Sire et par icelluy commis sur le fait des empires enclavés ès pays et seignouries dudit Roy. Et conséquamment de ceulx extans ès termes du souverain bailliage dudit Lille, que il seroit bon de faire touchant lesdits Empires enclavez oudit souverain bailliage de Lille, dist et remonstre ledit Gouverneur ou son lieutenant ce qu'il s'ensuit :

Premiers que icelles parties d'empire enclavées les aucunes prochaines de ladite ville de Lille et aultres esparses en plusieurs lieux, meismes aucunes prochaines et habordans aux grans chemins. Et pour ce que on ne y fait pas aspre justice pluseurs mauvais garchons, homicides et bannis se y réfugient et font journellement de grandes insolences au déshonneur et grant esclande de justice.

Item secondement que les josnes compaignons de la chastellenie de Lille sont plus hardis à batre ou occire et commettre plusieurs mauvais délictz que ilz ne feroient se n'estoient lesdites parties d'empire, esquelles ilz se retirent incontinent comme lieux saulfs. Et qui plus est quant ilz sont ainsy retirez viennent de nuyt ou aultrement à leur vollenté menachier les injuryez ou les parens des mors de les batre, villonner ou brusler. Et tellement que ilz sont contrains de faire paix à

leur vollenté, ainsy qu'il a esté seu et expérimenté plusieurs fois.

Item tièrchement quant aucuns ont commis cas previllegiés civilz, lesquelz ilz sont tenus de amender à nostre dit sire le Roy, à l'arbitrage et taxation de mondit seigneur le Gouverneur de Lille en son lieutenant et que les aucuns par contumasse sont pour telz cas bannis des païs et conté de Flandres, ilz se retirent bien souvent esdites parties d'empire, allans et venans de jour ou de nuyt en ladite chastellenie au grant scandalle de justice. Et quant lesdits officiers vont par les champs, iceulx compaignons estans sur ledit empire les irritent et ne les peult on amener à justice et y pert nostredit Sire le Roy beaucop d'amendes. Et avecq ce les parties bleschées et intéressées ne pevent estre réparées. Et conséquamment baillent aux compaignons d'icelle chastellenie mauvais exemple et de tant plus sont enclins à mouvoir débas.

Et par tant semble qu'il seroit bon que l'impérialle magesté statuast et ordonnast que dores en avant les dites terres d'empire enclavées en icelle chastellenie ne soient exemptes ne franchises, pour sur icelles reffugier et retirer les hommicides et aultres aïans commis cas criminel. Et que il promeist et auctorisast le Roy nostre dit Seigneur et ledit gouverneur ou son lieutenant soubz luy de pooir procéder à l'emprinse de tous lesdits hommicides et autres aïans commis cas criminel et faire leurs procès comme se ilz avoient commis lesdits hommicides et cas criminelz en ladite chastellenie. Et se icelles prinse estoient faictes nuement en icelle chastellenie, ès mettes de sa juridiction.

Item meismement que ceulx ayans commis cas previllegiés et de souveraineté à icelluy Roy ès ducès de ladite chastellenie ne polroient reffugier et tenir esdites terres d'empire à tel péril que se ilz y estoient trouvez par les officiers de ladite gouvernance, ilz seront de prinse et seront amenez prisonniers

au siège de ladite gouvernance, pour par ledit gouverneur ou son dit lieutenant congnoistre desdits cas privilégiés et de souveraineté, comme se lesdites prinses estoient faictes en ladite chastellenie ins desdictes terres d'empire.

Item et principalement que les habitans desdites terres d'empire enclavées soient subjects aux status et ordonnances que polroit faire le Roy nostredit seigneur et que de l'entretenement d'iceulx ils soient justiciables et constraindables par ledit gouverneur ou son lieutenant soubz icelluy Roy, avecq les aultres habitans en icelle chastellenie.

Ces présentes mémoires ont esté délivrées à maistre Jehan De le Sauch, secrétaire devant nommé par monseigneur le Gouverneur de Lille ou son lieutenant et lui requis en faire rapport au Roy nostre Sire, le XI^e jour de mars, l'an mil cinq cens et seize.

(Signé) : DELAPORTE.

A. CUVILLON.

Au Roy nostre Sire.

Sire, en la plus grande humilité que faire povons à vostre bonne grâce nous recommandons, Sire plaise savoir à vostre Magesté que le XIX^e de ce mois avons receu voz lettres faisans mencion que pendant le temps que l'Empereur vostre grant père est pardeça et avant vostre partement pour aller en Espagne, désirez esclarchir voz droiz, auctoritez, haulteur et prééminences de voz pays, terres et seigneuries deppendans de l'Empire, le plus avant que faire se pourra. Et à ceste cause nous ordonnez bien expressément communicquier ensemble lesdits droitz, haulteur, auctoritez et prééminences que povez avoir et vous compétent et appartiennent en vosdits pays de pardeça, deppendans de l'Empire, dont vous et vos prédécesseurs ont esté et estes en bonne et paisible possession. Pour se besioing est en obtenir de l'Empereur vostredit grant père lettres de confirmation, interprétacion, déclaration,

ampliacion et esclarcissement ainsi que trouverions estre de besoing et nécessaire pour le bien et la sceurté de vous et de voz successeurs et dreschier mémoires et instructions et les voirs envoyer comme vosdites lettres le contiennent plus au long. Sire, obéissant auxquelles lettres comme tenuz sommes, avons communicqué ensemble vosdits droiz, auctoritez, haulteurs et prééminences do voz terres et seigneuries deppendans de l'Empire et autant que en avons peu congnoistre l'avons rédigié par escript que vous envoions avec cestes, vous suppliant prendre nostre besoingne à bonne part et au surplus nous mander et commander voz nobles désirs, pour de nostre part les accomplir comme tenus sommes, aydant le Saint-Esperit, auquel nous prions, Sire, vous donner bonne vie et longue, avec l'entier accomplissement de voz très haultx et très vertueulx désirs. Escrit en vostre Chambre des Comptes à Lille, le derrain jour de février XV^e et seize.

Voz très humbles et très obéissans subjectz serviteurs, les gens de vos Comptes à Lille.

(Signé) BOSQUIEL.

Chambre des Comptes de Lille. B. 1112. N^o 16.790, deux pièces en papier.

VU :

JEAN-ANDRÉ ROUX.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 13 avril 1905.

Le Recteur,

E. BOIRAC.

BIBLIOGRAPHIE

- Albert BABEAU, Correspondant de l'Institut. — La Province sous l'ancien régime. 2 vol. Paris, Firmin-Didot, 1894.
- BLAEV. — Nouvel et Grand Théâtre de toutes les villes des Pays-Bas. — Atlas en 2 volumes, par Blaeu. A Amsterdam, chez Jean et Corn. 1649.
- BULLETIN DE LA COMMISSION HISTORIQUE DU DÉPARTEMENT DU NORD. Tomes X, XXI à XXV.
- BUZELIN. — Gallo-Flandria sacra et profana, in qua urbes, oppida, regiunculae, municipia, et pagi praecipui Gallo-Flandrici tractus describuntur; horumque omnium locorum antiquitates, religio, mores, sacra aedificia, piaefundationes, principes, gubernatores, et magistratus proponuntur. Auctore Johanne Buzelino, Cameracensi, e Societate Jesu. — Duaci, ex officina Marci Wyon, typographi jurati, sub signo Phœnicis. Anno 1624. Cum gratia et privilegio.
- Bernard CAPPELLIER. — Le Diocèse de Tournay (carte) présenté à Son Altesse Mgr Jean-Ernest de Loewenstein, prince du Saint Empire, évêque de Tournay, administrateur de Stavelot, comte et prince de Loewenstein-Wertheim, par son très-humble et très obéissant serviteur Bernard Cappellier, pasteur de Saint-Léger. — 1725.

Émile CHÉNON. — Démembrements de la Propriété Foncière en France, avant et après la Révolution. — 1 vol. in-8°. Larose et Forcel. Paris. 1881.

Émile CHÉNON. — Histoire des alleux en France.

G. CHOTIN. — Histoire de Tournai et du Tournésis depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. — Tournai, 1840.

CONVENTION entre le Roi et l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohême concernant les limites des Etats respectifs aux Pays-Bas, et les contestations y relatives. — du 16 Mai 1769. — à Paris, de l'Imprimerie Royale. — MDCCLXIX.

LES COUSTUMES ET LOIX des Villes et Chastellenies du Comté de Flandres, traduites en François. Auxquelles les notes latines et flamendes de Laurens Van den Hane, cy-devant avocat au Conseil de Flandre, sont jointes ; avec des observations sur la traduction par M.^r Le Grand, Advocat aux Parlements de Paris et de Flandres. En trois volumes. — A Cambrai, chez Nicolas-Joseph Douilliez, Imprimeur du Roy et marchand libraire. — MDCCXIX.

DALLOZ. — Répertoire de Jurisprudence Générale. — v^o Propriété féodale.

M^{gr} DEHAISNES. — La Domination française à Douai et dans la Flandre Wallonne.

V. DERODE. — Histoire de Lille. — 4 volumes.

DUVIVIER. — Recherches sur le Hainaut ancien du VII^e au XII^e siècle. — Bruxelles. 1865.

EXPLIRT (l'Abbé). — Dictionnaire Géographique, Historique et Politique des Gaules et de la France, par M. l'Abbé Explirt, Chanoine Trésorier en dignité du Chapitre de Sainte-Marthe de Tarascon, de la Société Royale des Sciences et Belles-Lettres de Nancy, etc... — à Paris, chez Desaint et Saillant, Libraires, Rue Saint-Jean-de-Beauvais. — MDCCLXII. avec approbation et privilège du Roi.

Ch. FAIDER. — Coutumes du Pays et Comté de Hainaut, 3 vol. Bruxelles. Fr. Gobbaerts, imprimeur du Roi, 1871.

- FLACH. — Les origines de l'ancienne France, 3 volumes. Paris. Larose et Forcel. 1886-1904.
- J. FLAMMERMONT, Professeur à la Faculté des Lettres de Lille.
— Étude sur le monopole de l'alcool à Lille et dans la Flandre Wallonne sous l'ancien régime.
- J. FLAMMERMONT. — Lille et le Nord au Moyen-Age. — Leçons rédigées par Buelllet. 1889.
- FUSTEL DE COULANGES. — Histoire des Institutions Politiques de l'Ancienne France : L'alleu et le Domaine rural.
- GLASSON. — Histoire des Institutions de la France.
- GUILMOT. — Archives Historiques et Littéraires.
- D'HERBOMEZ. — Géographie Historique du Tournésis. — T. XVI de la Société Royale Belge de Géographie. Bruxelles, 1892.
- Eug. LAMEERE. — Le Grand Conseil des Ducs de Bourgogne de la Maison de Valois, par Eug. Lameere, docteur en Philosophie et Lettres. — Bruxelles, Alf. Castaigne, Editeur, 28, rue de Berlaimont. 1900.
- Th. LEURIDAN, Archiviste de la ville de Roubaix, membre de la Société des Sciences de Lille et de la Commission historique du Nord. — Essai sur l'Histoire religieuse de la Flandre Wallonne.
— Histoire de Roubaix.
— Histoire de Linselles.
- Th. LEURIDAN (l'Abbé). — Histoire de Néchin.
— Histoire de Wattignies.
- MESSAGER DES SCIENCES HISTORIQUES ; ou *Archives des Arts et de la Bibliographie de Belgique*. — Gand, chez Vanderhaegen. Année 1881.
- MIRÆUS (édit. Foppens). — Auberti Miræi opera diplomatica et historica. — Louvain. MDCCXXIII. — 4 vol. in-4o.
- PATOU. — Commentaires sur les coutumes de la Ville de Lille et de sa Châtellenie, et Conférences de ces Coutumes avec celles voisines et le Droit Romain — Par feu M. Patou,

avocat, ancien Conseiller du Roi au Bailliage et Conseiller Pensionnaire de l'Etat des Chastellenies de Lille, Douay et Orchies, — 3 vol. in-fº, Lille, chez Dumortier, libraire vis-à-vis l'Eglise Saint-Etienne — MDCCXC; avec approbation et privilège du Roi.

M. PILLOT. — Histoire du Parlement de Flandres, 2 volumes.

Ch. PIOT. — L'ancien diocèse de Tournai. *Annales de la Société d'Emulation*, 3^{me} série. Tome V. Gand, 1870.

Ed. POULLET, Professeur à l'Université Catholique de Louvain; Membre de l'Académie Royale de Belgique et de la Commission Royale d'Histoire. — Origines, développements et transformations des Institutions dans les Anciens Pays-Bas. — 2 vol. Bruxelles. 1882-1892.

J.-J.-E. PROOST. — Histoire du droit d'asile religieux en Belgique.

RAEPSAET. — Œuvres complètes, 6 vol. Gand, 1839.

RECUEIL des Edits, Déclarations, Lettres patentes, etc..., enregistrés au Parlement de Flandres, des arrêts du Conseil d'Etat particuliers à son ressort, ensemble des arrêts de réglemens rendus par cette Cour depuis son érection en Conseil Souverain à Tournay. — 12 vol. in-4º. Douay. Derbay. MDCCXCI.

ROISIN (édition Brun-Lavainne). — Franchises, Lois et Coutumes de la Ville de Lille.

C.-S. SPRIET. — Haubourdin.

TIERCE. — Notes historiques sur Haubourdin et ses seigneurs.

TESTELIN. — Rapport sur les monnoies, poids et mesures de la Commune de Lille. — 1 brochure in-8º. Lille. 1807.

H. WALLON. — Du Droit d'asyle.

WARNKENIG. — Histoire de la Flandre et de ses institutions civiles et politiques. — 5 volumes, traduits par Gheldorf. Bruxelles. 1851.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Indépendance de la Gouvernance et du Baillage de Lille; — Coutumes des Franchises,	17
---	----

CHAPITRE SECOND. — Juridiction des Franchises. — Tri- bunal criminel et féodal; Tribunal civil et cottier; — Personnel de ces Tribunaux; leur compétence.....	21
---	----

CHAPITRE TROISIÈME. — Juridiction supérieure des Fran- chises; — Établissement du Parlement de Flandres, juge supérieur des Franchises au civil et au criminel.	41
---	----

CHAPITRE QUATRIÈME. — Le droit d'asile dans les Fran- chises; — Luites soutenues pour la conservation de cette immunité.....	47
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Indépendance des Etats de la Province pour les impositions	63
CHAPITRE SECOND. — Impositions directes perçues dans les Franchises; — Luittes avec les Etats; — Concessions; — Les Aides et les Tailles	67
CHAPITRE TROISIÈME. — Octroi des Etats sur le vin, la bière et l'eau-de-vie; — Interdiction aux gens de la Châtellenie d'aller boire dans les Franchises; — Ordonnance limitant la consommation d'eau-de-vie dans les Franchises; — Nombreux débats au Conseil d'Etat	83
APPENDICE	99
PIÈCES JUSTIFICATIVES	113
BIBLIOGRAPHIE	195
